

ÉCOLE
NORMALE
SUPÉRIEURE
DE LYON



2016

*Budget
rectificatif
2016*



Sommaire

Préambule	3
1. Les principaux chiffres du BR	6
1.1 ENS de Lyon.....	6
1.2 Bibliothèque Diderot de Lyon (BDL)	8
2. Indicateurs financiers et ratios ENS de Lyon	9
2.1 Evolution du résultat depuis le compte financier 2012	9
2.2 Evolution de la CAF depuis le compte financier 2012	10
2.3 Evolution du solde budgétaire	11
2.4 Evolution du fonds de roulement depuis 2011.....	12
2.4.1 Fonds de roulement ENS de Lyon	12
2.4.1 Fonds de roulement Bibliothèque Diderot de Lyon (BDL)	13
2.5 Evolution de la trésorerie	14
2.6 Synthèse des ratios ENS de Lyon	14
2.7 Taux de couverture des dépenses de fonctionnement	14
2.8 Taux de couverture des dépenses d'investissement	15
2.9 Part de l'autofinancement dans la couverture de l'investissement	15
2.1 Taux de saturation.....	16
3. Recettes.....	17
3.1 Recettes en droits constatés.....	17
3.2 Recettes en format GBCP.....	19
3.3 Recettes à l'encaissement.....	19
4. Dépenses.....	22
4.1 Dépenses ENS de Lyon	22
4.1.1 Dépenses en droits constatés	22
4.1.2 Dépenses en GBCP	23
4.2 Dépenses BDL	24
4.3 Dépenses de fonctionnement	25
4.4 Dépenses d'investissement	25
4.5 Dépenses de personnel, masse salariale et plafond d'emplois	27
4.5.1 Masse salariale globale.....	27
4.5.2 Masse salariale sur supports budgétaires de l'État	29
4.5.3 Masse salariale sur ressources propres.....	36
4.5.4 Masse salariale globale et ETPT proposés au vote du CA	38
4.6 Dépenses LOLF	41
5. Budgets des unités de recherche.....	44
6. Glossaire	46
7. Budgets propres intégrés et centres de dépenses par VP	47
7.1 Présidence.....	47
7.2 Vice-Présidence Etudes.....	50
7.3 Vice-Présidence Recherche	52
7.4 Direction générale des services	64
7.5 Institut Français d'Education	67
8. ANNEXES	68
8.1 Structure budgétaire 2016	69
8.2 Situation patrimoniale ENS de Lyon	70
8.3 Situation patrimoniale BDL	71
8.4 Tableau des autorisations budgétaires ENS de LYON.....	72
8.5 Tableau des autorisations budgétaires BDL	73
8.6 Equilibre financier ENS de LYON	74
8.7 Equilibre financier BDL.....	75

8.8	Tableau agrégé des opérations pluriannuelles	76
8.9	Tableau des emplois	78
8.10	Tableaux du document prévisionnel de gestion	79
8.11	Tableau des dépenses par destination et recettes par origine ENS de Lyon	82
8.12	Tableau des dépenses par destination et recettes par origine BDL	84
8.13	Tableau des opérations pour compte de tiers.....	86
8.14	Plan de trésorerie ENS de Lyon	87
8.15	Plan de trésorerie BDL.....	88
8.16	Tableau des opérations liées aux recettes fléchées.....	89
8.17	Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation.....	90
8.18	Tableau de synthèse budgétaire et comptable ENS de Lyon.....	94
8.19	Tableau de synthèse budgétaire et comptable BDL.....	95
8.20	Tableau retraçant les moyens des unités de recherche	96
8.21	Projet annuel de performance.....	98

Préambule

Lors de la préparation du budget rectificatif (BR) 2016, la situation budgétaire de tous les services et unités a été examinée, en s'attachant au suivi de l'exécution financière et à l'avancement des projets arbitrés au budget initial (BI).

Ainsi, les échanges avec les différentes structures de l'Ecole ont permis de réajuster les besoins (à la hausse ou à la baisse) mais également d'identifier de nouveaux projets nécessitant des moyens établissement complémentaires en fonctionnement par rapport à ceux prévus au BI. La centralisation des dépenses de la masse salariale état (MSE) sur une même ligne budgétaire, réalisée en 2015, a facilité le suivi fin des prévisions, de l'exécution et des ajustements parfois nécessaires.

S'agissant de l'investissement, la gouvernance maintient sa politique volontariste initiée au BI avec des dépenses prévisionnelles de 10,22M€ (dont 4,48M€ financés par les moyens établissement). La quasi-totalité des projets prévus au BI sont maintenus et de nouveaux ont été engagés.

Ce BR a permis de poursuivre le travail amorcé sur les subventions d'investissement. Après le travail sur l'allongement de la durée d'amortissement, une réflexion a été menée qui a abouti à la formalisation d'une note en annexe au présent rapport, relative à « l'inscription des subventions en recettes d'investissement ». Ainsi, dans le cadre des opérations pluriannuelles et des contrats de recherche, une recette prévisionnelle d'investissement est inscrite à hauteur des dépenses d'investissement prévues dès lors que cela est possible réglementairement. Ce travail élaboré par le service contrats et opérations pluriannuelles (SCOP) a contribué à la diminution de la charge d'amortissement non neutralisé (même si son incidence sera plus marquante l'année prochaine).

Par ailleurs, dans le souci d'adapter son offre de formation au regard des nouvelles technologies, de développer et de valoriser la production de ressources pédagogiques numériques, l'Ecole a engagé une réflexion qui va aboutir à la création d'une nouvelle structure provisoirement rattachée à la présidence de l'Ecole. Ceci induit une modification de la structure budgétaire avec, dès septembre 2016, la création d'un service opérationnel, temporairement rattaché au sein du centre de responsabilité budgétaire de la Présidence. Cette nouvelle structure agrègera les compétences de l'Ecole dans le domaine du numérique issues principalement du service UNIS, d'ACCES, dont les budgets sont fondus dans ce nouvel ensemble, de la DSI (équipe TICE), d'ENS Médias et de la communication.

Enfin, le département des enseignements transversaux de la VP Etudes va disparaître dès juillet : le centre des sports sera rattaché au service de la vie étudiante et partenariats-formation, le CID et le Centre de langues au service des études et de la scolarité.

Par ailleurs, la subvention pour charges de service public (SCSP) a été notifiée en décembre 2015 et les montants sont cohérents avec la prévision du BI et ont donc permis de maintenir les allocations prévues. Toutefois, l'établissement se doit d'être vigilant sur l'absence de visibilité des crédits de la mission interministérielle recherche et enseignement supérieur (MIREs) pour les années à venir. En mai 2016, il a été annoncé que la MIREs serait impactée par des annulations de crédits afin que l'État puisse financer d'autres missions

“urgentes”. Ainsi, 50,2M€ seraient annulés au niveau national sur le programme 150 « formations supérieures et recherche universitaire » dont dépend l'ENS de Lyon : d'une part sur les crédits mis en réserve et d'autre part sur des crédits devenus sans objet.

Le projet du BR2016 se distingue du Budget initial (BI) par les éléments suivants :

- la poursuite du système d'allocations des moyens rénové avec une notification en fonctionnement et en investissement pour les CRB avec distinction des projets : étude précise des moyens alloués et des projets du BI, identification des nouveaux besoins, et recensement des éventuelles nouvelles marges de manœuvre
- la poursuite de la politique d'investissement volontariste amorcée au BI avec des dépenses prévisionnelles à hauteur de 4,48M€
- l'application du principe de comptabilisation des recettes d'investissement dès lors que c'est possible avec les immobilisations financées par nos partenaires dans le cadre des contrats et opérations pluriannuelles génère une inscription en recettes d'investissement à hauteur de 0,51M€ déjà inscrites en partie au BI (cf note relative à l'inscription des subventions en recettes d'investissement)
- la poursuite du plan campus avec un volume de dépenses de 6,52M€ en AE et 4,44M€ en CP
- l'application du principe de livraison à soi-même pour les opérations du plan campus, des PPI GER / accessibilité et de la restructuration de la résidence Debourg qui permet à l'école de récupérer totalement la TVA pendant la réalisation des travaux, puis de calculer le montant de la TVA déductible à la date de la mise en service (cf note relative à la livraison à soi-même annexée à ce BR)
- pour le SACD de la Bibliothèque Diderot de Lyon (BDL), l'opération de réfection climatique dont le financement prévisionnel était prévu au BI par un prélèvement sur fonds de roulement, sera finalement portée par le budget de l'établissement au regard du montant prévisionnel
- le contrat de partenariat public-privé (PPP) signé en avril dernier
- la masse salariale a intégré l'augmentation du point d'indice (au 1^{er} juillet 2016) et la compensation totale de son financement par le MENESR dans la dotation de masse salariale
- un maintien de l'enveloppe RIFSEEP en attendant les résultats des négociations nationales quant à l'entrée ou non des ITRF dans ce dispositif
- un travail a été effectué avec les services consommateurs d'investissement (Direction du Patrimoine, Direction des Systèmes d'information, VP Recherche) en lien avec l'agence comptable pour définir ensemble les opérations globales d'investissement et avoir une définition commune entre l'ordonnateur et le comptable sur la notion de l'investissement
- une augmentation des prévisions de recettes de 163 k€ relatives à des ruptures de l'engagement décennal de certains élèves.

Ces différentes orientations ont permis d'atteindre la trajectoire souhaitée par la gouvernance en termes d'indicateurs financiers qui se traduisent par :

- un résultat d'1M€
- des dépenses d'investissement de 10,22M€
- une CAF de 3,96 M€
- des recettes d'investissement à hauteur de 5,01M€

L'ensemble impliquant la prévision d'un prélèvement sur fonds de roulement de 1,25M€, ce qui porte le fonds de roulement estimé fin 2016 à 13,31M€, niveau respectueux des normes prudentielles.

Dans la continuité du BI, le BR a été construit en application de la réforme GBCP avec des outils informatiques qui restent perfectibles et qui ont nécessité pour les services de la DAF beaucoup de traitements manuels sur Excel. Pour rappel, l'année 2016 est une période transitoire pour l'Ecole qui devrait bénéficier en décembre prochain de nouveaux outils Cocktail avec les fonctionnalités minimales pour fonctionner au 1^{er} janvier 2017 en mode GBCP.

Les différentes annexes soumises au vote du conseil d'administration présenteront les montants inscrits au BI, les prévisions du BR et les variations entre les deux actes budgétaires.

De quoi parle-t-on ?

Le BI signifie le **Budget Initial**. Il constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de l'établissement. Approuvé par le Conseil d'administration (CA), le budget est l'acte qui prévoit et autorise les recettes et les dépenses pour une année donnée. Il remplace le BP, Budget Primitif.

Le BR signifie le **Budget Rectificatif**. En cours d'année et en fonction de la réalisation des objectifs de recettes et de la consommation des crédits, l'établissement peut être amené à revoir les prévisions inscrites au budget primitif. Il le fait via un BR. Le BR est voté dans les mêmes formes que le budget initial, en principe lors du CA de début juillet au sein de l'ENS de Lyon. Il remplace la DBM, Décision Budgétaire Modificative.

1. Les principaux chiffres du BR

1.1 ENS de Lyon

ENSL	BR 2016	Ecart BR/BI	BI 2016	Ecart BR/CF	CF 2015
Dépenses	133 168 285	866 047	132 302 238	6 773 963	126 394 322
Recettes	129 007 163	1 327 037	127 680 126	4 195 981	124 811 182
Résultat	1 051 463	292 323	759 140	- 662 890	1 714 353
CAF	3 961 463	- 25 541	3 987 004	- 457 774	4 419 237
FDR (jours)	41	2	39	- 4	45

Tableau 1 : principaux chiffres du BR 2016 en droits constatés - ENS de Lyon

Le projet de BR 2016 s'établit à 133 168 285 € à un niveau supérieur de 0,87M€ à celui du BI 2016 soit + 0,65%. Cette augmentation s'explique par :

- une augmentation des dépenses de fonctionnement de 1,37M€ : la principale variation concerne les moyens établissement et les ressources infra-annuelles (0,89M€), et dans une plus faible proportion, les contrats et opérations pluriannuelles (0,28M€) et les dépenses non décaissables (0,2M€) ;

- une diminution des dépenses de personnel de 0,25M€, notamment sur la masse salariale d'Etat, avec toutefois, une augmentation sur les contrats et opérations pluriannuelles ;

- une diminution des dépenses d'investissement de 0,26M€ qui reste assez faible avec des investissements maintenus à plus de 10,22M€ (contre 4,39M€ en 2015). Quelques ajustements ont eu lieu sur le plan campus, et des projets ont été retardés sur les contrats de recherche. Tous ces éléments seront développés ultérieurement.

L'augmentation des dépenses de 6,77M€ par rapport à l'exercice 2015 est due principalement aux dépenses prévisionnelles d'investissement en forte augmentation en 2016 (+5,83M€).

Nous constatons également une augmentation des dépenses de fonctionnement par rapport à 2015 (0,88M€), malgré la suppression « technique » en 2016, en application du GBCP, de la contribution de l'Ecole aux moyens généraux de la BDL. Cette augmentation traduit l'optimisation des moyens disponibles en 2016 et le montant supérieur des crédits ouverts des contrats et opérations pluriannuelles en 2016 par rapport aux crédits consommés en 2015. De plus, la légère sous-consommation des moyens établissement en 2015 contribue à cet écart. La masse salariale, quant à elle, demeure stable.

Les recettes s'élèvent à 129 007 163 € en augmentation de 1,33M€ par rapport au BI 2016 soit +1,04%. Les recettes de fonctionnement augmentent de 1,41M€ tandis que les recettes d'investissement baissent de 87K€.

ENSL	BR 2016	Ecart BR/BI	BI 2016
AE	151 673 227	23 906 595	127 766 632
CP	126 178 285	470 601	125 707 684
Différence AE-CP	25 494 942	23 435 994	2 058 948
Encaissements	124 089 861	190 779	123 899 082
Solde budgétaire CP- encaissements	- 2 088 424	- 279 822	- 1 808 602

Tableau 2 : principaux chiffres du BR 2016 en format GBCP - ENS de Lyon

De quoi parle-t-on ?

- **Autorisation d'engagement (AE)** : constitue le plafond voté par l'organe délibérant et qui détermine la capacité pour l'ordonnateur à engager juridiquement l'organisme sur l'exercice. Elle constitue le point d'entrée de la dépense et permet le pilotage des crédits de paiement.
- **Crédit de paiement (CP)** : constitue la limite supérieure des dépenses pouvant être décaissées sur l'exercice.

En format GBCP le budget se caractérise par un montant des recettes encaissées de 124,1M€ et de crédits de paiement (CP) de 126,18 M€ soit un solde budgétaire négatif de 2,09M€. Les CP augmentant un peu plus que les encaissements par rapport au BI, le solde budgétaire déficitaire est de fait plus élevé qu'au BI.

Ce solde budgétaire se traduit par un déficit de trésorerie qui est toutefois atténué par les opérations non budgétaires, comme le montrent le plan de trésorerie et le tableau d'équilibre financier. Etant donné que ces opérations pour compte de tiers présentent des encaissements supérieurs de 100k€ aux décaissements, la diminution de la trésorerie s'élève finalement à 1,99M€.

Les autorisations d'engagement (AE) s'élèvent à 151,67M€ soit une différence de 25,49M€ par rapport aux crédits de paiement. Cette différence largement supérieure à celle affichée au BI s'explique par l'inscription au BR des AE relatifs à la signature courant avril du contrat de partenariat public-privé (PPP) engageant l'établissement pour un montant de 23,38M€. Par ailleurs, dans le cadre du plan campus, les AE sont supérieurs aux CP de 2,11M€, en raison de l'attribution de marchés publics en 2016 et dont certains paiements interviendront au-delà du 31 décembre 2016.

Pour les engagements juridiques de 2015 non soldés par un paiement, ils sont constitués principalement des charges à payer 2015 qui devraient être à peu près équivalentes aux charges à payer engagées et non payées de la fin d'exercice 2016.

En outre, il convient de rappeler que la réglementation GBCP dispose que pour la masse salariale, les AE sont égales aux CP. On constate aussi que pour les opérations pluriannuelles, les dépenses de fonctionnement sont de même montant en AE et en CP, les engagements juridiques de l'année étant dénoués dans l'année y compris pour les opérations pluriannuelles.

Le solde budgétaire négatif de cette année s'explique par le prélèvement sur le fonds de roulement de 1,25M€ et par un décalage entre les recettes en droits constatés et les encaissements sur les opérations pluriannuelles de 0,84M€ comme le montre le tableau de synthèse budgétaire et comptable.

1.2 Bibliothèque Diderot de Lyon (BDL)

BDL	BR 2016	Ecart BR/BI	BI 2016	Ecart BR/CF	CF 2015
Dépenses	1 210 107	- 235 409	1 445 516	- 1 116 493	2 326 600
Recettes	1 200 107	14 591	1 185 516	- 1 117 745	2 317 852
Résultat	-	-	-	-	-
CAF	53 809	4 954	48 855	- 12 807	66 616
FDR	112	77	35	61	51

Tableau 3 : principaux chiffres du BR 2016 en droits constatés - BDL

Le projet de BR 2016 de la BDL s'élève à 1 210 107 €, soit 0,24M€ de moins qu'au BI. En effet, au BI, un projet d'investissement avait été inscrit à hauteur de 0,25M€ pour la réfection climatique. Au BR, il a été décidé que ce projet devait être porté par l'École, dans la mesure où les bâtiments sont inscrits dans sa propre comptabilité. Par ailleurs, le résultat est neutre comme pour les exercices antérieurs.

Pour mémoire, il a été décidé dans le cadre de la réforme GBCP de ne plus inscrire dans le Budget Initial la contribution de l'École pour subvenir au soutien de moyens généraux et de systèmes d'information mis en œuvre par l'École. Celle-ci s'élève à un peu plus de 1M€ et constitue la principale diminution du volume des dépenses et des recettes entre le compte financier 2015 et le BR 2016.

Ces deux évolutions expliquent également la variation du fonds de roulement qui représente à présent 112 jours de fonctionnement décaissable.

BDL	BR 2016	Ecart BR/BI	BI 2016
AE	1 149 359	- 240 363	1 389 722
CP	1 149 359	- 240 363	1 389 722
Différence AE-CP	-	-	-
Encaissements	1 188 168	14 591	1 173 577
Solde budgétaire CP- encaissements	38 809	254 954	- 216 145

Tableau 4 : principaux chiffres du BI 2016 - BDL en format GBCP

En format GBCP, la structure financière de la BDL est proche de sa structure en droits constatés. Ainsi, nous retrouvons la variation entre les actes budgétaires de cette année, liée aux travaux de réfection climatique qui ne sont plus inscrits dans le budget de la BDL.

Les AE et les CP sont identiques et les encaissements correspondent quasiment aux recettes.

2. Indicateurs financiers et ratios ENS de Lyon

2.1 Evolution du résultat depuis le compte financier 2012

De quoi parle-t-on ?

Le **résultat net comptable** correspond au bénéfice ou à la perte de la période, mesuré par la différence entre les produits et les charges (au sens comptable) de l'exercice. Il mesure les ressources nettes restant à l'établissement à l'issue de l'exercice.

Calcul : = Montant des recettes de fonctionnement (classe 7) – Montant des dépenses de fonctionnement (classe 6)

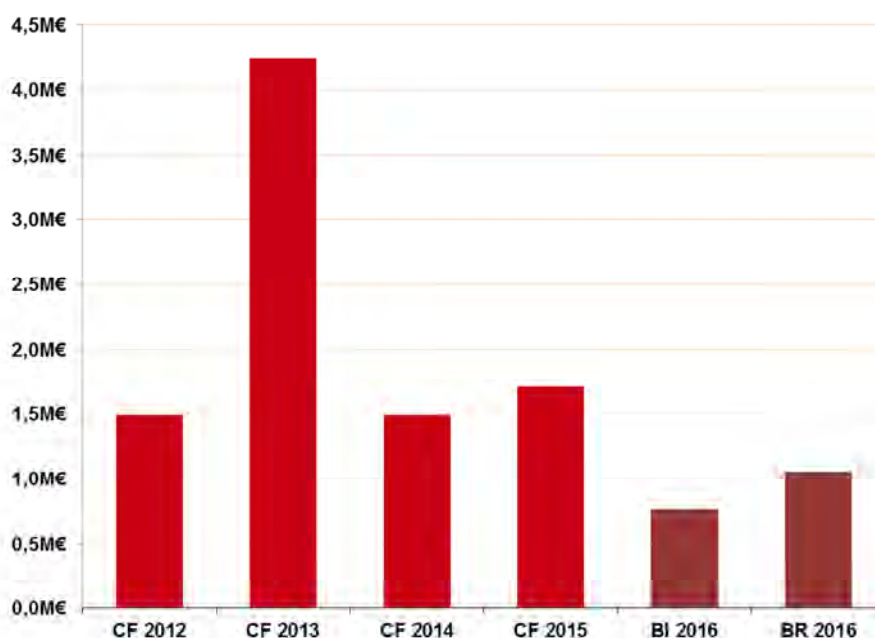


Figure 1 : évolution du résultat depuis le CF 2012 (résultat prévisionnel pour 2016)

Le résultat prévisionnel 2016 s'élève à 1,05M€, soit 0,29M€ de plus qu'au BI 2016 (+38,51%). Cela s'explique par à une augmentation des recettes un peu plus élevée que celle prévue pour les dépenses de fonctionnement et de personnel. En effet, l'inscription au BR de quelques ressources supplémentaires et une légère baisse de la masse salariale contribuent à cette évolution.

Le résultat du BR2016 est cependant moins élevé qu'en 2015 (-38,67%), compte tenu de la non consommation de tous les moyens établissement 2015 par les structures de l'Ecole et des recettes non prévues au BI. Ce résultat plus faible qu'en 2015 reflète également une allocation des moyens 2016 revue et optimisée afin de répondre au mieux aux besoins des services de l'Ecole.

2.2 Evolution de la CAF depuis le compte financier 2012

De quoi parle-t-on ?

La **capacité d'autofinancement** (CAF) correspond à l'ensemble des ressources financières générées par les opérations de gestion de l'établissement et dont il pourrait disposer pour couvrir ses autres besoins. Elle mesure donc la capacité de ce dernier à financer, sur ses propres ressources, les besoins liés à son existence, tels que les investissements ou les remboursements de dettes.

Calcul (méthode additive) :

Résultat Net Comptable

- + Charges calculées (amortissements et provisions)
- Reprise sur charges calculées (reprises sur amortissements - dotation sur amortissements)
- + Valeur Nette Comptable Elément Actif Cédés
- Produits de Cession d'Éléments d'Actif
- Quote-part des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice

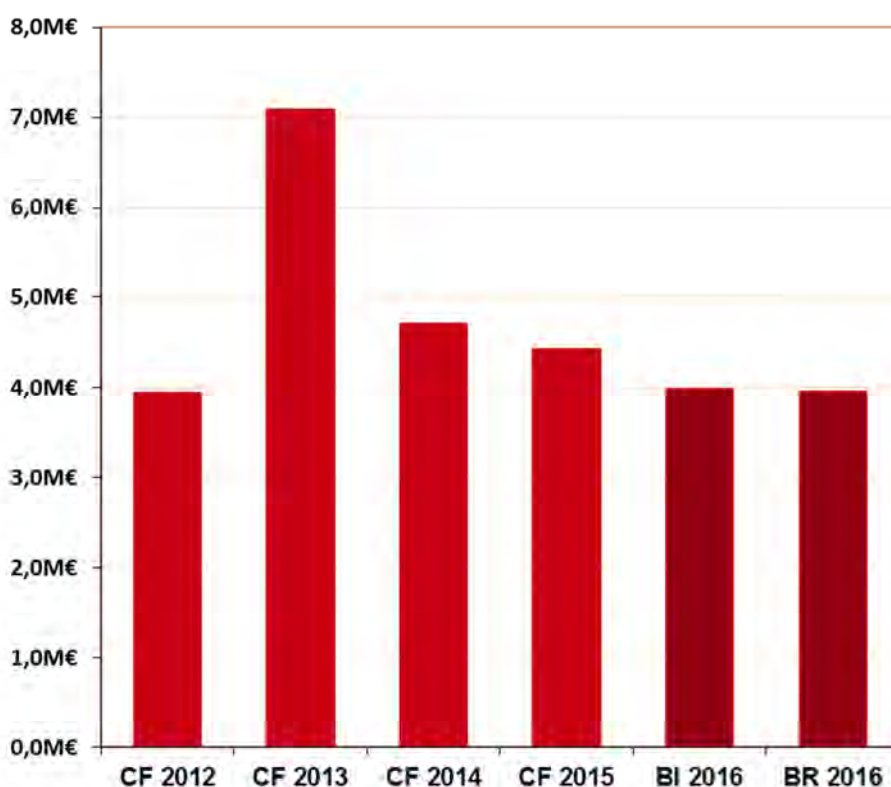


Figure 2 : évolution de la capacité d'autofinancement depuis le CF 2012 (CAF prévisionnelle pour 2016)

La CAF s'élève à 3,96M€ à un niveau à peu près équivalent à celui prévu au BI et légèrement inférieur aux comptes financiers 2014 et 2015. Il reste à un niveau élevé et permet de soutenir la politique d'investissement ambitieuse souhaitée par la gouvernance.

La CAF est constituée du montant des amortissements non neutralisé (2,91M€) et du résultat (1,05M€).

Le montant des amortissements non neutralisés est en baisse par rapport à la prévision initiale : la comptabilisation du bâtiment Monod avec les nouvelles valeurs transmises par l'administration des Domaines, incluant par conséquent tous les travaux effectués sur le bâti permet de neutraliser complètement l'annuité d'amortissement, ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent.

Par ailleurs, quelques recettes d'investissement comptabilisées en 2015 ont une répercussion en année pleine sur 2016 et contribuent donc à faire baisser la charge d'amortissement non neutralisé.

De même, la réflexion menée sur les contrats et opérations pluriannuelles en vue d'inscrire en investissement les recettes qui financent des dépenses d'investissement va également avoir un impact sur cette charge. Toutefois, cela sera moindre cette année, en raison du calcul au prorata temporis. Il conviendra d'analyser les conséquences sur une année entière en 2017.

2.3 Evolution du solde budgétaire

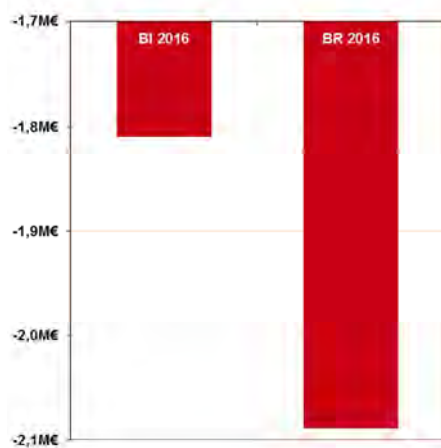


Figure 3 : évolution du solde budgétaire prévisionnel sur l'exercice 2016

Le solde budgétaire déficitaire s'élève à 2,09M€ au BR. Ce déficit est augmenté de 0,27M€ par rapport au BI. En effet, les crédits de paiement augmentent de 0,47M€ alors que les encaissements augmentent seulement de 0,2M€. Ces éléments seront développés dans les parties relatives aux recettes et aux dépenses.

2.4 Evolution du fonds de roulement depuis 2011

De quoi parle-t-on ?

Le **fonds de roulement** constitue un excédent de ressources stables qui va permettre de financer une partie des besoins à court terme de l'établissement appelés autrement besoins en fonds de roulement.

En comptabilité budgétaire, il correspond à la somme des excédents que l'établissement a dégagés au cours du temps.

Calcul = Ressources stables (capitaux propres et provisions) – Actifs stables (actif immobilisé)

Si le fonds de roulement est positif, l'équilibre financier est donc respecté et l'établissement dispose grâce au fonds de roulement d'un excédent de ressources stables qui lui permettra de financer ses autres besoins de financement à court terme.

2.4.1 Fonds de roulement ENS de Lyon

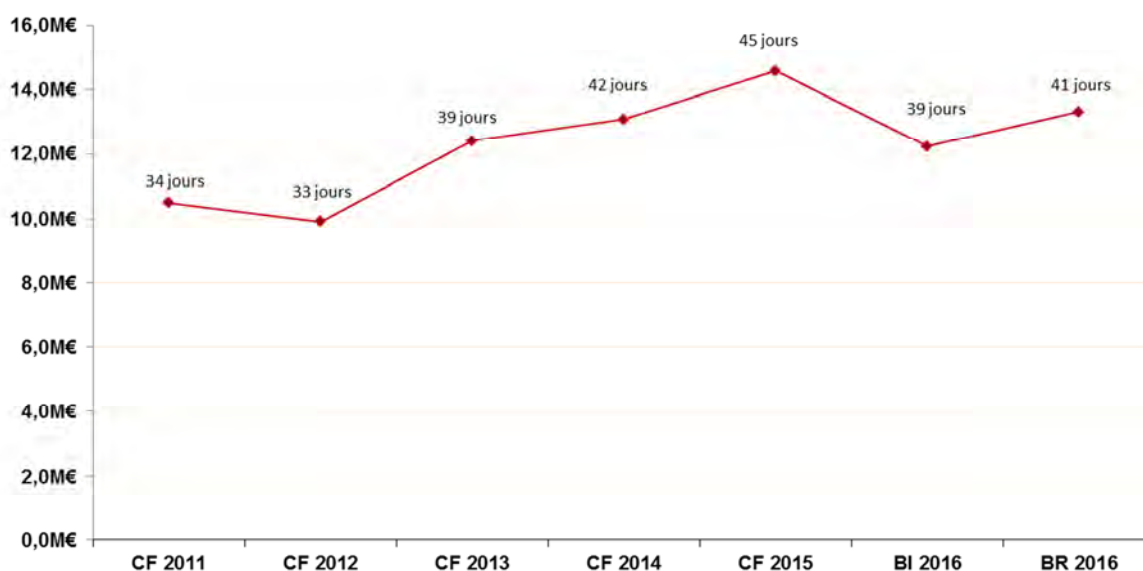


Figure 4 : évolution du fonds de roulement de l'ENS de Lyon depuis 2011

Le projet de BR 2016 prévoit un prélèvement sur le fonds de roulement de 1,25M€, portant le niveau de fonds de roulement prévisionnel au 31 décembre 2016 à 13,31M€ soit 41 jours. Ce prélèvement contribue au financement des opérations du plan campus et à des investissements pour l'Ecole. Il est légèrement moins élevé qu'au BI (-0,14M€). Toutefois, la plupart des projets prévus au BI sont maintenus et suivis attentivement pour veiller à leur réalisation.

Ce niveau de fonds de roulement permet de respecter les normes prudentielles. Cela est conforté par les données produites sur la trésorerie. En effet, malgré un solde budgétaire déficitaire de 2,09M€, le niveau de trésorerie prévisionnelle à fin 2016 s'élève 17,86M€, ce qui est confortable.

2.4.1 Fonds de roulement Bibliothèque Diderot de Lyon (BDL)

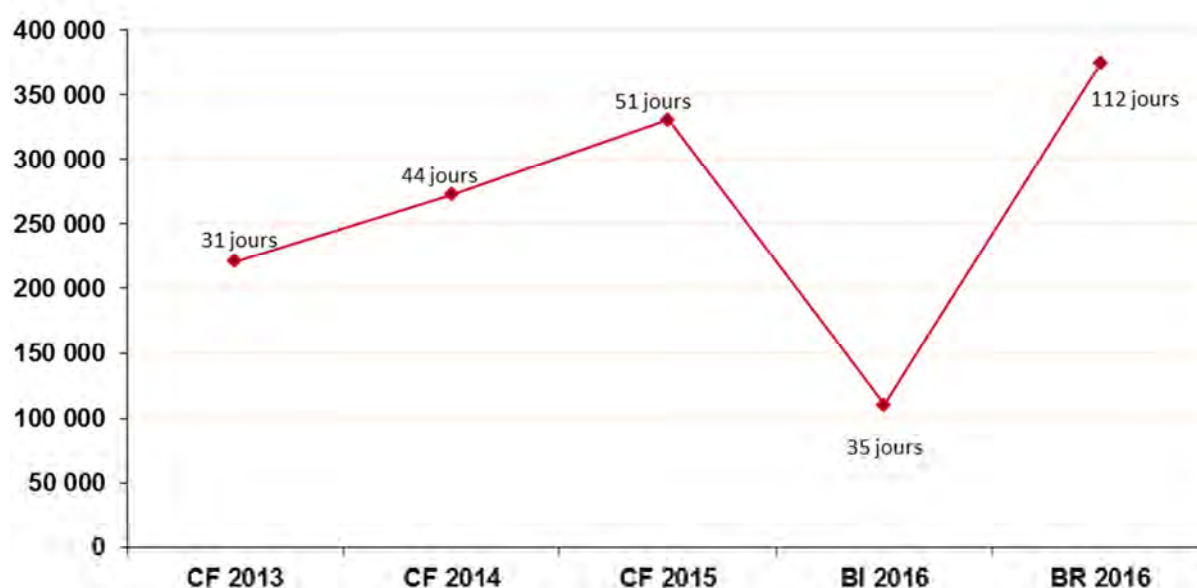


Figure 5 : évolution du fonds de roulement de la BDL

Au BI, il était prévu que le fonds de roulement de la BDL soit impacté par un prélèvement pour financer les travaux de réfection climatique. Comme indiqué précédemment, ces travaux étant pris en charge par l'établissement, le fonds de roulement de la BDL prévisionnel au 31 décembre 2016 est ramené après le BR à 374 426 €, ce qui correspond à 112 jours de fonctionnement. L'augmentation importante du nombre de jours de fonctionnement par rapport à 2015 est due à la baisse des dépenses de fonctionnement. Elle correspond à la suppression de l'inscription des charges d'infrastructure et de système d'information dans le budget de la BDL et qui était reversé à l'ENS. Ainsi, ces prévisions permettent de respecter les normes prudentielles communément admises pour une structure en service à comptabilité distincte comme la BDL.

2.5 Evolution de la trésorerie

De quoi parle-t-on ?

Il s'agit des liquidités dont l'École dispose quoiqu'il arrive et quasi immédiatement.

En terme comptable, la trésorerie est la différence entre le fonds de roulement de l'entreprise et son besoin en fonds de roulement.

Le niveau de trésorerie prévisionnelle à fin 2016 s'élève au BR à 17 855 928 € après une diminution prévisionnelle en 2016 de 1,99M€ (voir développements supra).

2.6 Synthèse des ratios ENS de Lyon

	BR 2016	BI 2016	CF 2015
Taux de couverture des dépenses de fonctionnement	100,86%	100,62%	101,41%
Taux de couverture des dépenses d'investissement	49,01%	48,64%	24,87%
Part de l'autofinancement dans la couverture de l'investissement	38,75%	38,05%	100,68%
Capacité d'autofinancement/produits de fonctionnement	3,19%	3,25%	3,57%
Taux de saturation	78,52%	79,32%	78,01%

Tableau 5 : évolution des ratios ENS de Lyon

2.7 Taux de couverture des dépenses de fonctionnement

De quoi parle-t-on ?

Ratio indiquant le % de dépenses de fonctionnement couvertes par des recettes du même type.

Le taux de couverture des dépenses de fonctionnement dépasse 100% : cela signifie que les recettes de fonctionnement sont supérieures aux dépenses de fonctionnement et de

personnel. Cela se traduit par un résultat excédentaire. Le taux de couverture est légèrement supérieur à celui prévu au BI dans la mesure où le résultat prévisionnel a augmenté entre les deux actes budgétaires.

2.8 Taux de couverture des dépenses d'investissement

De quoi parle-t-on ?

Ratio indiquant le % de dépenses d'investissement couvertes par des recettes du même type.

Le taux de couverture des dépenses d'investissement est légèrement supérieur à celui du BI car la part des recettes d'investissement par rapport aux dépenses d'investissement a un peu augmenté depuis la prévision initiale.

Pour les dépenses, des changements de masse de l'investissement vers le fonctionnement ont été opérés : un travail a été mené conjointement par les services de la DAF et de l'agence comptable pour identifier plus précisément en amont du lancement des opérations ce qui relève du fonctionnement et de l'investissement.

En revanche, ce ratio a presque doublé par rapport à l'an dernier en raison de la forte augmentation des recettes du plan campus. L'augmentation des autres recettes d'investissement suite à l'inscription en investissement des recettes finançant des dépenses d'équipement explique également cette évolution.

2.9 Part de l'autofinancement dans la couverture de l'investissement

De quoi parle-t-on ?

Ratio indiquant le % de dépenses d'investissement couvertes par la capacité d'autofinancement

La part de l'autofinancement dans la couverture des dépenses d'investissement est en diminution par rapport au compte financier 2015 en raison du financement externe des opérations du plan campus et de la nouvelle méthode de comptabilisation des recettes d'investissement.

Les recettes d'investissement, augmentées de la CAF, ne couvrent pas les dépenses, ce qui entraîne un prélèvement sur le fonds de roulement de 1,25M€.

2.1 Taux de saturation

De quoi parle-t-on ?

Ce ratio mesure le poids des charges les plus rigides difficilement compressibles (dépenses de personnel) par rapport aux produits de fonctionnement.

Dans le cadre des responsabilités et compétences élargies, ce ratio de rigidité a une dimension essentielle puisqu'il évalue les limites des marges de manœuvre.

Un rapport élevé traduit la disproportion du poids des charges par rapport aux produits et mesure la difficulté de rééquilibrage pour les réduire.

Calcul : Charges de personnel / Produits de fonctionnement (hors produits calculés)

Le taux de saturation est en légère baisse à 78.52% par rapport au BI pour atteindre le niveau 2015. Le poids relatif de la masse salariale sur le budget de l'établissement demeure cependant constant.

3. Recettes

3.1 Recettes en droits constatés

De quoi parle-t-on ?

- Les **produits encaissables** génèrent des rentrées directes de trésorerie et les produits non encaissables n'en génèrent pas (par exemple l'amortissement neutralisé ou la reprise de la quote-part de subventions d'équipement au compte de résultat).

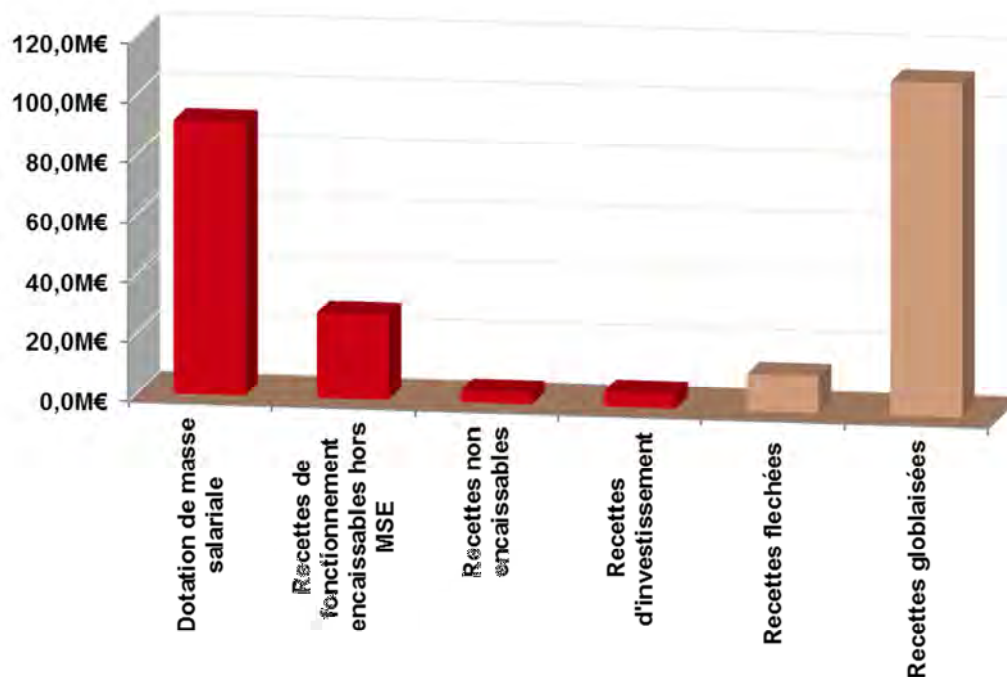


Figure 6 : recettes en droits constatés par catégorie et recettes à l'encaissement par catégorie

Les recettes s'élèvent en encaissements à 124,09M€ et en droits constatés à 129,01M€.

Cette différence s'explique par les recettes non encaissables (neutralisations d'amortissement) à hauteur de 3,89M€ et par 0,83M€ de différence entre les encaissements et les titres de recettes pour les opérations pluriannuelles.

En droits constatés, les recettes sont en augmentation de 1,33M€ par rapport au BI 2016 (soit +0,89%), ce qui s'explique notamment par :

- un ajustement des recettes du plan campus inscrites à hauteur de 3,98M€ (- 220k€)
- une légère baisse des ressources pluriannuelles (- 40k€)
- une diminution des recettes de la direction du patrimoine (-180k€) : ajustement des recettes de location de l'amphi Mérieux et des résidences étudiantes
- une réduction des droits d'inscription (- 30k€)
- une augmentation des ressources infra-annuelles de la VP recherche, notamment sur le fonds recherche (+510k€), et de la dotation de masse salariale (+420k€)
- une augmentation des recettes de récupération de TVA (+100k€) et des recettes liées à la rupture de l'engagement décennal (+160k€)
- une augmentation du montant de neutralisation des amortissements liée à la nouvelle comptabilisation du bâtiment Monod, à quelques recettes d'investissement importantes en 2015 et aux nouvelles recettes d'investissement inscrites auparavant en fonctionnement alors qu'elles financent des investissements (+520k€)
- la suppression des recettes des cautions pour les résidences étudiantes qui ne sont plus des recettes budgétaires dans le cadre de la GBCP (- 200k€)

La dotation couvrant la **masse salariale État** s'élève à 91,57M€. Elle a été budgétisée au regard de la notification de décembre 2015 et des derniers éléments connus : prise en charge du protocole de déprécarisation (loi Sauvadet), ajustement des contrats doctoraux et prise en charge partielle du GVT.

Elle est en augmentation d'environ 420k€ par rapport au BI ; la principale modification concerne l'inscription d'une prise en charge totale de la hausse du point d'indice.

S'agissant des **recettes d'investissement** qui s'élèvent à 5,01M€, Elles évoluent très peu par rapport au BI. Pour mémoire, ce montant correspond aux recettes du plan campus et aux recettes inscrites en investissement dans le cadre des opérations pluriannuelles, selon la nouvelle méthode de comptabilisation.

3.2 Recettes en format GBCP

Nous rappelons qu'en format GBCP les recettes à l'encaissement sont de deux catégories : les recettes globalisées et les recettes fléchées.

Par principe une recette est globalisée, en particulier la subvention pour charge de service public.

Par délibération du conseil d'administration du 16 octobre 2015, les recettes fléchées sont définies par les trois critères cumulatifs suivants :

- ayant une utilisation prédéterminée par le financeur,
- destinées à des dépenses explicitement identifiées,
- ces dépenses étant potentiellement réalisées sur un exercice différent de celui de leur encaissement et entraînant un déséquilibre budgétaire, au titre d'un ou plusieurs exercices, lié au décalage temporel entre le décaissement des dépenses et l'encaissement des recettes fléchées les finançant.

En raison du nombre important de contrats de recherche et de subventions pluriannuels de l'Ecole, le volume des recettes fléchées s'élève à 12,48M€. Il est en proportion importante par rapport au volume global des recettes à l'encaissement 124,09M€ soit un peu plus de 10%.

3.3 Recettes à l'encaissement

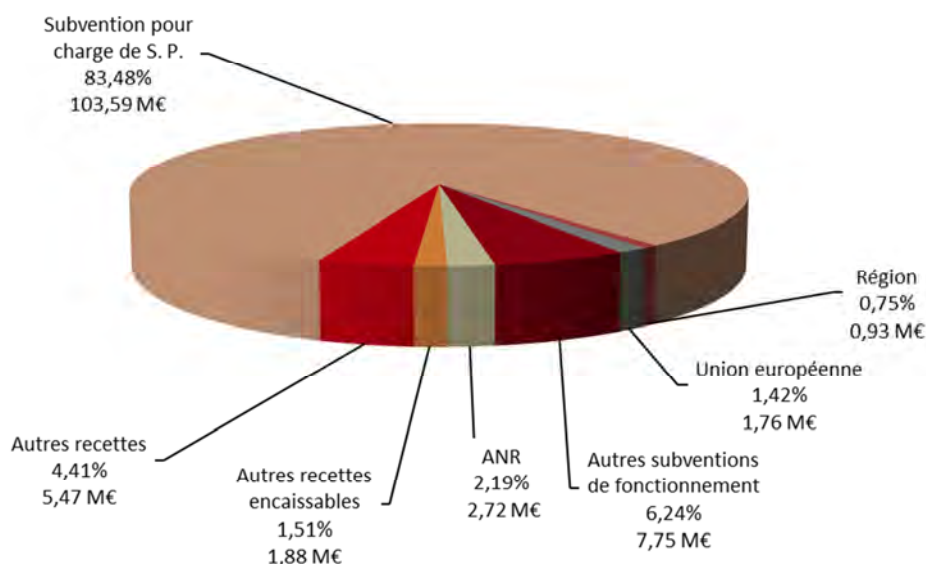


Figure 7 : recettes à l'encaissement par origine

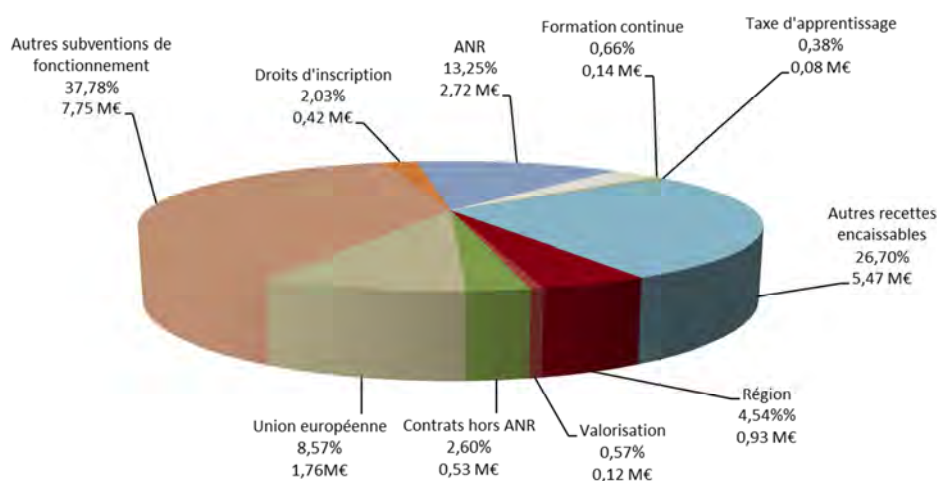


Figure 8 : répartition des recettes à l'encaissement hors SCSP

Si nous analysons la répartition des recettes selon leur origine, nous constatons une forte variation sur les recettes de l'Union Européenne (-1,36M€) : en effet, les subventions allouées aux projets retenus sont souvent élevées et un décalage des encaissements d'un exercice sur l'autre a un impact non négligeable.

La subvention pour charge de service public (SCSP) reste le premier poste de financement de l'établissement (103,59M€), soit 83,47% des recettes attendues.

Les autres subventions de fonctionnement s'élevant à 7,75M€ avec une augmentation de 0,65M€ par rapport à la prévision initiale concernant toutes les subventions versées par les organismes publics autres que l'ANR, la région, l'Union européenne. La variation s'explique notamment par l'augmentation des recettes du fonds recherche et des opérations pluriannuelles.

De quoi parle-t-on ?

Le fonds Recherche provient des prélèvements sur contrats et dotations des laboratoires, ainsi que de ressources propres afin de financer les appels à projets internes de l'École. Il participe également aux frais d'infrastructure.

Tableau 6 : Recettes du MENESR inscrites au projet du BR 2016

	ENS	BDL	Total
Dotation masse salariale	90 944 545		90 944 545
Masse salariale	85 997 817		85 997 817
Variation d'emplois 2016	77 801		
Contrats doctoraux (notification du 17 décembre 2015)	4 868 927		4 868 927
Dotation de fonctionnement	11 077 628	1 054 718	12 132 346
Dotation globalisée de fonctionnement	11 239 089	507 647	11 746 736
Dotation globalisée de fonctionnement dédiée à la BDL		547 071	547 071
Transfert des crédits vers l'ABES - participation à la licence Elsevier 2014-2015	-52 003		-52 003
Transfert des crédits vers l'ABES - participation à la licence Elsevier 2016	-28 467		-28 467
Réserve de précaution	-80 991		-80 991
Total	102 022 173	1 054 718	103 076 891
Recettes budgétisées prévisionnelles	1 564 986	20 000	1 584 986
PERSEE	55 000		55 000
CADIST (prévision 2016)		20 000	20 000
Concours ITRF 2016 prévisionnel (montant notifié en 2015)	6 051		6 051
Concours 2016 (montant notifié en 2015)	498 983		498 983
Complément prévisionnel masse salariale contrats doctoraux fléchés pour les élèves fonctionnaires stagiaires : ajustement à 41 nouveaux contrats fléchés de la rentrée 2015 (impact 0€) et de l'hypothèse de l'entrée de 43 nouveaux contrats fléchés ENS à la rentrée 2016 (= 4 mois de rémunération de 43 contrats)	361 330		361 330
Réajustement Sauvadet EAP 2015 sur 2016 (=1 mois de rémunération)	1 200		1 200
Compensation augmentation du point d'indice	263 692		263 692
Actions spécifiques IUF prévisionnelles (compensation décharge 2/3 du service d'enseignement et financement de la prime d'excellence scientifique)	93 188		93 188
Actions spécifiques IUF (crédits de recherche)	137 500		137 500
Convention DGEIP (IFE)	111 042		111 042
Indemnités et frais de missions prévisionnels CNU	37 000		37 000
Total dotation Etat	103 587 159	1 074 718	104 661 877

4. Dépenses

4.1 Dépenses ENS de Lyon

4.1.1 Dépenses en droits constatés

ENSL	BR 2016	VARIATION BR/BI	BI 2016	VARIATION BR/CF	CF 2015
Masse salariale	94 315 772	- 251 954	94 567 726	64 300	94 251 472
Fonctionnement	28 629 934	1 373 239	27 256 695	876 385	27 753 549
Investissement	10 222 579	- 255 238	10 477 817	5 833 278	4 389 301
TOTAL	133 168 285	866 047	132 302 238	6 773 963	126 394 322

Tableau 7 : évolution des dépenses en droits constatés par enveloppe limitative pour l'ENS de Lyon

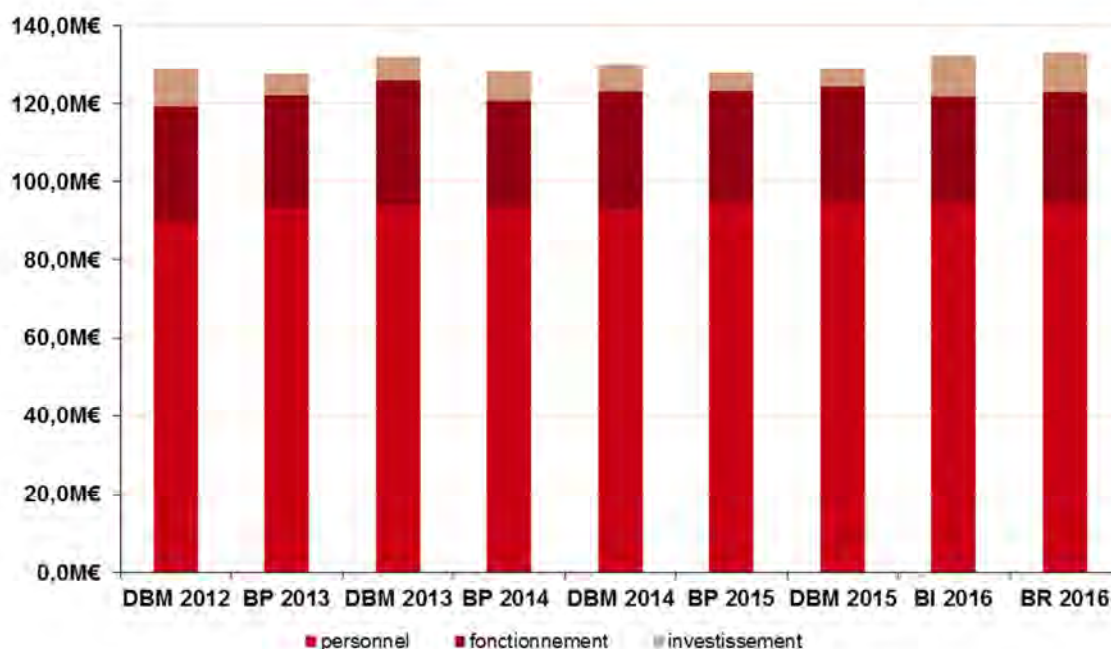


Figure 9 : comparaison des budgets par masse depuis la DBM 2012

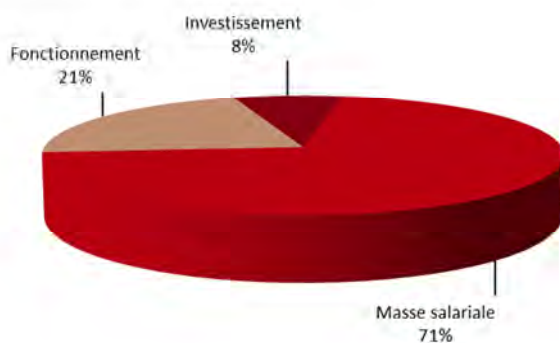


Figure 10 : répartition des dépenses en droits constatés par enveloppe

4.1.2 Dépenses en GBCP

ENSL	BR 2016	VARIATION	BI 2016
Masse salariale	94 315 772	- 251 954	94 567 726
Fonctionnement	21 834 934	1 172 793	20 662 141
Investissement	10 027 579	- 450 238	10 477 817
TOTAL	126 178 285	470 601	125 707 684

Tableau 8 : évolution des crédits de paiement par enveloppe limitative pour l'ENS de Lyon

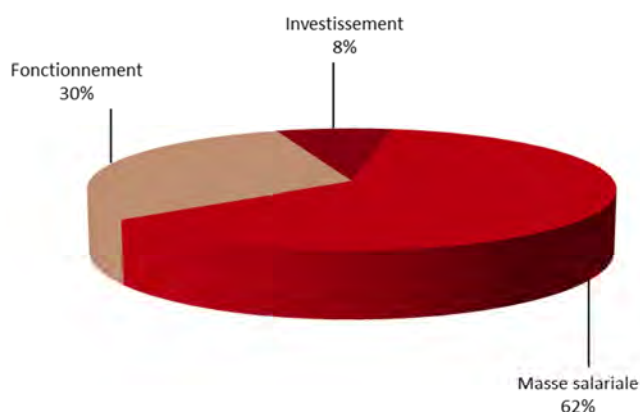


Figure 11 : répartition des autorisations d'engagement par enveloppe limitative

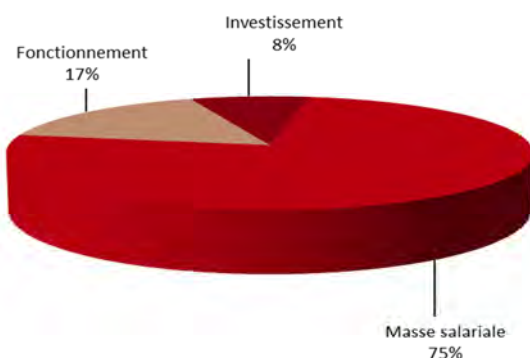


Figure 12 : répartition des crédits de paiement par enveloppe limitative

La différence entre le volume des crédits de paiement et celui des dépenses en droits constatés en fonctionnement correspond aux amortissements qui ne sont pas des dépenses décaissables.

S'agissant de l'investissement, la différence réside dans l'inscription en droits constatés des cautions des résidences étudiantes. Comme il ne s'agit pas d'opérations budgétaires en mode GBCP, ce montant n'est pas repris en crédits de paiement.

La part des AE en fonctionnement augmente en raison de l'inscription des AE consommés par la signature du contrat de partenariat public-privé cette année, mais la consommation de CP n'interviendra qu'à partir de 2017, date à laquelle entre en vigueur ce contrat.

4.2 Dépenses BDL

BDL	BR 2016	VARIATION BR/BI	BI 2016	VARIATION BR/CF	CF 2015
Masse salariale	28 350	12 750	15 600	5 413	22 937
Fonctionnement	1 171 757	1 841	1 169 916	- 1 123 158	2 294 915
Investissement	10 000	- 250 000	260 000	1 252	8 748
TOTAL	1 210 107	- 235 409	1 445 516	- 1 116 493	2 326 600

Tableau 9 : évolution des montants en droits constatés par enveloppe limitative pour la BDL

Pour la BDL, la modification majeure apportée par le BR réside dans le transfert des travaux prévus au BI sur le budget de l'Ecole. Les crédits de personnel augmentent, en raison d'une augmentation d'une subvention de l'ABES.

4.3 Dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement décaissables augmentent de 1,17M€. Les crédits ouverts sur les opérations pluriannuelles augmentent de 0,29M€ : de nouveaux projets sont inscrits au BR, car ils ne sont pas encore connus ou pas suffisamment aboutis lors de la préparation du BI.

Des moyens supplémentaires ont été alloués pour répondre à des besoins dans les services qui n'avaient pas été identifiés au BI (0,61M€) comme par exemples la mobilité internationale des étudiants, mission handicap, dépenses de santé, rénovation de locaux, projet de signalétique intérieure, déménagement de certains services, mobilier, équipement audiovisuel.

Par ailleurs, de nouvelles ressources propres infra-annuelles ont permis l'ouverture de crédits supplémentaires dans les différentes vice-présidences à hauteur de 0,27M€.

Le poste des dépenses non-décaissables a également augmenté de 0,2M€ : l'annuité d'amortissement du bâtiment Monod augmente en raison de la nouvelle valeur transmise par l'Administration des Domaines.

De quoi parle-t-on ?

Les **dépenses décaissables** sont celles qui entraînent des sorties de caisse directes, tandis que les charges non décaissables sont celles qui n'entraînent pas de mouvements financiers directs (par exemple les dotations aux amortissements).

4.4 Dépenses d'investissement

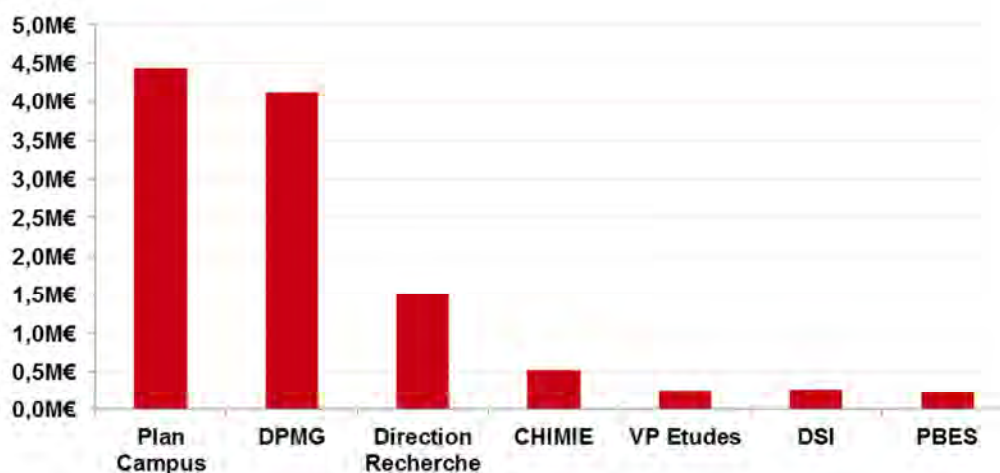


Figure 13 : les sept principaux investisseurs

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 10 222 579€, soit 0,26M€ de moins qu'au BI. Le plan d'investissement initié au BI par l'Ecole pour rénover les infrastructures et développer le niveau d'équipement est maintenu et l'Ecole maintient sa volonté de suivre ces projets attentivement pour que tous se réalisent.

D'autres projets ont été inscrits, comme par exemple la réfection climatique de la BDL, et sont financés par l'Ecole ou par des ressources externes à la VP recherche et dans une moindre mesure à la VP études.

En revanche, le montant d'équipement a baissé sur les contrats et opérations pluriannuelles en raison de départ de chercheurs ou de projets annulés ou retardés.

Le Plan Campus a été ajusté principalement suite à l'application du principe de livraison à soi-même (récupération de la TVA pendant la réalisation des travaux) et les crédits ont été réduits de 0,35M€. A l'issue du BR, les dépenses prévisionnelles s'élèvent à 4,44M€. En raison de la passation de certains marchés dès 2016 et qui auront un dénouement en 2017 et au-delà, les AE sont prévus pour cette année à hauteur de 6,52M€.

Les PPI GER et accessibilité sont maintenus et un nouveau est inscrit pour la rénovation de la résidence Debourg.

4.5 Dépenses de personnel, masse salariale et plafond d'emplois

De quoi parle-t-on ?

Les dépenses de personnel : il s'agit des rémunérations principales versées aux agents de l'établissement, des cotisations patronales qui leur sont liées, des rémunérations accessoires ainsi que des prestations sociales obligatoires.

Masse salariale État : il s'agit des crédits transférés à partir du titre 2 du budget de l'État lors du passage aux compétences et responsabilités élargies en 2010.

Ressources Propres : il s'agit de toutes les autres charges de personnels hors crédits transférés : contrats de recherche, heures complémentaires, jury de concours. Ces crédits sont gérés par la Direction des Affaires financières

4.5.1 Masse salariale globale

L'enveloppe de masse salariale de l'ENS de Lyon (BDL comprise) proposée au vote du conseil d'administration pour le budget rectificatif 2016 s'élève à **94 344 122 €**

Elle se décompose comme tel :

- 88 971 535 € de dépenses prévisionnelles sur masse salariale État
- 5 372 587 € de dépenses prévisionnelles sur ressources propres



Figure 14 : part relative de la masse salariale État et de la masse salariale sur ressources propres dans les dépenses de personnel au BR 2016

La prévision globale des dépenses de masse salariale est corrigée à la baisse de 0,3% en comparaison des éléments estimés pour le budget initial.

Dans le cadre de ce budget rectificatif, la charge de masse salariale État varie de -480k€, soit -0,53%. Elle s'explique principalement par des départs d'agents qui n'étaient pas connus au budget initial. Ces éléments seront détaillés dans les pages suivantes. Il convient de rappeler que cette baisse est conjoncturelle et ne doit pas faire oublier la hausse structurelle de la masse salariale du fait du GVT.

Quant à la charge de masse salariale financée sur ressources propres, sa prévision augmente de 230k€ (+ 4,6%). C'est avant tout la perspective de recrutements sur de nouveaux contrats de recherche qui justifie cette hausse.

De quoi parle-t-on ?

Le **GVT** est la part de l'évolution des salaires qui résulte des évolutions de carrière propres à chaque agent. Il se décline en trois composantes :

- **l'effet glissement** : c'est l'impact des flux entrants et sortants, c'est-à-dire du renouvellement du personnel sur l'évolution de la masse salariale. Les entrants sont en moyenne plus jeunes et moins « primés » et par, conséquent, rémunérés à un niveau moins élevé que l'ensemble des personnels d'un établissement. L'effet des entrants est donc en général négatif sur l'évolution générale de la masse salariale. Le signe de l'effet des sortants est moins évident car les sortants ne sont pas forcément des personnes plus qualifiées et/ou plus âgées et donc mieux rémunérées.
- **l'effet vieillesse** : c'est l'impact sur l'évolution générale de la masse salariale des changements de salaire, sans changement de fonction, dus au déroulement normal de carrière dans le métier suite à l'ancienneté : avancement sur grille indiciaire
- **l'effet technicité** : c'est l'impact sur l'évolution générale de la masse salariale des changements de grade ou de corps, et/ou de l'acquisition de compétences nouvelles. Ces changements sont en général validés suite à un concours ou un examen professionnel.

4.5.2 Masse salariale sur supports budgétaires de l'État

4.5.2.1 Impact financier de la revalorisation du point d'indice

Le décret n°2016-670 du 25 mai 2016 publié au Journal officiel prévoit une augmentation de 1,2% du point d'indice, en deux étapes : +0,6 % au 1er juillet 2016 et +0,6 % au 1er février 2017.

Depuis 6 ans, la valeur annuelle du traitement relatif à l'indice 100 majoré était de 5 556,36€. Elle est donc valorisée à 5 589,69 € à compter du 1er juillet 2016 (puis le sera à 5 623,23€ à partir du 1er février 2017).

L'impact financier sur l'exercice budgétaire 2016 de cette augmentation du point d'indice est estimé à environ **263 700€**.

Il s'agit d'une charge supplémentaire pour l'établissement qui se rajoute à celle liée au GVT.

4.5.2.2 Répartition de la masse salariale État par population

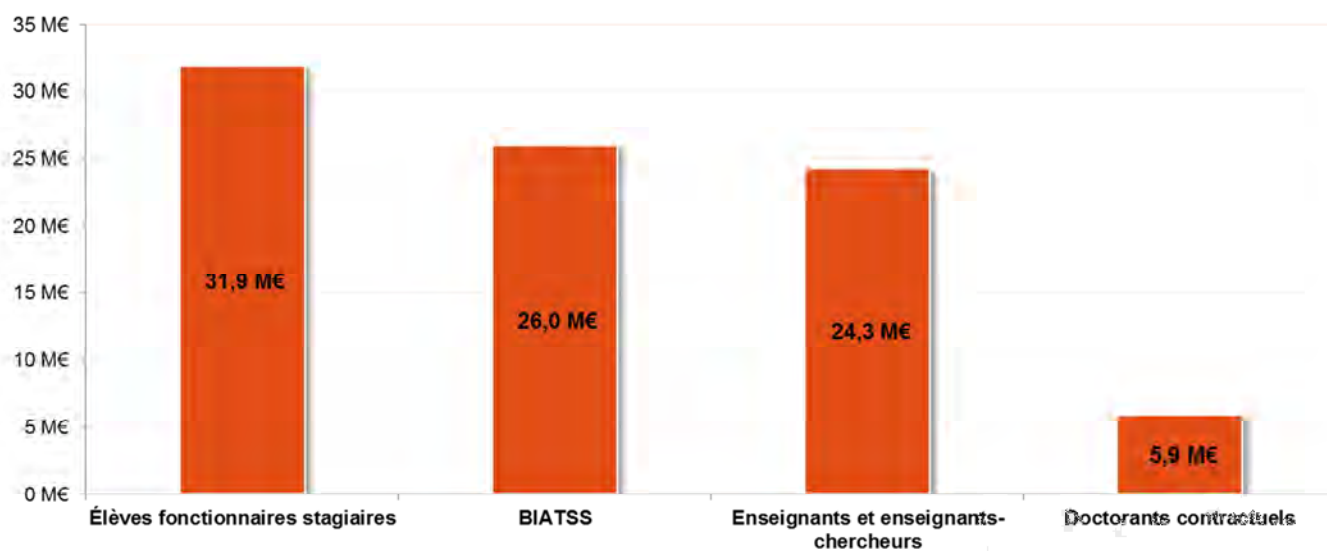


Figure 15 : répartition de la masse salariale sur emplois budgétaires de l'État par population en 2016, en montants

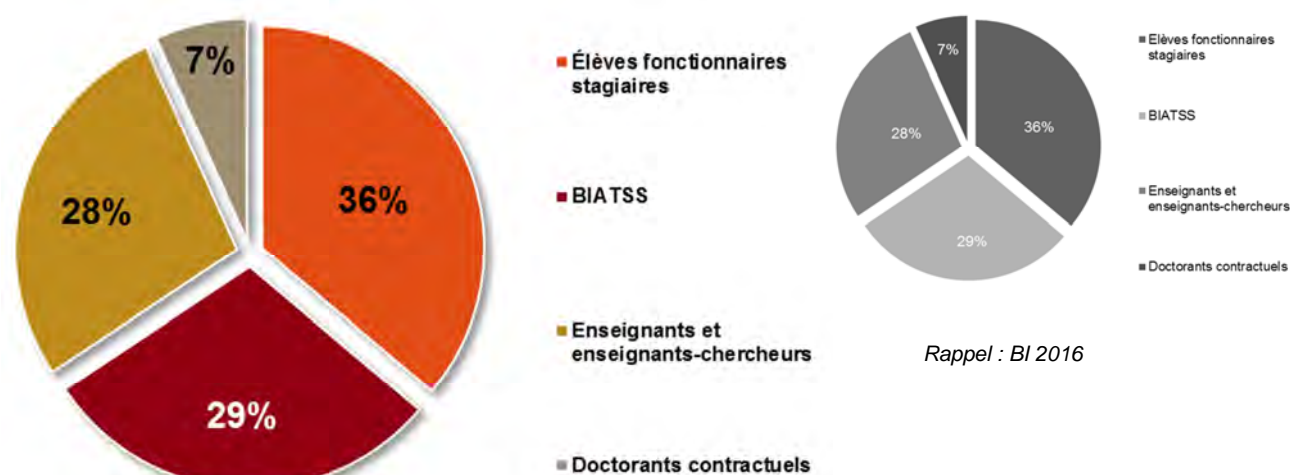


Figure 16 : ventilation de la masse salariale sur emplois budgétaires de l'État par population en 2016, en pourcentages

La revalorisation en cours d'année civile du point d'indice augmente mécaniquement le poids de la masse salariale de l'École, comme évoqué dans le paragraphe précédent. Toutefois, ce budget rectificatif identifie une charge globale moins élevée que celle prévue au budget initial au vu des mouvements de personnels observés et prévisionnels en 2016.

La prévision de masse salariale concernant les enseignants-chercheurs est réduite de 260k€. Cela s'explique principalement par des départs intervenus en tout début d'année et qui n'étaient pas encore connus lors de la construction du budget initial en octobre 2015. Un professeur de classe exceptionnelle a obtenu une mutation auprès d'un autre établissement au 1er janvier, et un maître de conférences est parti en disponibilité en février.

La reprévision de dépenses de masse salariale relative aux **élèves fonctionnaires stagiaires** diminue de 197k€ par rapport au budget initial. Plusieurs éléments conjoncturels illustrent cette estimation revue à la baisse. Des démissions d'élèves se sont produites en cours de cursus, et certains normaliens sont en insuffisance de résultats.

Précisons par ailleurs que les variations d'effectifs des élèves sont difficilement prévisibles lors de la construction des actes budgétaires : les départs et retours en année de césure (congé sans solde) sont recensés via le plan d'études que les élèves peuvent rendre jusqu'au mois d'octobre.

Enfin, les prévisions de dépenses liées aux **doctorants contractuels** d'une part et aux **BIATSS** d'autre part demeurent quasi identiques à celles inscrites lors du BI.

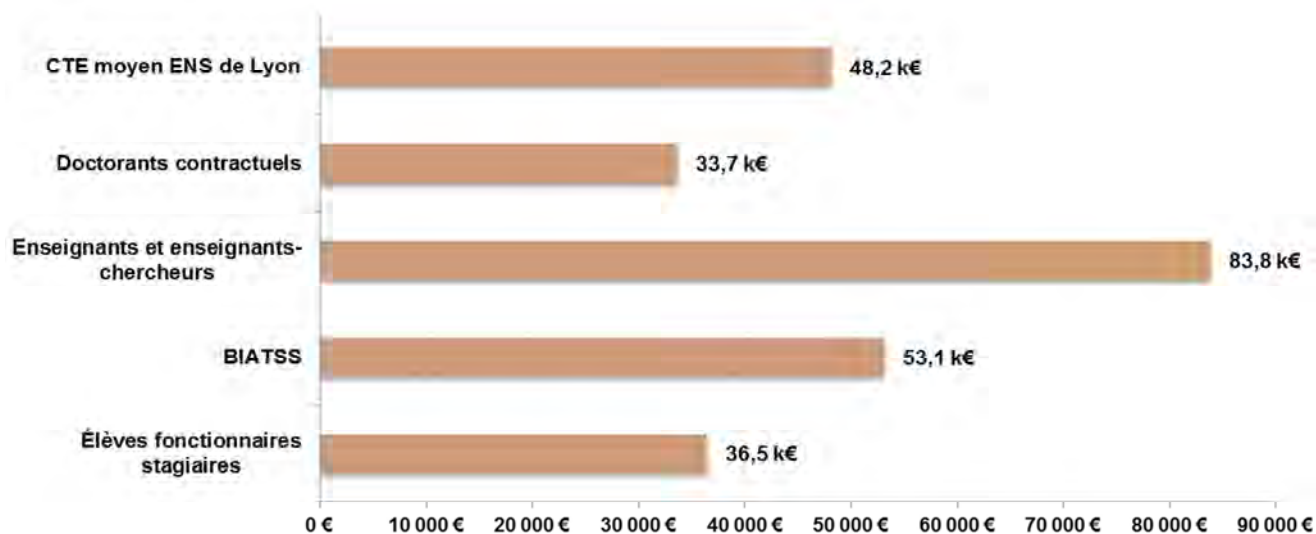


Figure 17 : coût total employeur prévisionnel moyen global et par population sur masse salariale État, en 2016

Le coût total employeur moyen de l'École est estimé à 48 206 € et reste stable par rapport à la prévision initiale et à l'exercice précédent.

4.5.2.3 Prévision initiale, réalisation et nouvelle projection

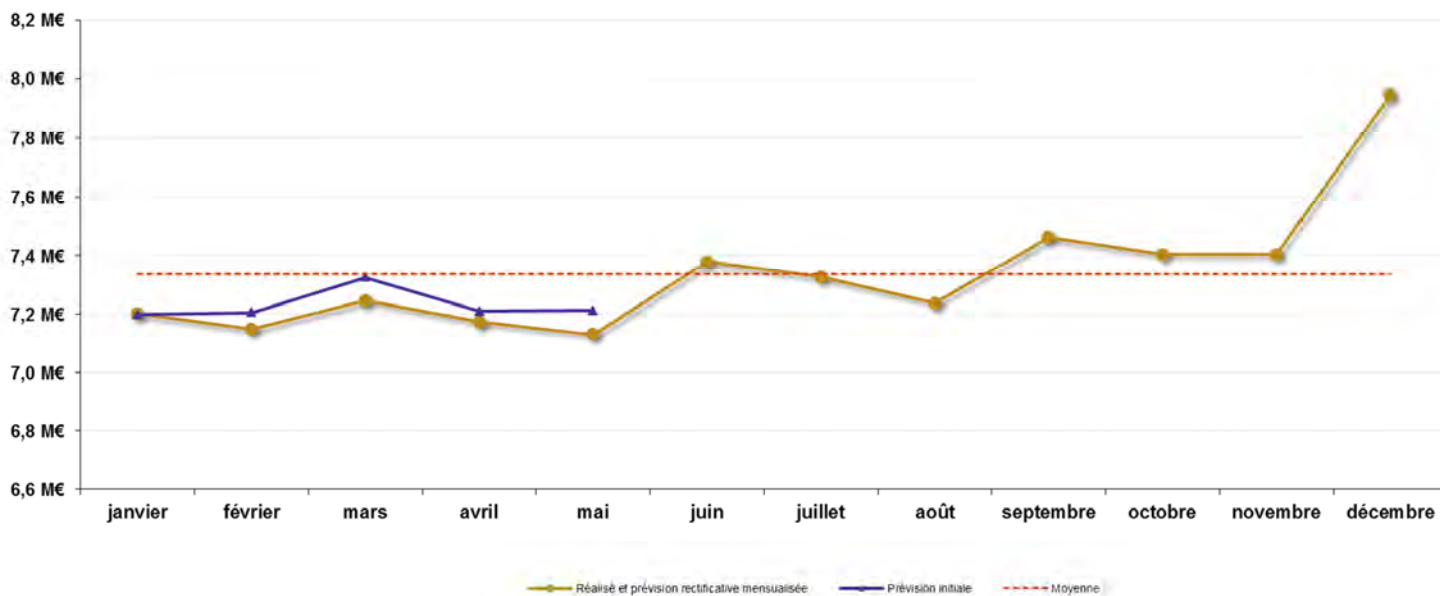


Figure 18 : courbes comparatives entre la prévision initiale, la réalisation de janvier à mai 2016 et la prévision rectificative des dépenses mensuelles de masse salariale État

Entre janvier et mai 2016, nous constatons que les écarts sont minimes entre la prévision initiale et le réalisé. Le taux d'exécution sur ces 5 mois atteint ainsi les **99,3%**. Cette relative sous-exécution s'explique par des départs non-connus lors de la construction du budget initial (démissions d'élèves, départs d'agent en mutation ou détachement...).

Les variations importantes de la masse salariale prévisionnelle sont essentiellement dues à des éléments de rémunération non mensualisés comme c'est par exemple le cas du régime indemnitaire des enseignants et enseignants-chercheurs. L'augmentation de la masse salariale en septembre est liée aux arrivées des nouveaux entrants, notamment la nouvelle promotion d'élèves. Quant à la prévision du mois de décembre, son montant élevé s'explique par le versement des primes de fin d'année.

4.5.2.4 Dépenses de personnel par catégorie de rémunération

La répartition au budget rectificatif 2016 des dépenses de personnel sur masse salariale État est la suivante :

- 51% correspondent aux rémunérations principales des personnels titulaires et contractuels avec 44,9M€.
- 44% correspondent aux cotisations, contributions et prestations sociales avec 39,06M€, dont 29,36M€ de cotisation employeur au CAS Pensions.
- 5% correspondent aux différents régimes indemnitaires avec 4,1M€.

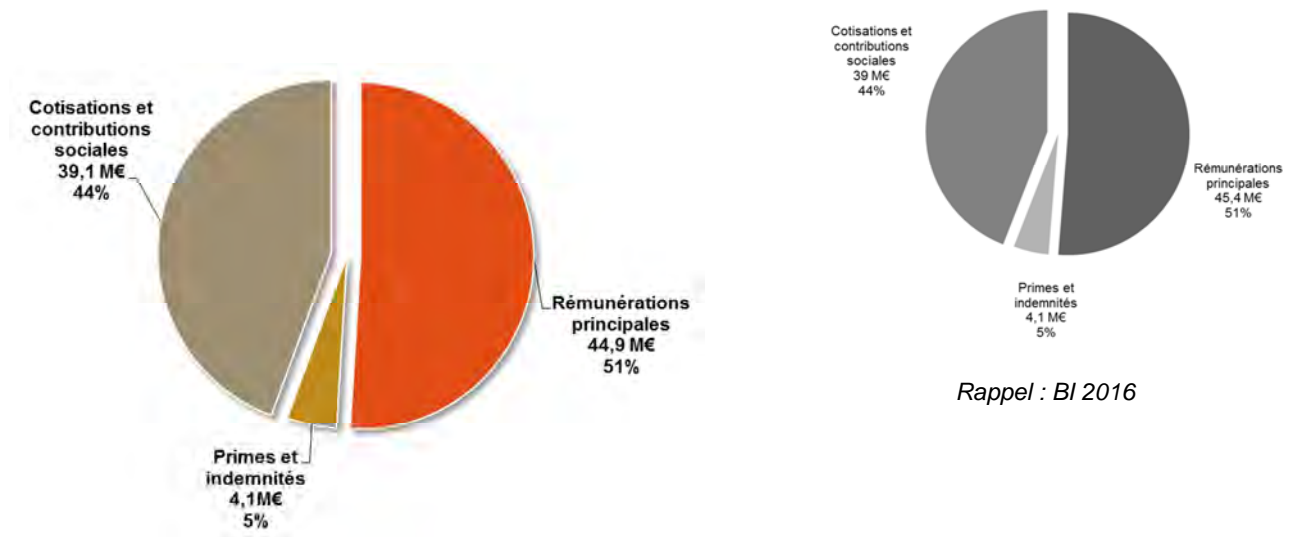


Figure 19 : ventilation des dépenses de personnel 2016 sur emplois budgétaires de l'État, par catégorie de rémunération (en %)

Ce budget rectificatif 2016 des dépenses de masse salariale connaît une diminution en montants par rapport à la prévision initiale, mais la répartition par catégorie de rémunération

est identique du fait de la stabilité des taux des diverses charges patronales, dont le CAS Pensions pour le traitement des titulaires.

La revalorisation du point d'indice n'a pas d'incidence sur la répartition par catégorie de rémunération dans la mesure où les charges patronales sont calculées à partir des traitements bruts comme base de référence.

4.5.2.5 Autres crédits de personnel sur masse salariale État

Depuis le 1^{er} janvier 2016, une partie des crédits auparavant gérés sur ressources propres ont été transférés sur la masse salariale État dans une volonté de meilleure sincérité budgétaire et d'équité entre les différents services. Cette régularisation d'environ 1M€ a été votée par le conseil d'administration de décembre 2015 dans le cadre du budget initial.

Le schéma suivant présente la répartition de ces autres crédits selon leur typologie et leur destination.

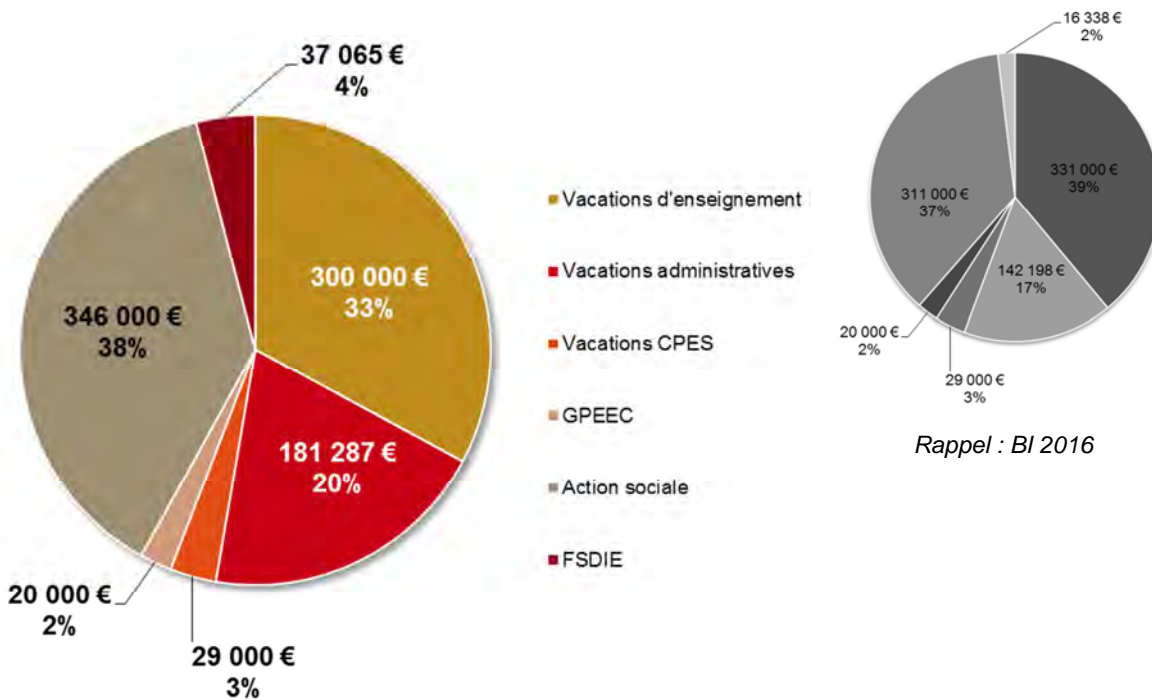


Figure 20 : ventilation des autres crédits de masse salariale État au BR 2016 par type de rémunération, en montants et pourcentages

Ces autres crédits de personnel comprennent :

- les vacances d'enseignement dont la charge pour 2016 est réévaluée à 300k€ soit -9% par rapport aux prévisions du budget initial
- les vacances administratives et techniques évaluées à 181k€
- les vacances liées à la CPES pour 29k€
- les crédits de personnel inscrits pour la gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences (GPEEC) à hauteur de 20k€ (exemples : jury de concours ITRF, formateurs...)
- l'action sociale pour laquelle la re-prévision est en augmentation de 11,3% par rapport au BI, s'établissant ainsi à 346k€ pour 2016
- le fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes (FSDIE) pour 37k€.

4.5.2.6 Plafond d'emplois

Pour information, le plafond d'emplois sur supports budgétaires de l'État est fixé à 1 970 ETPT (cf annexe "Tableau des emplois").

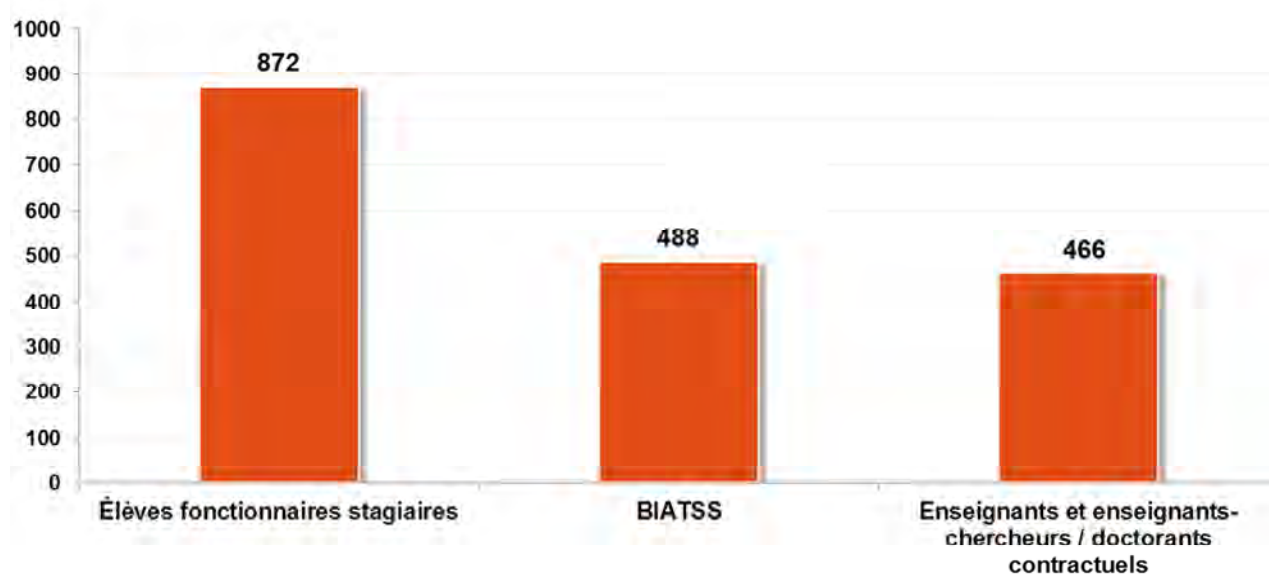


Figure 21 : répartition des ETPT par population sur emplois budgétaires de l'État en 2016

La prévision de consommation des ETPT sur emplois budgétaires s'établit à 1 826 ETPT. Cette moyenne annualisée prend en considération les arrivées et sorties observées entre janvier et mai et celles prévisionnelles entre juin et décembre 2016.

La prévision en baisse de 9 ETPT par rapport au BI s'explique principalement par :

- Un stock de fin d'année 2015 réajusté sur l'exécution réelle : la situation prévisionnelle avait été estimée en octobre 2015
- Un réajustement à la baisse du nombre d'élèves rémunérés du fait de démissions non-connues lors du BI

S'ajoutera à cette prévision celle afférente aux emplois financés sur ressources propres (toutes les ressources encaissables du compte de résultat prévisionnel, en dehors de la subvention pour charges de service public). La somme des deux détermine le plafond d'emplois de l'établissement soumis au vote du conseil d'administration. Le respect du plafond d'emplois se mesure en moyenne annualisée.

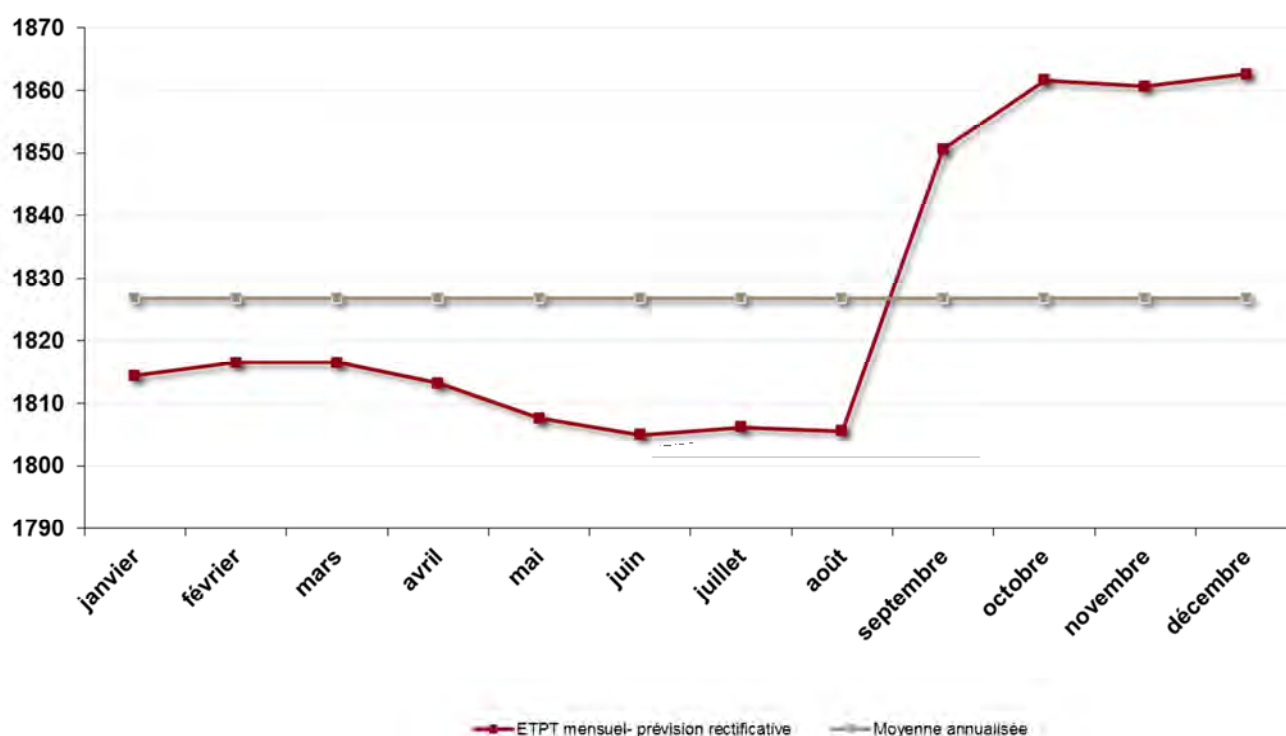


Figure 22 : courbe de consommation prévisionnelle mensuelle des ETPT en 2016 et plafond d'emplois sur supports budgétaires État

Il est cohérent d'observer un accroissement significatif des ETPT en septembre et octobre. Ces augmentations coïncident avec le calendrier des campagnes d'emplois, les retours prévisionnels de congés sans traitement des élèves fonctionnaires stagiaires à la rentrée universitaire 2016 ainsi que les arrivées des nouveaux doctorants.

4.5.3 Masse salariale sur ressources propres

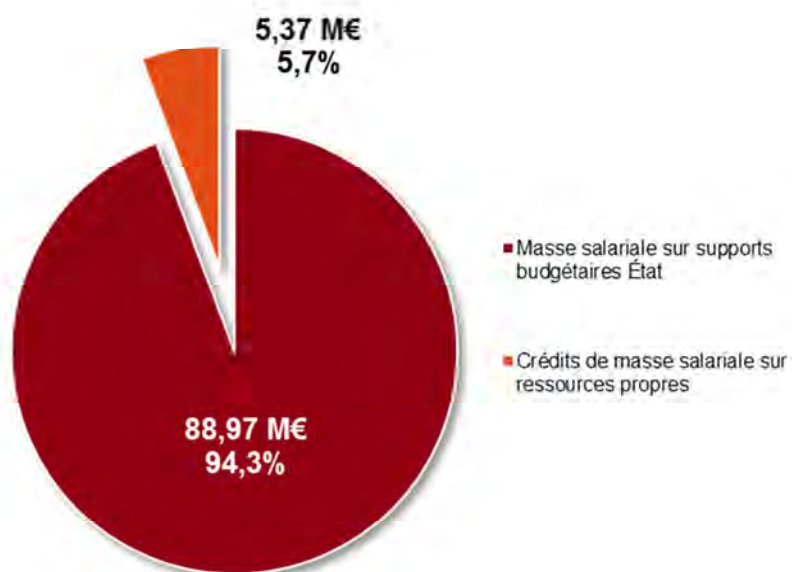


Figure 23 : rappel : Part relative de la masse salariale État et de la masse salariale sur ressources propres dans les dépenses de personnel au BR 2016

Les crédits de personnels financés sur ressources propres s'élèvent à **5 372 587 €**, soit 5,7% de l'ensemble des dépenses de masse salariale prévues pour ce budget rectificatif 2016.

Comme évoqué brièvement en introduction de ce rapport, les ressources propres sont revues à la hausse avec l'inscription pour ce budget rectificatif de 230k€ supplémentaires. L'explication principale tient au fait que l'obtention de nouveaux contrats de recherche entraîne la possibilité de recrutements supplémentaires.

Les dépenses via des contrats de recherche revêtent un caractère très approximatif car l'obtention de certains d'entre eux auprès des bailleurs de fonds n'est pas encore connue lors de la prévision rectificative de ce budget. L'exécution pourra ainsi être différente, mais sans effet sur le résultat dans la mesure où le principe général des contrats qui prévaut est : dépenses = recettes.

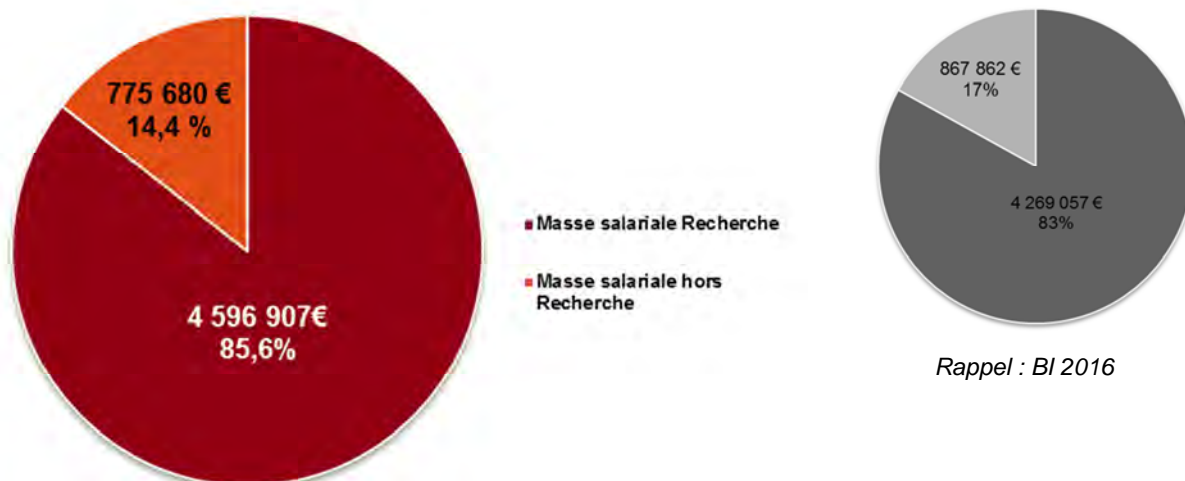


Figure 24 : répartition globale des crédits de masse salariale sur ressources propres par destination de la dépense au BR 2016

La part de la masse salariale dédiée à la recherche est très importante : elle réunit ainsi 85,6% des crédits de ressources propres. Cela représente une prévision de 4,6M€.

Les crédits "hors recherche" s'établissent à 776k€. Ils concernent essentiellement les vacances prévues pour le jury du concours d'entrée de l'ENS, dont la charge pour 2016 est estimée à 526k€. Les autres crédits concernent des CDD et/ou vacances dans des services comme la BDL par exemple, là encore toujours financés par des ressources externes.

Le plafond d'emplois annuel associés aux ressources propres est estimé à 107,7 ETPT en 2016 :

- 72,5 ETPT enseignants chercheurs (doctorants, post-doctorants...)
- 35,2 ETPT administratifs et techniques

4.5.4 Masse salariale globale et ETPT proposés au vote du CA

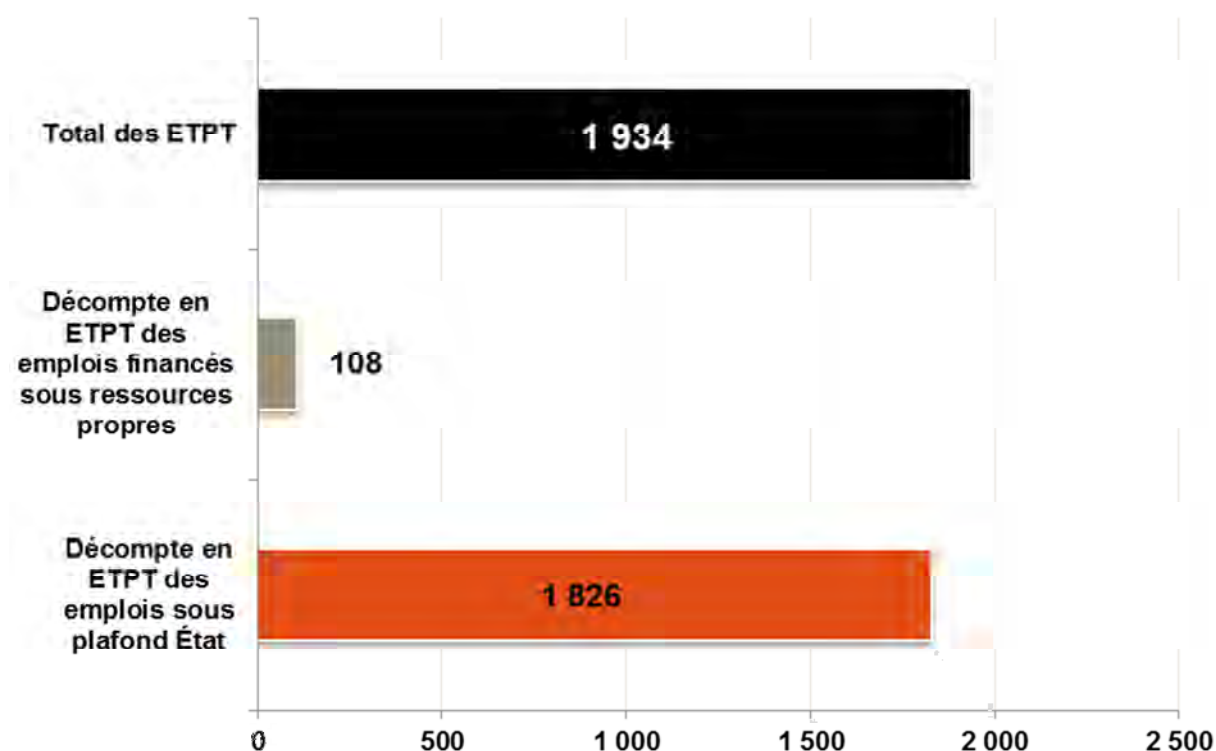


Figure 25 : décomposition du plafond d'emplois prévisionnel 2016 (en ETPT)

Les emplois État (1 826 ETPT) sont augmentés des emplois sur ressources propres (108 ETPT) pour former le plafond d'emplois de l'établissement. Pour rappel, le budget initial 2016 prévoyait un plafond global de 1 937 ETPT.

Sur le plafond État, la prévision à la baisse de 9 ETPT reflète la diminution des dépenses évoquée dans les paragraphes précédents. Elle se justifie essentiellement par la baisse des effectifs des élèves et des départs d'enseignants-chercheurs en début d'année.

Sur le plafond ressources propres, les ETPT sont revus à la hausse dans la mesure où les prévisions de masse salariale en recherche envisagent des recrutements supplémentaires liés principalement à de nouveaux financements.

Le plafond global des emplois ainsi proposé au vote du conseil d'administration est de **1 934 ETPT**.

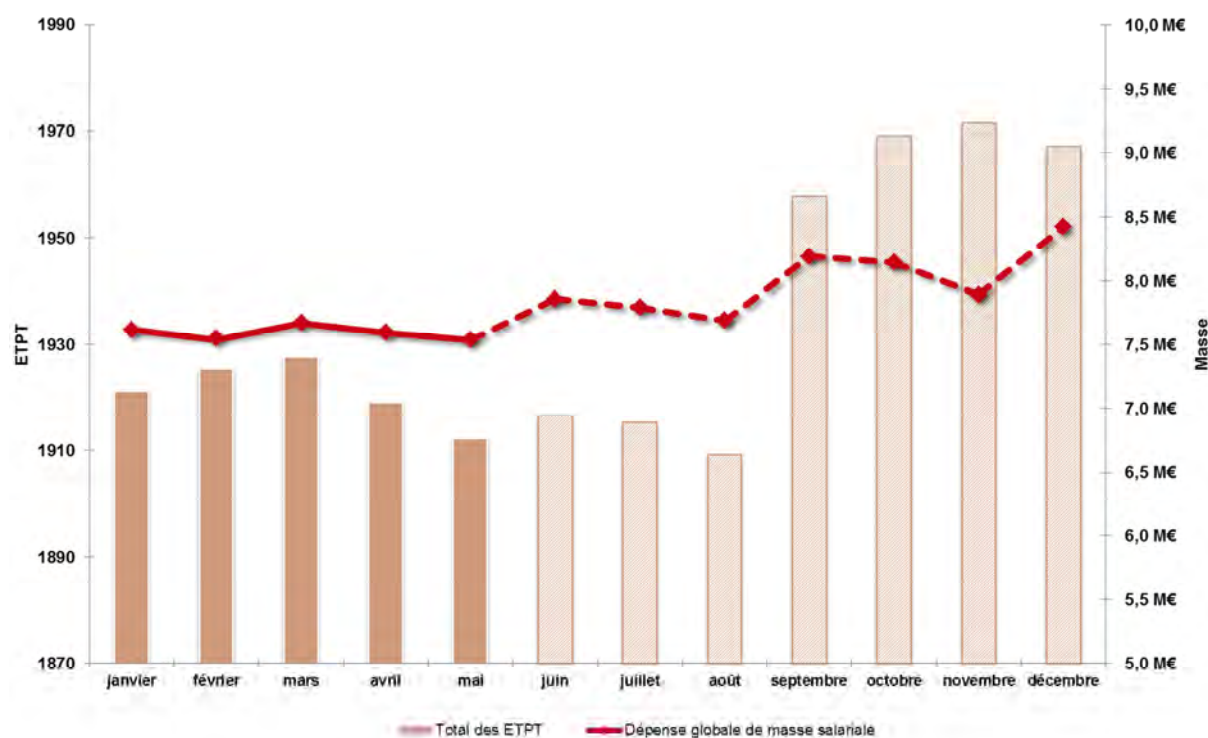


Figure 26 : consommation mensuelle totale en ETPT et masse salariale globale au BR 2016

L'enveloppe de masse salariale globale de l'ENS de Lyon proposée au vote du conseil d'administration pour le budget rectificatif 2016 s'élève à **94 344 122 € pour 1 934 ETPT**, dont :

- ✓ 88,97 M€ en MSE pour 1826 ETPT
- ✓ et 5,37 M€ en RP pour 108 ETPT

La dépense mensuelle moyenne de masse salariale globale sur l'exercice 2016 est estimée à environ 7,83M€.

Tableau 10 - Part de la masse salariale rapportée au total des actions LOLF décaissables du compte de résultat. BR 2016 - ENS de Lyon

Code LOLF	Libellé LOLF	Budget total par action	Part relative de la masse salariale
D101	Formation initiale et continue de niveau licence	1 460 625 €	63,7%
D102	Formation initiale et continue de niveau master	15 123 160 €	92,3%
D103	Formation initiale et continue de niveau doctorat	5 979 265 €	99,6%
D105	Bibliothèques et documentation	4 899 431 €	100,0%
D106	Recherche universitaire – sciences de la vie, biotechnologie et santé	5 300 960 €	55,1%
D107	Recherche universitaire – mathématiques, sciences et techniques de l'information, micro et nano technologies	3 183 910 €	74,7%
D108	Recherche universitaire – physique, chimie, sciences de l'ingénieur	6 385 779 €	51,4%
D110	Recherche universitaire – sciences de la Terre, de l'Univers et de l'environnement	1 200 575 €	67,8%
D111	Recherche universitaire – Sciences des Hommes et de la société	7 670 939 €	85,5%
D112	Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	5 043 582 €	67,3%
D113	Diffusion des savoirs	3 185 254 €	84,2%
D114	Politique immobilière	16 584 413 €	18,7%
D1151	Pilotage de l'établissement	16 627 416 €	66,3%
D1152	Rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires	31 855 249 €	100%
D201	Aides directes aux étudiants	1 029 647 €	3,6%
D203	Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	648 080 €	80,9%
Total LOLF		126 178 285 €	74,7%

La part de la masse salariale rapportée aux dépenses décaissables atteint 74,7%.

Le ratio mesurant le poids des dépenses de personnel rapportées aux produits de fonctionnement encaissables s'établit à 78,5%.

4.6 Dépenses LOLF

De quoi parle-t-on ?

Les actions de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) précisent la destination des crédits consommés.

Découpage indicatif du programme relatif aux formations supérieures et recherche universitaire, elles permettent de mettre en lumière les moyens affectés par l'établissement sur ses missions principales.

Code Action	Libellé
D101	Formation initiale et continue de niveau licence
D102	Formation initiale et continue de niveau master
D103	Formation initiale et continue de niveau doctorat
D105	Bibliothèques et documentation
D106	Recherche universitaire – sciences de la vie, biotechnologie et santé
D107	Recherche universitaire – mathématiques, sciences et techniques de l'information, micro et nano technologies
D108	Recherche universitaire – physique, chimie et sciences de l'ingénieur
D110	Recherche universitaire – sciences de la Terre, de l'Univers et de l'environnement
D111	Recherche universitaire – sciences de l'Homme et de la société
D112	Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale
D113	Diffusion des savoirs
D1142	Immobilier - maintenance
D1143	Immobilier - sécurité
D201	Aides directes aux étudiants
D202	Aides indirectes aux étudiants
D203	Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives
D1151	Pilotage de l'établissement
D1152	Rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires

Tableau 11 : actions LOLF

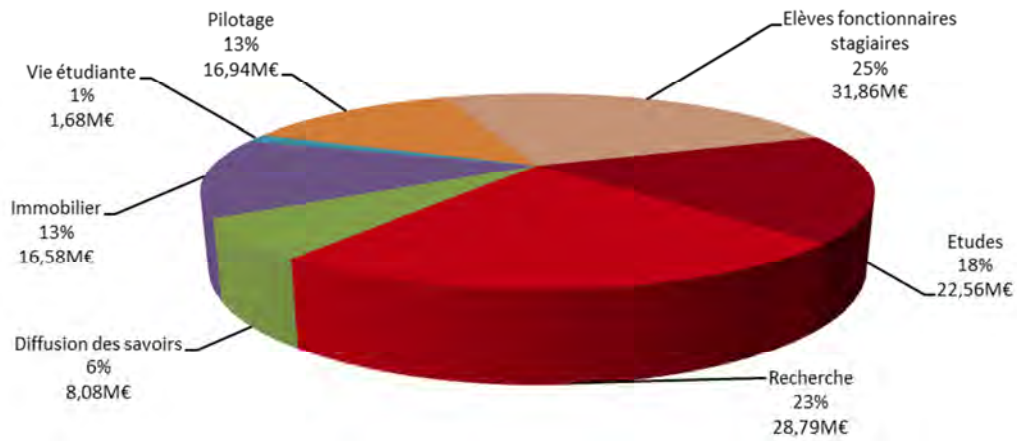


Figure 27 : répartition des crédits de paiement par domaine toutes masses confondues

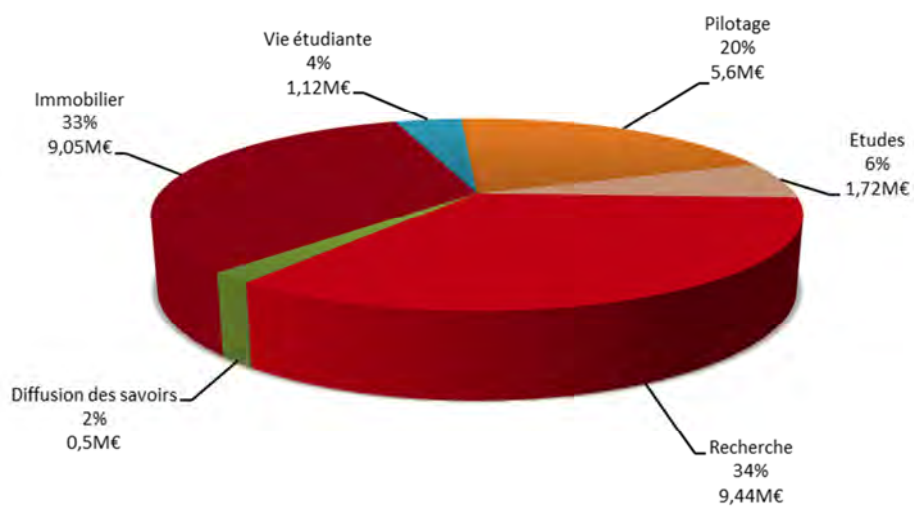


Figure 28 : répartition des crédits de paiement par domaine hors masse salariale et hors plan campus

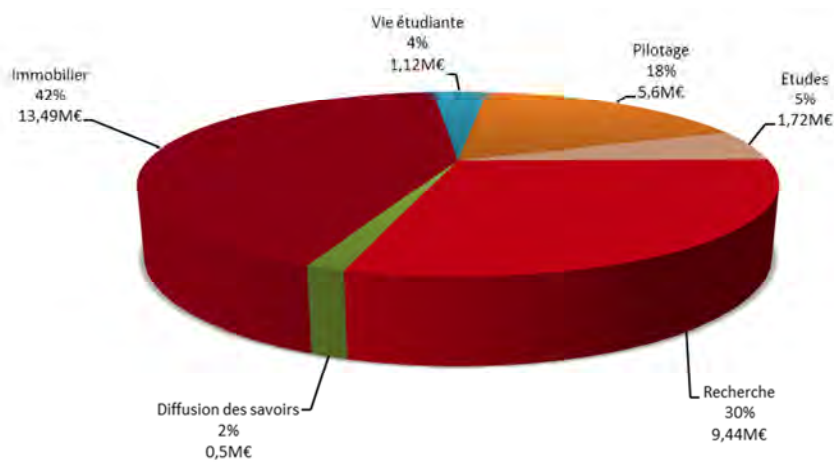


Figure 29 : répartition des crédits de paiement par domaine hors masse salariale

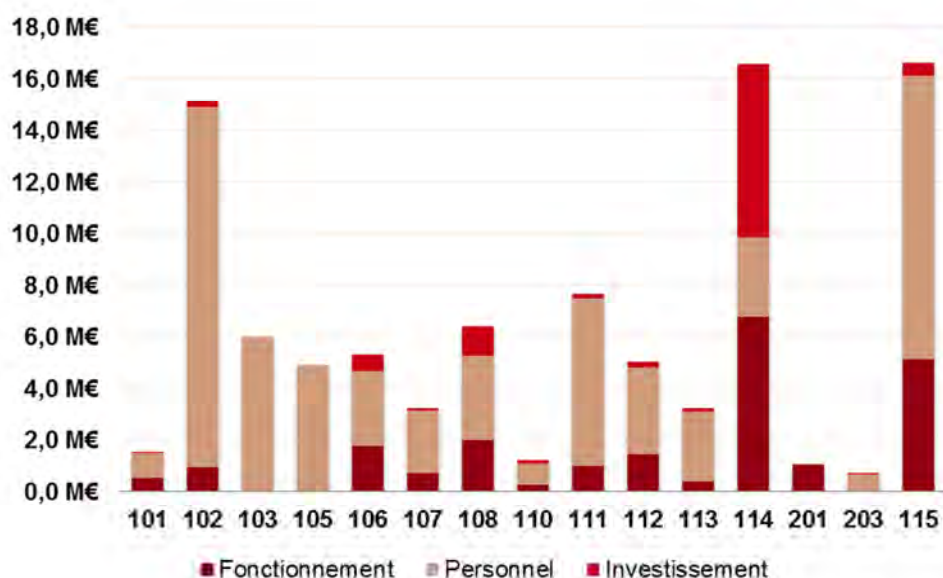


Figure 30 : crédits de paiement par masse et par action LOLF - hors action D1152, rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires

Par rapport au BI, il y a quelques variations sur les actions LOLF de la recherche, cela est dû aux contrats de recherche, mais également aux dépenses d'investissement financées par l'École et aux projets pris en charge par le fonds recherche. La prévision par action LOLF a été ajustée au BR en fonction des projets retenus par laboratoire.

L'action 201 (aides directes) est en augmentation au BR pour tenir compte des dépenses de la prochaine année universitaire. La modification des compléments de bourses pour les doctorants étrangers dans le cadre de l'attractivité impactent cette action. Auparavant, les salaires étaient imputés sur l'action LOLF correspondant à la discipline des doctorants.

Comme au BI, la part immobilier prend une part importante dans le budget de l'école et représente un tiers du budget de fonctionnement et d'investissement hors campus et plus de 40% si on intègre le plan campus.

5. Budgets des unités de recherche

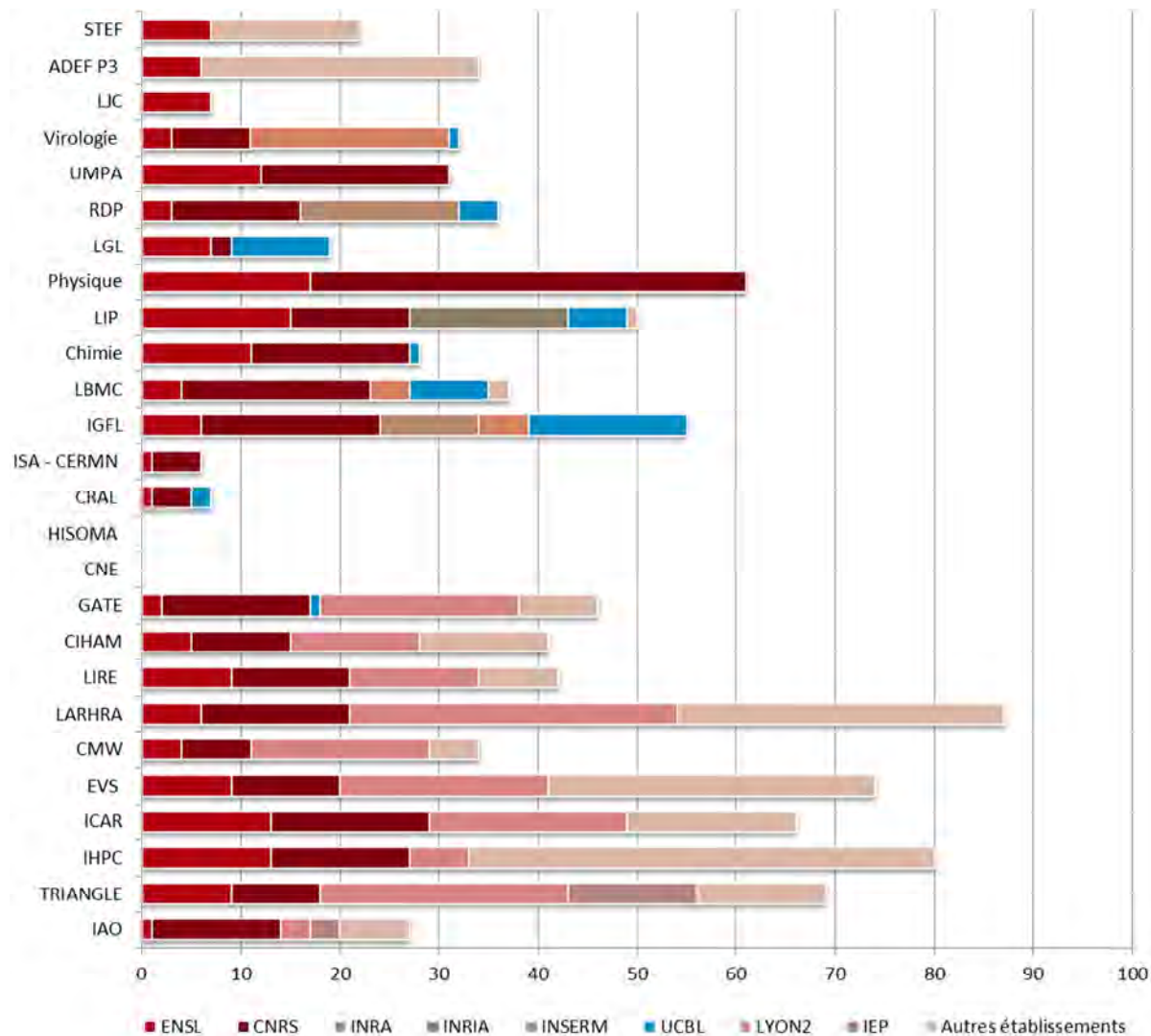


Figure 31 : personnels des unités mixtes par partenaire en ETPT

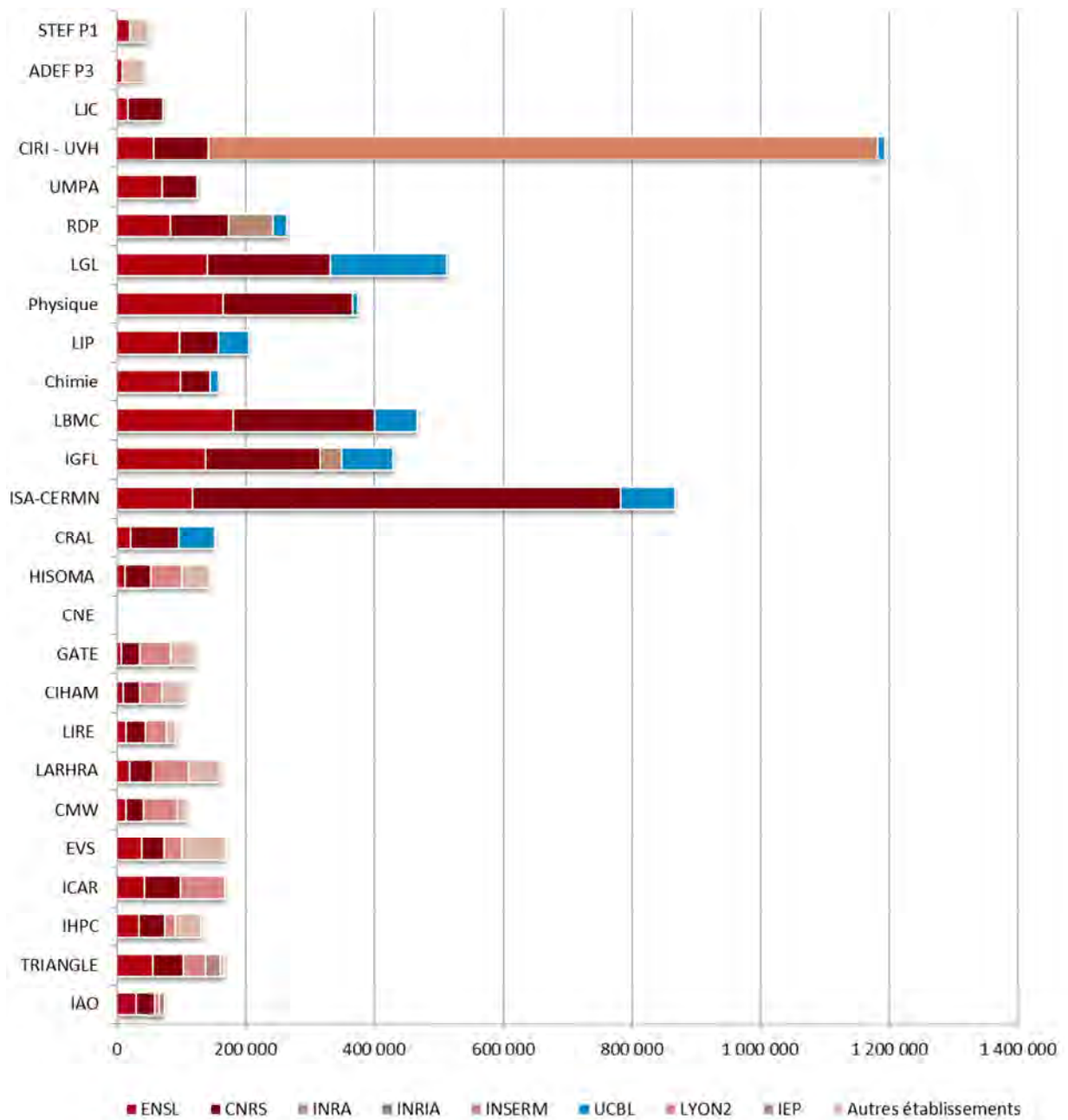


Figure 32 : répartition des moyens financiers des unités mixtes par partenaire hors masse salariale et hors ressources propres

6. Glossaire

AE	Autorisation d'engagement
ANR	Agence nationale de la recherche
BDL	Bibliothèque Diderot de Lyon
BI	Budget initial
BIATSS	Personnels de Bibliothèque, Ingénieurs, Administratifs, Techniques, Sociaux et de Santé
BR	Budget rectificatif
CAF	Capacité d'autofinancement
CIB	Contrôle interne budgétaire
CP	Crédit de paiement
CRP	Compte de résultat prévisionnel
DBM	Décision budgétaire modificative
DGS	Direction générale des services
DRFIP	Direction régionale des finances publiques
EPST	Établissement Public à Caractère Scientifique et Technologique
GPEEC	Gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences
GVT	Glissement Vieillesse Technicité
IEA	Institut d'études avancées
Ifé	Institut Français de l'Éducation
MENESR	Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
MSE	Masse salariale État
ORV	Ordre de reversement
PAP	Projet annuel de performance
PPI	Plan pluriannuel d'investissement
RP	Ressources propres
SACD	Service à comptabilité distincte
SCSP	Subvention pour charges de service public
VP	Vice-Présidence

7. Budgets propres intégrés et centres de dépenses par VP

7.1 Présidence

Présidence Budget Propre Intégré : D10 - Présidence

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D113		25.000€		25.000€
D1151		134.500€		134.500€
TOTAL		159.500€		159.500€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements) 15.000€

C. Solde budgétaire (B – A) -144.500€

Présidence Budget Propre Intégré : D11 - Communication

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D1151		246.168€		246.168€
TOTAL		246.168€		246.168€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements) 9.168€

C. Solde budgétaire (B – A) -237.000€

Présidence Budget Propre Intégré : D40 – Mission Formation Continue

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D102	25.000€	20.600€		45.600€
D1151	32.464€	50.063€		82.527€
TOTAL	57.464€	70.663€		128.127€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements) 155.500€

C. Solde budgétaire (B – A) 27.373€

Présidence Budget Propre Intégré : D50 – Direction Relations Internationales

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D102	11.000€	51.279€		62.279€
D1151		82.048€		82.048€
D201		789.082€		789.082€
TOTAL	11.000€	922.409€		933.409€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements)	554.568€
---	-----------------

C. Solde budgétaire (B – A)	-378.841€
------------------------------------	------------------

Présidence Budget Propre Intégré : D60 – SOURCES

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D113	30.167€	47.300€	24.000€	101.467€
TOTAL	30.167€	47.300€	24.000€	101.467€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements)	61.467€
---	----------------

C. Solde budgétaire (B – A)	-40.000€
------------------------------------	-----------------

Moyens non répartis D00

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D115		300.000€		300.000€
TOTAL		300.000€		300.000€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements)	15.703.807€
---	--------------------

C. Solde budgétaire (B – A)	15.403.807€
------------------------------------	--------------------

Présidence	Budget Propre Intégré : BDL
-------------------	------------------------------------

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D115	28.350€	1.111.009€	10.000€	1.149.359€
TOTAL	28.350€	1.111.009€	10.000€	1.149.359€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements)	1.188.168€
---	-------------------

C. Solde budgétaire (B – A)	38.809€
------------------------------------	----------------

7.2 Vice-Présidence Etudes

VP Etudes Budget Propre Intégré : E10 – Vice-Présidence

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D102	13.400€	127.586€	143.889€	284.875€
TOTAL	13.400€	127.586€	143.889€	284.875€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements)	741.740€
---	-----------------

C. Solde budgétaire (B – A)	456.865€
------------------------------------	-----------------

VP Etudes Budget Propre Intégré : E20 - Admissions et concours

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D101	526.000€	465.880€	6.120€	998.000€
TOTAL	526.000€	465.880€	6.120€	998.000€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements)	612.814€
---	-----------------

C. Solde budgétaire (B – A)	-385.186€
------------------------------------	------------------

VP Etudes Budget Propre Intégré : E30 - Vie étudiante et campus

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D203	35.000€	121.400€	2.530€	158.930€
TOTAL	35.000€	121.400€	2.530€	158.930€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements)	69.400€
---	----------------

C. Solde budgétaire (B – A)	-89.530€
------------------------------------	-----------------

VP Etudes Budget Propre Intégré : E50 - Départements et formations

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D101		16.682€		16.682€
D102	19.070€	665.293€	95.531€	779.894€
D103		25.022€		25.022€
TOTAL	19.070€	706.997€	95.531€	821.598€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements)	143.635€
---	-----------------

C. Solde budgétaire (B – A)	-677.963€
------------------------------------	------------------

7.3 Vice-Présidence Recherche

Pôle Recherche Budget Propre Intégré : R01 - Vice-Présidence recherche

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D106	14.500€	23.000€	322.389€	359.889€
D107	1.999€	2.000€	30.000€	33.999€
D108	21.145€	13.990€	470.880€	506.015€
D110	14.500€		88.000€	102.500€
D111	41.200€	5.000€	87.270€	133.470€
D112	190.306€	320.938€	220.871€	732.115€
D1141			288.690€	288.690€
D1151		440.000€		440.000€
TOTAL	283.650€	804.928€	1.508.100€	2.596.678€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements) 1.526.876€

C. Solde budgétaire (B – A) -1.069.802€

Pôle Recherche Budget Propre Intégré : S10 - LGL

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D110	158.436€	223.905€	52.263€	434.604€
TOTAL	158.436€	223.905€	52.263€	434.604€

B. Recettes propres de l'unité 367.032€

C. Solde budgétaire (B – A) -67.572€

Pôle Recherche Budget Propre Intégré : S11 - CRAL

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D110		18.800€	4.000€	22.800€
TOTAL		18.800€	4.000€	22.800€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements) 0€

C. Solde budgétaire (B – A) -22.800€

Pôle Recherche Budget Propre Intégré : S20 - IXXI

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D112		91.000€		91.000€
TOTAL		91.000€		91.000€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements)	50.000€
---	----------------

C. Solde budgétaire (B – A)	-41.000€
------------------------------------	-----------------

Pôle Recherche Budget Propre Intégré : S22 - ICBP

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D102	15.300€	55.769€		71.069€
D112		12.500€		12.500€
D201		203.500€		203.500€
TOTAL	15.300€	271.769€		287.069€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements)	223.000€
---	-----------------

C. Solde budgétaire (B – A)	-64.069€
------------------------------------	-----------------

Pôle Recherche Budget Propre Intégré : S60 - LBMC

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D106	133.486€	242.469€	20.000€	395.955€
TOTAL	133.486€	242.469€	20.000€	395.955€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements)	155.200€
---	-----------------

C. Solde budgétaire (B – A)	-240.755€
------------------------------------	------------------

Pôle Recherche Budget Propre Intégré : S61 - Unité de virologie humaine

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D106	149.646€	222.167€	7.000€	378.813€
TOTAL	149.646€	222.167€	7.000€	378.813€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements)	237.816€
---	-----------------

C. Solde budgétaire (B – A)	-140.997€
------------------------------------	------------------

Pôle Recherche Budget Propre Intégré : S62 - IGFL

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D106	301.321€	512.262€	25.026€	838.609€
TOTAL	301.321€	512.262€	25.026€	838.609€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements)	765.797€
---	-----------------

C. Solde budgétaire (B – A)	-72.812€
------------------------------------	-----------------

Pôle Recherche Budget Propre Intégré : S63 - RDP

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D106	250.964€	185.455€	35.000€	471.419€
TOTAL	250.964€	185.455€	35.000€	471.419€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements)	471.456€
---	-----------------

C. Solde budgétaire (B – A)	37€
------------------------------------	------------

Pôle Recherche Budget Propre Intégré : S70 - UMPA

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D107	25.000€	260.621€	20.223€	305.844€
TOTAL	25.000€	260.621€	20.223€	305.844€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements)	176.112€
---	-----------------

C. Solde budgétaire (B – A)	-129.732€
------------------------------------	------------------

Pôle Recherche Budget Propre Intégré : S71 - LIP

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D107	624.522€	451.108€	42.300€	1.117.930€
TOTAL	624.522€	451.108€	42.300€	1.117.930€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements)	508.708€
---	-----------------

C. Solde budgétaire (B – A)	-609.222€
------------------------------------	------------------

Pôle Recherche Budget Propre Intégré : S80 - Physique

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D108	485.789€	409.288€	151.317€	1.046.394€
TOTAL	485.789€	409.288€	151.317€	1.046.394€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements)	1.075.628€
---	-------------------

C. Solde budgétaire (B – A)	29.234€
------------------------------------	----------------

Pôle Recherche Budget Propre Intégré : S81 - Chimie

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D108	557.293€	724.152€	521.253€	1.802.698€
TOTAL	557.293€	724.152€	521.253€	1.802.698€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements)	1.688.989€
---	-------------------

C. Solde budgétaire (B – A)	-113.709€
------------------------------------	------------------

Pôle Recherche Budget Propre Intégré : S82 - CERMN

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D108	68.000€	777.645€	10.000€	855.645€
TOTAL	68.000€	777.645€	10.000€	855.645€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements)	0€
---	-----------

C Solde budgétaire (B – A)	-855.645€
-----------------------------------	------------------

Pôle Recherche Budget Propre Intégré : S83 - ICL

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D108		26.600€	€	26.600€
TOTAL		26.600€	€	26.600€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements)	0€
---	-----------

C. Solde budgétaire (B – A)	-26.600€
------------------------------------	-----------------

Pôle Recherche Budget Propre Intégré : S90 - PSMN

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D112		77.718€	18.700€	96.418€
TOTAL		77.718€	18.700€	96.418€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements)	67.718€
---	----------------

C. Solde budgétaire (B – A)	-28.700€
------------------------------------	-----------------

Pôle Recherche Budget Propre Intégré : S91 - PBES

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D106	122.245€	341.007€	220.491€	683.743€
TOTAL	122.245€	341.007€	220.491€	683.743€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements)	701.637€
---	-----------------

C. Solde budgétaire (B – A)	17.894€
------------------------------------	----------------

Pôle Recherche Budget Propre Intégré : S95 - Atelier

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D112		3.224€		3.224€
TOTAL		3.224€		3.224€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements)	3.224€
---	---------------

C. Solde budgétaire (B – A)	0€
------------------------------------	-----------

Pôle Recherche Budget Propre Intégré : S96 - Magasin de biologie

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D106		195.000€		195.000€
TOTAL		195.000€		195.000€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements)	195.000€
---	-----------------

C. Solde budgétaire (B – A)	0€
------------------------------------	-----------

Pôle Recherche Budget Propre Intégré : S97 - Coordination de biologie

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D106		20.000€		20.000€
TOTAL		20.000€		20.000€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements)	20.000€
---	----------------

C. Solde budgétaire (B – A)	0€
------------------------------------	-----------

Pôle Recherche Budget Propre Intégré : L11 – CIHAM

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D111		11.663€	1.337€	13.000€
TOTAL		11.663€	1.337€	13.000€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements)	0€
---	-----------

C. Solde budgétaire (B – A)	-13.000€
------------------------------------	-----------------

Pôle Recherche Budget Propre Intégré : L12 – EVS

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D111	16.416€	71.489€	9.359€	97.264€
TOTAL	16.416€	71.489€	9.359€	97.264€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements)	48.750€
---	----------------

C. Solde budgétaire (B – A)	-48.514€
------------------------------------	-----------------

Pôle Recherche Budget Propre Intégré : L13 - GATE

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D111		4.500€	3.000€	7.500€
TOTAL		4.500€	3.000€	7.500€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements)	0€
---	-----------

C. Solde budgétaire (B – A)	-7.500€
------------------------------------	----------------

Pôle Recherche Budget Propre Intégré : L14 – CMW

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D111	112.735€	68.989€	3.768€	185.492€
TOTAL	112.735€	68.989€	3.768€	185.492€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements)	77.651€
---	----------------

C. Solde budgétaire (B – A)	-107.841€
------------------------------------	------------------

Pôle Recherche Budget Propre Intégré : L15 - IAO**A. Dépenses (crédits de paiement)**

Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D111		45.107€	2.500€	47.607€
TOTAL		45.107€	2.500€	47.607€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements) 26.996€**C. Solde budgétaire (B – A) -20.611€****Pôle Recherche Budget Propre Intégré : L16 - ICAR****A. Dépenses (crédits de paiement)**

Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D111	160.021€	129.087€	2.826€	291.934€
TOTAL	160.021€	129.087€	2.826€	291.934€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements) 129.866€**C. Solde budgétaire (B – A) -162.068€****Pôle Recherche Budget Propre Intégré : L17 - LARHRA****A. Dépenses (crédits de paiement)**

Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D111		45.268€		45.268€
TOTAL		45.268€		45.268€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements) 12.234€**C. Solde budgétaire (B – A) -33.034€**

Pôle Recherche Budget Propre Intégré : L19 - TRIANGLE

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D111	133.833€	214.722€	5.500€	354.055€
TOTAL	133.833€	214.722€	5.500€	354.055€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements)	130.590€
---	-----------------

C. Solde budgétaire (B – A)	-223.465€
------------------------------------	------------------

Pôle Recherche Budget Propre Intégré : L20 - CEP

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D111		26.583€	2.117€	28.700€
TOTAL		26.583€	2.117€	28.700€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements)	11.200€
---	----------------

C. Solde budgétaire (B – A)	-17.500€
------------------------------------	-----------------

Pôle Recherche Budget Propre Intégré : L21 – HISOMA

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D111		16.000€	1.800€	17.800€
TOTAL		16.000€	1.800€	17.800€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements)	3.500€
---	---------------

C. Solde budgétaire (B – A)	-14.300€
------------------------------------	-----------------

Pôle Recherche Budget Propre Intégré : L28 - PERSEE

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D111	30.000€	85.000€	40.000€	155.000€
TOTAL	30.000€	85.000€	40.000€	155.000€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements)	55.000€
---	----------------

C. Solde budgétaire (B – A)	-100.000€
------------------------------------	------------------

Pôle Recherche Budget Propre Intégré : L29 - IRHIM

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D111	61.535€	181.714€	8.595€	251.844€
TOTAL	61.535€	181.714€	8.595€	251.844€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements)	147.505€
---	-----------------

C. Solde budgétaire (B – A)	-104.339€
------------------------------------	------------------

Pôle Recherche Budget Propre Intégré : L30 - LLE

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D111		27.000€		27.000€
TOTAL		27.000€		27.000€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements)	0€
---	-----------

C. Solde budgétaire (B – A)	-27.000€
------------------------------------	-----------------

Pôle Recherche	Budget Propre Intégré : L31 - ENS Editions
-----------------------	---

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D113	51.500€	169.000€		220.500€
TOTAL	51.500€	169.000€		220.500€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements)	230.000€
---	-----------------

C. Solde budgétaire (B – A)	9.500€
------------------------------------	---------------

7.4 Direction générale des services

Direction Générale des Services Centre de dépenses : A10 - DGS

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D1151		322.857€	145.000€	467.857€
TOTAL		322.857€	145.000€	467.857€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements) 0€

C. Solde budgétaire (B – A) -467.857€

Direction Générale des Services Budget Propre Intégré : A20 - DRH

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D101	404.402€			404.402€
D102	13.878.498€			13.878.498€
D103	5.954.243€			5.954.243€
D105	4.899.431€			4.899.431€
D106	1.948.597€	7.000€		1.955.597€
D107	1.726.047€			1.726.047€
D108	2.148.060€			2.148.060€
D110	640.507€			640.507€
D111	5.988.321€			5.988.321€
D112	2.654.070€			2.654.070€
D113	2.608.387€			2.608.387€
D1141	3.094.795€			3.094.795€
D1151	10.996.695€	1.328.771€	920€	12.326.386€
D1152	31.855.249€			31.855.249€
D201	37.065€			37.065€
D203	489.150€			489.150€
TOTAL	89.323.517€	1.335.771€	920€	90.660.208€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements) 92.654.565€

C. Solde budgétaire (B – A) 1.994.357€

Direction Générale des Services Budget Propre Intégré : A30 - DPMG

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D1141		885.264€	6.448.342€	7.333.606€
D1142		4.728.549€		4.728.549€
D1143		1.138.773€		1.138.773€
D1151		1.409.830€		1.409.830€
TOTAL		8.162.416€	6.448.342€	14.610.758€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements)	7.099.473€
---	-------------------

C. Solde budgétaire (B – A)	-7.511.285€
------------------------------------	--------------------

Direction Générale des Services Budget Propre Intégré : A40 - DSI

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D1151		512.500€	264.000€	776.500€
TOTAL		512.500€	264.000€	776.500€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements)	1.000€
---	---------------

C. Solde budgétaire (B – A)	-775.500€
------------------------------------	------------------

Direction Générale des Services Centre de dépenses : A50 – SPST

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D1151		139.500€		139.500€
TOTAL		139.500€		139.500€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements)	0€
---	-----------

C. Solde budgétaire (B – A)	-139.500€
------------------------------------	------------------

Direction Générale des Services Budget Propre Intégré : A60 – ENS MEDIAS

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D113		104.000€	100.000€	204.000€
TOTAL		104.000€	100.000€	204.000€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements)	3.500€
---	---------------

C. Solde budgétaire (B – A)	-200.500€
------------------------------------	------------------

7.5 Institut Français d'Education

Institut Français de l'Education Budget Propre Intégré : IFE

A. Dépenses (crédits de paiement)				
Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D101		41.541€		41.541€
D112	548.778€	899.735€	5.772€	1.454.285€
D113		46.400		46.400€
D1151		147.070€	75.000€	222.070€
TOTAL	548.778€	1.134.746€	80.772€	1.764.296€

B. Recettes propres de l'unité (encaissements) 1.041.739€

C. Solde budgétaire (B – A) -722.557€



BUDGET RECTIFICATIF 2016 ANNEXES

- ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE LYON
- BIBLIOTHEQUE DIDEROT DE LYON

Établissement :**ENS de LYON**

CRB	PRESIDENCE	
	D00	Moyens non répartis
SO	D10	Fonctionnement de la Présidence
SO	D11	Communication
SO	D40	Mission formation continue
SO	D50	Direction des affaires internationales
SO	D60	SOURCES
CRB	DIRECTION GENERALE DES SERVICES	
SO	A10	Fonctionnement de la Direction Générale des Services
SO	A20	DRH
SO	A30	DPMG
SO	A40	DSI
SO	A50	Prévention et santé au travail
SO	A60	ENS Médi@s
CRB	VICE-PRESIDENCE AUX ETUDES	
SO	E10	Fonctionnement de la Vice-Présidence
SO	E20	Admissions et concours
SO	E30	Vie étudiante et campus
SO	E50	Départements et formations
CRB	INSTITUT FRANÇAIS DE L'EDUCATION	
SO	IFE	Institut Français de l'Éducation

CRB**VICE-PRESIDENCE A LA RECHERCHE**

SO	R01	Fonctionnement de la Vice-Présidence
SO	S10	LGL Laboratoire de Géologie Lyon
SO	S11	CRAL Centre de recherche astrophysique de Lyon
SO	S20	IXXI Institut des systèmes complexes Rhône Alpes
SO	S22	CBP Incubateur Centre Blaise Pascal
SO	S60	LBMC Laboratoire de biologie et modélisation de la cellule
SO	S61	CIRI Centre International de recherche en Infectiologie (UVH)
SO	S62	IGFL Institut de génomique fonctionnelle de Lyon
SO	S63	RDP laboratoire de reproduction des plantes
SO	S70	UMPA Unité de mathématiques pures et appliquées
SO	S71	LIP Laboratoire d'informatique du parallélisme
SO	S80	Laboratoire de Physique
SO	S81	Laboratoire de Chimie
SO	S82	ISA Institut des Sciences Analytiques (CERMN)
SO	S83	ICL Institut de chimie de Lyon
SO	S90	PSMN Pôle scientifique de modélisation numérique
SO	S91	Biosciences Gerland Lyon Sud (PBES)
SO	S95	Atelier
SO	S96	Magasin de biologie
SO	S97	Coordination de biologie
SO	L11	CIHAM Histoire & archéologie des mondes chrétiens & musulmans
SO	L12	EVS Environnement, ville, société
SO	L13	GATE Groupement d'analyse et de théorie économiques
SO	L14	CMW Centre Max Weber
SO	L15	IAO Institut d'Asie Orientale
SO	L16	ICAR Interactions, corpus, apprentissages, représentations
SO	L17	LARHRA Laboratoire de recherche historique Rhône Alpes
SO	L19	TRIANGLE Actions, discours, pensée politique et économique
SO	L20	CERCC Centre d'études et de recherches comparées sur la création
SO	L21	HISOMA Centre d'études et de recherche sur l'occident romain
SO	L27	CSLJ Laboratoires juniors
SO	L28	PERSEE
SO	L29	IHRIM Institut d'Histoire des représentations et des idées dans les modernités
SO	L30	LLE le laboratoire de l'éducation
SO	L31	ENS Editions

Établissement:

CRB	BDL	Bibliothèque Denis Diderot
-----	-----	----------------------------

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	BI	BR	VARIATION	PRODUITS			
				Montants	BR	VARIATION	
Personnel	94 567 726	94 315 772	- 251 954	Subventions de l'Etat	103 970 468	104 188 676	218 208
<i>dont charges de pensions civiles*</i>	29 187 284	29 362 571	175 287	Fiscalité affectée			
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	27 256 695	28 629 934	1 373 239	Autres subventions	5 109 329	5 610 170	500 841
				Autres produits	13 503 764	14 198 323	694 559
TOTAL DES CHARGES (1)	121 824 421	122 945 706	1 121 285	TOTAL DES PRODUITS (2)	122 583 561	123 997 169	1 413 608
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	759 140	1 051 463	292 323				
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3)	122 583 561	123 997 169	1 413 608	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3)	122 583 561	123 997 169	1 413 608

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	Montants	BR	VARIATION
Résultat prévisionnel de l'exercice bénéfice (3)	759 140	1 051 463	292 323
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	6 594 554	6 795 000	200 446
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	5 000		- 5 000
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés			
- produits de cession d'éléments d'actifs			
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	3 361 690	3 885 000	523 310
= CAF *	3 987 004	3 961 463	- 25 541

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Montants	BR	VARIATION	RESSOURCES			
				Montants	BR	VARIATION	
Insuffisance d'autofinancement*			-	Capacité d'autofinancement*	3 987 004	3 961 463	- 25 541
Investissements	10 477 817	10 222 579	- 255 238	Financement de l'actif par l'État	4 200 000	3 982 864	- 217 136
				Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	701 565	832 130	130 565
				Autres ressources	195 000	195 000	-
Remboursement des dettes financières			-	Augmentation des dettes financières			
TOTAL DES EMPLOIS (5)	10 477 817	10 222 579	- 255 238	TOTAL DES RESSOURCES (6)	9 083 569	8 971 457	- 112 112
				PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)	1 394 248	1 251 122	- 143 126

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	BI	BR	VARIATION
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : PRELEVEMENT (8)	1 394 248	1 251 122	- 143 126
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	469 353	737 302	267 949
Variation de la TRESORERIE : PRELEVEMENT*	1 863 602	1 988 424	124 822
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	12 231 732	13 306 736	1 075 004
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	- 6 017 232	- 4 549 192	1 468 040
Niveau de la TRESORERIE	18 248 964	17 855 928	- 393 036

* : montant issu du tableau "équilibre financier"

Situation patrimoniale BDL

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	BI	BR	VARIATION	PRODUITS	BI	BR	VARIATION
Personnel	15 600	28 350	12 750	Subventions de l'Etat	1 074 577	1 074 718	141
<i>dont charges de pensions civiles*</i>			-	Fiscalité affectée			-
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	1 169 916	1 171 757	1 841	Autres subventions	92 000	105 350	13 350
			-	Autres produits	18 939	20 039	1 100
TOTAL DES CHARGES (1)	1 185 516	1 200 107	14 591	TOTAL DES PRODUITS (2)	1 185 516	1 200 107	14 591
<i>Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)</i>	-	-	-				-
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	1 185 516	1 200 107	14 591	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3)	1 185 516	1 200 107	14 591

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	BI	BR	VARIATION
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	-	-	-
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	55 794	60 748	4 954
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions			-
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés			-
- produits de cession d'éléments d'actifs			-
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	6 939	6 939	-
= CAF ou IAF*	48 855	53 809	4 954

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Montants	BR	VARIATION	RESSOURCES	Montants	BR	VARIATION
Insuffisance d'autofinancement*				Capacité d'autofinancement*	48 855	53 809	4 954
Investissements	260 000	10 000	-	Financement de l'actif par l'État			-
				Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat			-
				Autres ressources			-
Remboursement des dettes financières			-	Augmentation des dettes financières			-
TOTAL DES EMPLOIS (5)	260 000	10 000	- 250 000	TOTAL DES RESSOURCES (6)	48 855	53 809	4 954
APPORT AU FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)		43 809		PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)	211 145		

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Montants	BR	VARIATION
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : PRELEVEMENT au BI et APPORT au BR	211 145	43 809	- 167 336
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	- 10 000	35 000	45 000
Variation de la TRESORERIE : PRELEVEMENT au BI et APPORT au BR	221 145	8 809	- 212 336
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	110 914	374 426	263 512
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	- 5 984	23 827	29 811
Niveau de la TRESORERIE	116 898	350 599	233 701

Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire BDL

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Dépenses						
	BI		BR		VARIATION	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
TOTAL	15 600	15 600	28 350	28 350	12 750	12 750
Personnel	15 600	15 600	28 350	28 350	12 750	12 750
Autres contributions employeur au CAS Pension						
<i>Infra-annuel</i>	15 600	15 600	28 350	28 350	12 750	12 750
<i>Pluri-annuel</i>						
Fonctionnement	1 114 122	1 114 122	1 111 009	1 111 009	- 3 113	- 3 113
<i>Infra-annuel</i>	1 104 122	1 104 122	1 101 009	1 101 009	- 3 113	- 3 113
<i>Pluri-annuel</i>	10 000	10 000	10 000	10 000	-	-
Investissement	260 000	260 000	10 000	10 000	- 250 000	- 250 000
<i>Infra-annuel</i>	260 000	260 000	10 000	10 000	- 250 000	- 250 000
<i>Pluri-annuel</i>						
TOTAL DES DEPENSES	1 389 722	1 389 722	1 149 359	1 149 359	- 240 363	- 240 363
Solde budgétaire (excédent)				38 809		

Recettes			
BI	BR	VARIATION	
1 168 577	1 183 168	14 591	Recettes globalisées
1 074 577	1 074 718	141	Subvention pour charges de service public
			Autres financements de l'Etat
			Fiscalité affectée
82 000	95 350	13 350	Autres financements publics
12 000	13 100	1 100	Ressources propres
5 000	5 000	-	Ressources fléchées
			Financements de l'Etat fléchés
5 000	5 000	-	Autres financements publics fléchés
			Autres recettes fléchées
1 173 577	1 188 168	14 591	TOTAL DES RECETTES
- 216 145			Solde budgétaire (déficit)

Equilibre financier ENS de Lyon

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Besoins (utilisation des financements)				Financements (couverture des besoins)			
	BI	BR	VARIATION	BI	BR	VARIATION	
Solde budgétaire (déficit) *	1 813 602	2 088 424	274 822				Solde budgétaire (excédent) *
<i>dont solde budgétaire budget principal</i>							<i>dont solde budgétaire budget principal</i>
<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>							<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>
<i>dont solde budgétaire FU</i>							<i>dont solde budgétaire FU</i>
<i>dont solde budgétaire BAI</i>							<i>dont solde budgétaire BAI</i>
<i>dont solde budgétaire SIE</i>							<i>dont solde budgétaire SIE (BDL)</i>
Remboursements d'emprunts							Nouveaux emprunts
Opérations au nom et pour le compte de tiers (décaissements de l'exercice)	1 480 400	1 845 400	365 000	1 430 400	1 945 400	515 000	Opérations au nom et pour le compte de tiers (encaissements de l'exercice)
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)							Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (= D2+b1+c1)	3 294 002	3 933 824	639 822	1 430 400	1 945 400	515 000	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (=D1+b2+c2)
Variation de trésorerie				1 863 602	1 988 424	124 822	Variation de trésorerie
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée</i>				<i>1 137 049</i>	<i>1 638 057</i>	<i>501 008</i>	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée</i>
<i>dont Abondement de la trésorerie disponible (non fléchée)</i>				<i>726 553</i>	<i>350 367</i>	<i>- 376 186</i>	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie disponible (non fléchée)</i>
TOTAL DES BESOINS	3 294 002	3 933 824	639 822	3 294 002	3 933 824	639 822	TOTAL DES FINANCEMENTS

Equilibre financier BDL

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Besoins (utilisation des financements)			
	BI	BR	VARIATION
Solde budgétaire (déficit) *	216 145		- 216 145
<i>dont solde budgétaire budget principal</i>			
<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>			
<i>dont solde budgétaire FU</i>			
<i>dont solde budgétaire BAI</i>			
<i>dont solde budgétaire SIE</i>			
Remboursements d'emprunts			
Opérations au nom et pour le compte de tiers (décaissements de l'exercice)	100 000	130 000	30 000
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)			
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (= D2+b1+c1)	316 145	130 000	- 186 145
Variation de trésorerie		8 809	8 809
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée</i>			
<i>dont Abondement de la trésorerie disponible (non fléchée)</i>		13 809	13 809
TOTAL DES BESOINS	316 145	138 809	- 177 336

Financements (couverture des besoins)			
BI	BR	VARIATION	
	38 809	38 809	Solde budgétaire (excédent) *
			<i>dont solde budgétaire budget principal</i>
			<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>
			<i>dont solde budgétaire FU</i>
			<i>dont solde budgétaire BAI</i>
			<i>dont solde budgétaire SIE (BDL)</i>
			Nouveaux emprunts
95 000	100 000	5 000	Opérations au nom et pour le compte de tiers (encaissements de l'exercice)
			Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
95 000	138 809	43 809	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (=D1+b2+c2)
221 145		- 221 145	Variation de trésorerie
5 000	5 000	-	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée</i>
216 145		- 216 145	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie disponible (non fléchée)</i>
316 145	138 809	- 177 336	TOTAL DES FINANCEMENTS

Tableau 9 - EPSCP
Tableau des opérations pluriannuelles

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

A - Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement					Crédits de paiement					Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en année n	Total des AE ouvertes pour l'année n	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en année n	Total des CP ouverts pour l'année n	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)
	(1)	(2)	(3)	(4)=(2)-(3)	(5)	(6) = (4)+(5)	(7)	(8)	(9)=(7-8)	(10)	(11)=(9)+(10)	(12)=(1)-(3)-(6)	(13)=(3)+(6)-(8)-(11)
R1- SCSP	1 592 725	1 016 538	1 016 538	-	211 891,00	211 891	1 016 538	1 016 538	-	211 891	211 891	364 296	-
R5- HORS ANR	1 512 516	982 326	982 326	-	457 966,00	457 966	982 326	982 326	-	457 966	457 966	72 224	-
R7- ANR AVENIR	1 731 639	973 003	973 003	-	660 920,72	660 921	973 003	973 003	-	660 921	660 921	97 716	-
R8- ANR hors AVENIR	11 786 377	4 347 738	4 347 738	-	2 409 523,37	2 409 523	4 347 738	4 347 738	-	2 409 523	2 409 523	5 029 116	-
R9- SUBV REGION	1 821 772	1 092 169	1 092 169	-	468 311,85	468 312	1 092 169	1 092 169	-	468 312	468 312	261 291	-
R10- SUBV UE	12 153 082	6 422 463	6 422 463	-	2 200 066,80	2 200 067	6 422 463	6 422 463	-	2 200 067	2 200 067	3 530 552	-
R11- SUBV AUTRES	7 626 841	3 982 450	3 982 450	-	1 593 124,89	1 593 125	3 982 450	3 982 450	-	1 593 125	1 593 125	2 051 266	-
R12- FOND	2 316 883	1 384 245	1 384 245	-	481 124,70	481 125	1 384 245	1 384 245	-	481 125	481 125	451 514	-
R13- AUTRES	260 000	96 348	96 348	-	80 000,00	80 000	96 348	96 348	-	80 000	80 000	83 652	-
total contrats de recherche	40 801 836	20 297 280	20 297 280	-	8 562 929	8 562 929	20 297 280	20 297 280	-	8 562 929	8 562 929	11 941 626	-
R1- SCSP													
R5- HORS ANR													
R7- ANR AVENIR	20 500	12 373	12 373	-	8 127	8 127	12 373	12 373	-	8 127	8 127	-	-
R8- ANR hors AVENIR													
R9- SUBV REGION													
R10- SUBV UE													
R11- SUBV AUTRES													
R12- FOND													
R13- AUTRES													
total contrats de formation continue	20 500	12 373	12 373	-	8 127	8 127	12 373	12 373	-	8 127	8 127	-	-
R1- SCSP													
R5- HORS ANR	426 590	-	-	-	213 295	213 295	-	-	-	213 295	213 295	213 295	-
R7- ANR AVENIR	319 000	168 682,00	168 682	-	64 149	64 149	168 682	168 682	-	64 149	64 149	86 169	-
R8- ANR hors AVENIR													
R9- SUBV REGION	979 489	651 738,00	651 738	-	230 840	230 840	651 738	651 738	-	230 840	230 840	96 911	-
R10- SUBV UE	271 039	72 108,00	72 108	-	112 534	112 534	72 108	72 108	-	112 534	112 534	86 397	-
R11- SUBV AUTRES	99 949	62 134,00	62 134	-	30 959	30 959	62 134	62 134	-	30 959	30 959	6 856	-
R12- FOND	10 000	9 983,00	9 983	-	-	-	9 983	9 983	-	-	-	17	-
R13- AUTRES													
Total contrats d'enseignement	2 106 067	964 645	964 645	-	651 777	651 777	964 645	964 645	-	651 777	651 777	489 645	-
R1- SCSP													
R5- HORS ANR													
R7- ANR AVENIR													
R8- ANR hors AVENIR													
R9- SUBV REGION													
R10- SUBV UE													
R11- SUBV AUTRES	19 315 622	776 893	776 893	-	7 016 585	7 016 585	776 893	776 893	-	4 901 642	4 901 642	11 522 144	2 114 943
R12- FOND													
R13- AUTRES													
Total programmes pluriannuels d'investissement	19 315 622	776 893	776 893	-	7 016 585	7 016 585	776 893	776 893	-	4 901 642	4 901 642	11 522 144	2 114 943
Total	62 244 025	22 051 191	22 051 191	-	16 239 418	16 239 418	22 051 191	22 051 191	-	14 124 476	14 124 476	23 953 415	2 114 943
pour information, répartition des opérations pluriannuelles par enveloppes :													
Ss total personnel		8 914 731	8 914 731	-	3 776 372	3 776 372	8 914 731	8 914 731	-	3 776 372	3 776 372		
Ss total fonctionnement et intervention		9 563 994	9 563 994	-	4 626 014	4 626 014	9 563 994	9 563 994	-	4 626 014	4 626 014		
Ss total investissement		3 572 466	3 572 466	-	7 837 032	7 837 032	3 572 466	3 572 466	-	5 722 090	5 722 090		

B - Recettes

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs			
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements pour l'année n	Restes à encaisser
			(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)=(15)-(16)-(17)
(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)=(15)-(16)-(17)	
R1- SCSP	1 592 725		1 592 725	1 153 725	137 500	301 500
R5- HORS ANR	1 512 516		1 512 516	898 889	533 501	80 127
R7- ANR AVENIR	1 731 639		1 731 639	1 100 357	351 026	280 256
R8- ANR hors AVENIR	11 786 377		11 786 377	4 504 130	1 752 311	5 529 937
R9- SUBV REGION	1 821 772		1 821 772	680 811	566 724	574 237
R10- SUBV UE	12 153 082		12 153 082	7 213 001	1 346 489	3 593 592
R11- SUBV AUTRES	7 626 841		7 626 841	4 483 834	1 555 726	1 587 281
R12- FOND	2 316 883		2 316 883	1 274 993	598 321	443 569
R13- AUTRES	260 000		260 000	130 000	65 000	65 000
total contrats de recherche	40 801 836	-	40 801 836	21 439 741	6 906 597	12 455 498
R1- SCSP			-			-
R5- HORS ANR			-			-
R7- ANR AVENIR	20 500		20 500	-	20 500	-
R8- ANR hors AVENIR			-			-
R9- SUBV REGION			-			-
R10- SUBV UE			-			-
R11- SUBV AUTRES			-			-
R12- FOND			-			-
R13- AUTRES			-			-
total contrats de formation continue	20 500	-	20 500	-	20 500	-
R1- SCSP			-			-
R5- HORS ANR	426 590		426 590			426 590
R7- ANR AVENIR	319 000		319 000	-	89 000	230 000
R8- ANR hors AVENIR			-			-
R9- SUBV REGION	979 489		979 489	390 156	364 585	224 748
R10- SUBV UE	271 039		271 039	118 530	411 042	258 534
R11- SUBV AUTRES	99 949		99 949	62 799	32 150	5 000
R12- FOND	10 000		10 000	10 000	-	-
R13- AUTRES			-			-
Total contrats d'enseignement	2 106 067	-	2 106 067	581 486	896 777	627 804
R1- SCSP			-			-
R5- HORS ANR			-			-
R7- ANR AVENIR			-			-
R8- ANR hors AVENIR			-			-
R9- SUBV REGION			-			-
R10- SUBV UE			-			-
R11- SUBV AUTRES	19 315 622	12 335 766	6 979 856	1 176 441	4 657 545	1 145 870
R12- FOND			-			-
R13- AUTRES			-			-
Total programmes pluriannuels d'investissement	19 315 622	12 335 766	6 979 856	1 176 441	4 657 545	1 145 870
Total	62 244 025	12 335 766	49 908 259	23 197 667	12 481 419	14 229 172

TABLEAU DES EMPLOIS PRÉSENTÉS PAR L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE DE LYON A L'APPUI DU BUDGET RECTIFICATIF 2016

CATEGORIES D'EMPLOIS		NATURE DES EMPLOIS		EMPLOIS – ARTICLE L712-9	AUTRES EMPLOIS	NOMBRE D'EMPLOIS
				EN ETPT	EN ETPT	EN ETPT
ENSEIGNANTS, ENSEIGNANTS - CHERCHEURS, CHERCHEURS	PERMANENTS	TITULAIRES		242		242
		CDI			1	1
	NON PERMANENTS	CDD		224	72	296
SOUS TOTAL EC				466	73	539
ELEVES FONCTIONNAIRES STAGIAIRES				872		872
BIATSS	PERMANENTS	TITULAIRES		447		447
		CDI		3	1	4
	NON PERMANENTS	CDD		38	34	72
SOUS TOTAL BIATSS				488	35	524
TOTAUX				1827	108	1934
PLAFOND DES EMPLOIS FIXÉS PAR L'ÉTAT				1970		
AUTRES EMPLOIS					108	
PLAFOND GLOBAL DES EMPLOIS VOTÉ PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION						1934



**Tableau 1 : Document prévisionnel de gestion des emplois et crédits de personnel (DPG) - Suivi des emplois des EPSCP et EPA bénéficiant des RCE
Phase 2 : Enquête validée**

Année	2016
Phase	fin avril 2016
N° UAI	0694123G
Libellé établissement	ENS de Lyon

Plafond d'emplois Etat notifié par la DGESIP (en ETPT) :	1 970
Plafond d'emplois voté au budget initial (en ETPT) (ou soumis au vote du CA) :	1 937
dont plafond Etat :	1 836
Plafond d'emplois voté après dernier budget rectificatif (en ETPT) :	0
N° DBM :	0
dont plafond Etat :	0

Emplois			exercice 2015		période janvier - avril exercice 2016					période janvier - septembre exercice 2016					période janvier - décembre exercice 2016						
			saisie lignes exécution		saisie lignes réprévision et exécution					saisie lignes réprévision					saisie lignes réprévision						
			stock ETP (a) au 31 décembre 2015	moyenne annuelle ETPT (b)	Entrées (en ETP) (c)	Sorties (en ETP) (d)		Stock ETP à la fin avril e=a+c-d (titulaires et CDI) (4)	ETPT (moyenne sur 4 mois) (e)	Entrées (en ETP) (f)	Sorties (en ETP) (g)		Stock ETP à la fin septembre (h)=a+f-g (titulaires et CDI) (4)	ETPT (moyenne sur 9 mois) (i)	Entrées (en ETP) (j) (titulaires et CDI)	Sorties (en ETP) (k) (titulaires et CDI)		Stock ETP à la fin décembre 2016 (l)=a+i-j pour les titulaires et CDI, à saisir pour les (4)	ETPT (moyenne annuelle exercice 2016) (l)		
Emplois sous plafond Etat (1)	Titulaires	Enseignants et enseignants chercheurs	Budget initial	1 142,90	1 146,90	1	2	2	1 109,60	236	208	6	1 113,10	256	209	7	1 123,30	1 123,30			
		Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)	1 110,10	1 125,70	1,6	8,1	2	1 101,10	1 102,80	240,6	217,1	6	1 131,10	1 105,20	258,6	224,1	7	1 142,10	1 114,30		
		Exécution	1 107,60	1 125,50	1,6	8,1	2	1 101,10	1 102,80	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
	Personnels BIATSS et autres personnels titulaires (2)	Budget initial	451,8	450,5	3	2	2	451,4	9	9	9	449,9	15	10	10	450,2	450,2				
		Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)	449,1	444,7	9,8	9,2	1,8	446	448,2	30,9	24,9	9,3	451,4	444,9	36,9	24,9	9,3	457,4	447,2		
		Exécution	445,4	444,7	9,8	9,2	1,8	446	448,2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
	sous total titulaires			Budget initial	1 594,70	1 597,40	4	4	4	1 561	245	217	15	1 563	271	219	17	1 573,50	1 573,50		
				Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)	1 559,20	1 570,40	11,4	17,3	3,8	1 547,10	1 551	271,5	242	15,3	1 582,50	1 550,10	295,5	249	16,3	1 599,50	1 561,50
				Exécution	1 553	1 570,20	11,4	17,3	3,8	1 547,10	1 551	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Non titulaires	Enseignants et enseignants chercheurs	Budget initial	212,5	209,8				215				216,8				234	221,1			
			Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)	216	210,4				222,9				222,8				227,5	224			
			Exécution	213,5	208,9				222,9				0				0	0			
		Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires	Budget initial	190,8	193,5				196				197,8				215	202,1			
			Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)	197	192,3				202,7				203,2				207,5	204,3			
			Exécution	193,5	190,4				202,7				0				0	0			
dont ATER et doctorants contractuels		Budget initial	36,5	40,7				44,4				43,3				33,1	41,4				
		Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)	45,6	42				41,3				42,2				35,6	41,2				
		Exécution	38,3	40,2				41,3				0				0	0				
dont CDI		Budget initial	2	2,8	0	0	0	3	0	0	0	3	0	0	0	3	3				
		Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)	3,7	0	0	0	0	3	3	0	0	0	3	3	0	0	3	3			
		Exécution	3	3,7	0	0	0	3	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
sous total non titulaires plafond 1			Budget initial	249	250,5			259,4				260,1				267,1	262,5				
			Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)	261,6	252,4			264,2				265,2				261,5	264,9				
			Exécution	251,8	249,1			264,2				0			0	0	0				
Total plafond 1			Budget initial	1 843,70	1 847,90			1 820,40				1 823,10				1 836	1 836				
			Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)	1 820,80	1 822,80			1 815,20				1 815,80				1 862,60	1 827				
			Exécution	1 804,80	1 819,30			1 815,20				0			0	0	0				
Emplois sous plafond 2 (1 bis)	Enseignants et enseignants chercheurs	Budget initial	75	86,8				78,1				78,3				83	75,4				
		Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)	70	79				74				75,2				61,2	72,5				
		Exécution	89	81,7				74				0				0	0				
	Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires	Budget initial	24,8	28,3				33,6				27,7				19	25,6				
		Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)	31,9	29,9				34,3				32,5				43,3	35,2				
		Exécution	44,3	31,6				34,3				0				0	0				
	dont CDI	Budget initial	5	4,2	0	0	0	2	0	0	0	2	0	1	0	1,9	1,9				
		Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)	2	3,7	0	0	0	2	2	0	0	2	2	0	1	0	1	1,9			
		Exécution	2	3,7	0	0	0	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
	dont contrats aidés	Budget initial	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
		Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
		Exécution	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Total plafond 2			Budget initial	99,8	115,1			111,7				106				82	101				
			Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)	101,9	108,9			108,3				107,7				104,5	107,7				
			Exécution	133,3	113,3			108,3				0			0	0	0				
Total emplois rémunérés par l'opérateur	Titulaires	Budget initial	1 594,70	1 597,40	4	4	4	1 561	245	217	15	1 563	271	219	17	1 573,50	1 573,50				
		Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)	1 559,20	1 570,40	11,4	17,3	3,8	1 547,10	1 551	271,4	241,1	16	1 583,30	1 550,10	295,5	249	16,3	1 599,50	1 561,50		
		Exécution	1 553	1 570,20	11,4	17,3	3,8	1 547,10	1 551	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
	Non titulaires plafonds 1 et 2	Budget initial	348,8	365,6				371,1				366,1				349,1	363,5				
		Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)	363,5	361,3				372,5				368				345,5	362,7				
		Exécution	385,1	362,4				372,5				0				0	0				
	dont CDI	Budget initial	7	7	0	0	0	5	0	0	0	5	0	1	0	4,9	4,9				
		Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)	5	7,4	0	0	0	5	5	0	0	5	5	0	1	0	4	4,9			
		Exécution	5	7,4	0	0	0	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
	Total plafonds 1 et 2			Budget initial	1 943,50	1 963			1 932,10				1 929,10				1 937	1 937			
				Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)	1 922,70	1 931,70			1 923,50				1 918,60				1 967,10	1 934,40			
				Exécution	1 938,10	1 932,60			1 923,50				0			0	0	0			
Dont fonctionnaires stagiaires des ENS			Budget initial	902	900			867,5				870,4			911	879,8					
			Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)	866	881,1			862,6				864,4			896	872,3					
			Exécution	863,5	880,9			862,6				0			0	0					
Dont emplois rattachés aux contrats de recherche (5) (plafond 2)	Budget initial	72,3	85,8				92,8				88,2				68,2	83,9					
	Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)	98	92,7				90				85,4				69,7	81,3					
	Exécution	112,6	96,3				90				0				0	0					
Personnels en fonction dans l'établissement non rémunérés par lui (mises à disposition entrantes)	Budget initial	0	0				6				5,8				4	5,3					
	Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)	5	6,7				0				0				0	0					
	Exécution	0	0				0				0				0	0					
dont emplois Etat	Budget initial	0	0				0				0				0	0					
	Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)	0	0				0				0				0	0					
	Exécution	0	0				0				0				0	0					

**Tableau 2 : Document prévisionnel de gestion des emplois et crédits de personnel (DPG) - Suivi des dépenses de personnel des EPSCP et EPA RCE
Phase 2 : Enquête validée**

Année	2016
Phase	fin avril 2016
N° UAI	0694123G
Libellé établissement	ENS de Lyon

Masse salariale Etat notifiée par la DGESIP :	90 944 545
Masse salariale votée au budget initial (ou soumise au vote du CA) : montant limitatif en AE=CP	94 583 326
Masse salariale votée après dernier budget rectificatif : montant limitatif en AE=CP	0
N° DBM :	0

			Exercice 2015			Cumul au 30 avril 2016	Cumul au 30 septembre	Cumul au 31 décembre 2016		
			Budget initial	Dernière prévision d'exécution (5) (Dépenses décaissées 2015)	Exécution (5) (Dépenses décaissées 2015)	Exécution (décaissements)	Exécution	Budget initial	Nouvelle prévision d'exécution (décaissements sur 2016)	Exécution
Dépenses de personnel										
Emplois sous plafond 1	Titulaires	Enseignants et enseignants chercheurs			55 085 084	17 765 595	0		0	
		Personnels BIATSS et autres personnels titulaires (2)	79 552 715	79 221 305	23 912 555	8 050 490	0	79 402 707	79 059 570	0
		dont cours complémentaires (notamment ceux financés sur ressources propres)	1	1	1	1	0	1	1	0
	sous total titulaires		79 552 715	79 221 305	78 997 639	25 816 085	0	79 402 707	79 059 570	0
	Non titulaires	Enseignants et enseignants chercheurs			7 410 617	2 485 337	0		0	
		dont ATER et doctorants contractuels			6 725 179	2 253 059	0		0	
		Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires			1 357 230	468 878	0		0	
		dont CDI	9 283 371	8 769 919	137 879	38 493	0	9 123 664	8 998 613	0
	sous total non titulaires		9 283 371	8 769 919	8 767 847	2 954 215	0	9 123 664	8 998 613	0
	Total titulaires et non titulaires (plafonds 1)		88 836 086	87 991 224	87 765 486	28 770 300	0	88 526 371	88 058 183	0
Emplois sous plafond 2	Non titulaires	Enseignants et enseignants chercheurs			3 612 236	1 071 654	0		0	
		dont CDI			58 941	19 698	0		0	
		Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires			1 218 988	393 030	0		0	
		dont CDI	4 539 258	4 639 423	90 182	10 639	0	4 570 417	4 609 954	0
	Total non titulaires (plafond 2)		4 539 258	4 639 423	4 831 224	1 464 684	0	4 570 417	4 609 954	0
Total général (emplois rémunérés par l'opérateur)	Titulaires (plafond 1)	Enseignants et enseignants chercheurs			55 085 084	17 765 595	0		0	
		Personnels BIATSS et autres personnels titulaires	79 552 715	79 221 305	23 912 555	8 050 490	0	79 402 707	79 059 570	0
	Non titulaires (plafonds 1 et 2)	Enseignants et enseignants chercheurs			11 022 853	3 556 991	0		0	
		Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires	13 822 629	13 409 342	2 576 218	861 908	0	13 694 081	13 608 567	0
		sous total non titulaires	13 822 629	13 409 342	13 599 071	4 418 899	0	13 694 081	13 608 567	0
	Total général (plafonds 1 et 2)		93 375 344	92 630 647	92 596 710	30 234 984	0	93 096 788	92 668 137	0
Autres dépenses non ventilables par catégories d'emplois (3)			1 329 819	1 278 760	1 146 129	202 568	0	1 088 699	1 240 920	0
Total des dépenses de personnel suivies dans OREMS (données paie OREMS en			94 705 163	93 909 407	93 742 839	30 437 552	0	94 185 487	93 909 057	0
Autres dépenses non suivies dans OREMS (4)			308 500	376 276	531 570			397 839	435 065	0
Total des dépenses de personnel y compris celles non comptabilisées dans OREMS			95 013 663	94 285 683	94 274 409			94 583 326	94 344 122	0
dont fonctionnaires stagiaires ENS			32 858 618	32 189 141	32 198 541	10 456 620	0	32 052 262	31 855 249	0
dont dépenses de personnels sur contrats de recherche (6) (saisie de l'exécution 2015 et fin avril			3 810 777	3 786 710	4 109 414	1 309 459	0	3 748 220	4 090 298	0

Tableau 3 : Document prévisionnel de gestion des emplois et crédits de personnel (DPG) - Décomposition des facteurs d'évolution de la masse salariale entre 2015 et 2016 (en € en flux)

Phase 2 : Enquête validée

Année	2016
Phase	fin avril 2016
N° UAI	0694123G
Libellé	
établissement	ENS de Lyon

	Prévision d'exécution 2015 ou exécution 2015 (dépendances décaissées sur 2015) (1)	Correction de l'exécution (événements exceptionnels non reductibles) (1 bis)	Extension en Année Pleine des mesures 2015 (2)		Mesures entrant en vigueur en année 2016													Total des flux de 2016 (somme des colonnes II à XVI)	Total prévision ou réprévision sur 2016 (sauf phase 4 : Exécution (XVIII=I+XVII))	Données à modifier en phase 2 : dernier budget voté (sur 2015 en phase 1, sur 2016)	Ecart prévision / dernier (XVIII-XIX)
			Mesures catégorielles (personnels titulaires exclusivement)	Schéma d'emplois 2015 (hors contrats de recherche)	Evolution de la structure des emplois (dont restructuration, restructuration de)	Obligatoires					GVT solde (hors colonnes III, VI, XII et XIII) personnels titulaires exclusivement (5)	Evolution de la structure des emplois (dont restructuration, restructuration de)	Discretionnaires								
						Mesures générales (dont valeur du point FP) et mesures catégorielles	SMIC (3)	CAS Pensions (et ATI) (3)	Autres cotisations (3)	Indemnité obligatoire (4)			Schéma d'emplois hors contrats de recherche (6)	Indemnité à l'initiative de l'établissement (7)	Variations des heures complémentaires	Variations sur les contrats de recherche (8)	Autres à détailler				
III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII	XIII	XIV	XV	XV bis	XVI	XVII	XVIII	XIX	XX			
Crédits de Masse salariale globale = Montant limitatif en AE=CP	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII	XIII	XIV	XV	XV bis	XVI	XVII	XVIII	XIX	XX
Rémunérations principales	47 485 865	0	0	-345 858	0	137 709	0	0	0	0	278 721	169 288	0	0	-12 415	18 868	246 313	47 732 178	47 707 209	24 969	
Sous total titulaires (calcul automatique)	38 370 413	0	0	-412 042	0	119 181	0	0	0	0	278 721	475 908	0	0	0	0	461 768	38 832 181	38 341 325	490 856	
Sous total non titulaires et autres (calcul automatique)	9 115 452	0	0	66 184	0	18 528	0	0	0	0	-306 620	-306 620	0	0	-12 415	18 868	-215 455	8 899 997	9 365 884	-465 887	
Titulaires																					
Enseignants et enseignants chercheurs (dont fonctionnaires stagiaires pour les ENS uniquement)	27 406 514	0	0	-452 290	0	81 520	0	0	0	0	163 728	435 669	0	0	0	0	228 627	27 635 141	27 285 553	349 588	
Personnels BIATSS et autres personnels titulaires	10 963 899	0	0	40 248	0	37 661	0	0	0	0	114 993	40 239	0	0	0	0	233 141	11 055 772	11 055 772	141 268	
Enseignants et enseignants chercheurs	7 375 455	0	0	50 832	0	15 693	0	0	0	0	-154 437	-154 437	0	0	-9 411	0	-97 323	7 278 132	7 596 514	-318 382	
Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires	1 736 055	0	0	15 352	0	2 835	0	0	0	0	-152 183	-152 183	0	0	-3 004	0	-137 000	1 599 055	1 753 770	-154 715	
dont CDI	275 405	0	0	-68 881	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-68 881	206 524	203 871	2 653	
dont personnels recrutés et financés sur contrats de recherche (8)	3 650 946	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-18 868	0	-18 868	3 632 078	3 748 220	-116 142	
Autres : stagiaires, apprentis □	3 942	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18 868	18 868	22 810	15 600	7 210	
Rémunérations accessoires	5 834 622	0	0	-29 765	0	6 577	0	0	0	0	17 044	17 044	0	200 000	-175 081	-736	-322 567	-304 528	5 530 094	5 911 495	-381 401
Sous total titulaires (à saisir obligatoirement)	4 286 550	0	0	-32 775	0	5 689	0	0	0	0	-97 679	-97 679	0	190 000	-128 334	-24 135	-87 234	4 199 316	4 382 209	-182 893	
Sous total non titulaires et autres (à saisir obligatoirement)	1 548 072	0	0	3 010	0	888	0	0	0	0	114 723	114 723	0	10 000	-46 747	-736	-298 432	-217 294	1 330 778	1 529 286	-198 508
Cours complémentaires et vacations d'enseignement	475 081	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-175 081	0	-175 081	300 000	360 000	-60 000	
Autres rémunérations accessoires (dont versement au titre des compléments d'épargne temps)	1 232 222	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-322 567	-322 567	909 655	1 232 091	-322 436	
Primes et indemnités des enseignants et enseignants chercheurs	1 458 741	0	0	-40 828	0	4 643	0	0	0	0	-69 047	-69 047	0	0	0	0	-105 232	1 353 509	1 448 422	-94 913	
Primes et indemnités des BIATSS et autres personnels	2 668 578	0	0	11 063	0	1 934	0	0	0	0	86 091	86 091	0	200 000	-736	0	298 352	2 966 930	2 870 982	95 948	
Cotisations et contributions sociales	40 069 110	0	0	-457 636	0	118 973	0	0	0	0	254 160	-2 546	0	0	0	-5 717	0	-96 776	39 976 344	40 168 122	-191 778
Sous total titulaires (calcul automatique)	36 434 958	0	0	-533 440	0	113 969	0	0	0	0	254 160	5 236	0	0	0	0	-160 075	36 274 883	36 451 262	-176 379	
Sous total non titulaires et autres (calcul automatique)	3 634 152	0	0	75 804	0	5 004	0	0	0	0	-7 782	-7 782	0	0	0	-5 717	0	67 309	3 701 461	3 716 860	-15 399
Cas pensions + ATI	29 169 047	0	0	-364 988	0	90 135	0	0	0	0	205 867	255 944	0	0	0	0	186 958	29 356 005	29 165 335	190 670	
Autres cotisations titulaires	7 265 911	0	0	-168 452	0	23 834	0	0	0	0	48 293	-250 708	0	0	0	0	-347 033	6 918 878	7 285 927	-367 049	
Cotisations Assedic	715 816	0	0	10 314	0	994	0	0	0	0	-231 351	-231 351	0	0	0	-846	-220 889	494 927	728 639	-233 712	
Autres cotisations non titulaires	2 918 336	0	0	65 490	0	4 010	0	0	0	0	223 569	223 569	0	0	0	-4 871	0	288 198	3 206 534	2 988 221	218 313
Prestations sociales	884 812	0	0	77	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-245 245	-245 168	639 644	796 500	-156 856
Autres charges (provisions)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	94 274 409	0	0	-833 182	0	263 259	0	0	0	0	532 881	183 786	0	200 000	-175 081	-18 868	-548 944	-396 149	94 344 122	94 583 326	-705 066
TOTAL hors prestations	93 389 597	0	0	-833 259	0	263 259	0	0	0	0	532 881	183 786	0	200 000	-175 081	-18 868	-303 699	-150 981	93 238 616	93 786 826	-548 210
dont titulaires (hors prestations)	79 091 921	0	0	-978 257	0	238 839	0	0	0	0	532 881	383 465	0	190 000	-128 334	-24 135	214 459	79 306 380	79 174 796	131 584	
dont non titulaires et autres (hors prestations)	14 297 676	0	0	144 998	0	24 420	0	0	0	0	-199 679	-199 679	0	10 000	-46 747	-18 868	-279 564	-365 440	13 932 236	14 612 030	-679 794
Incidence sur 2017												924 962	0	0	0	0	0	0	0	0	0
dont incidence rémunération principale (saisie obligatoire sur colonnes												547 577	0	0	0	0	0	0	0	0	0
dont incidence rémunérations accessoires (saisie obligatoire sur												-19 476	0	0	0	0	0	0	0	0	0
dont incidence cotisations et contributions sociales												396 861	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Tableau des dépenses par destination ENS de Lyon

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
Formation initiale et continue	20 847 858	20 847 858	1 469 652	1 469 652	245 540	245 540	22 563 050	22 563 050
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	930 402	930 402	524 103	524 103	6 120	6 120	1 460 625	1 460 625
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	13 963 213	13 963 213	920 527	920 527	239 420	239 420	15 123 160	15 123 160
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	5 954 243	5 954 243	25 022	25 022	-	-	5 979 265	5 979 265
D105 - Bibliothèques et documentation	4 899 431	4 899 431			-	-	4 899 431	4 899 431
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	2 922 694	2 922 694	1 748 360	1 748 360	629 906	629 906	5 300 960	5 300 960
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	2 377 659	2 377 659	713 728	713 728	92 523	92 523	3 183 910	3 183 910
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	3 280 653	3 280 653	1 951 676	1 951 676	1 153 450	1 153 450	6 385 779	6 385 779
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	-	-			-	-	-	-
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	813 607	813 607	242 705	242 705	144 263	144 263	1 200 575	1 200 575
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	6 556 744	6 556 744	946 123	946 123	168 072	168 072	7 670 939	7 670 939
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	3 393 154	3 393 154	1 405 085	1 405 085	245 343	245 343	5 043 582	5 043 582
D113 - Diffusion des savoirs et musées	2 683 554	2 683 554	377 700	377 700	124 000	124 000	3 185 254	3 185 254
D114 - Immobilier	3 094 795	3 094 795	30 132 586	6 752 586	8 851 974	6 737 032	42 079 355	16 584 413
D115 - Pilotage et support	42 884 408	42 884 408	5 113 337	5 113 337	484 920	484 920	48 482 665	48 482 665
Étudiants	561 215	561 215	1 113 982	1 113 982	2 530	2 530	1 677 727	1 677 727
D201 - Aides directes aux étudiants	37 065	37 065	992 582	992 582	-	-	1 029 647	1 029 647
D202 - Aides indirectes	-	-			-	-		
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	524 150	524 150	121 400	121 400	2 530	2 530	648 080	648 080
Total	94 315 772	94 315 772	45 214 934	21 834 934	12 142 521	10 027 579	151 673 227	126 178 285

Tableau des recettes par origine ENS de Lyon

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public	103 449 659					137 500			103 587 159
Droits d'inscription					416 345				416 345
Formation continue, diplômes propres et VAE					135 000				135 000
Taxe d'apprentissage					77 186				77 186
Contrats et prestations de recherche hors ANR							6 000	527 501	533 501
Valorisation					115 964				115 964
ANR investissements d'avenir				109 010			460 526		569 536
ANR hors investissements d'avenir				395 048			1 752 310		2 147 358
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région				4 500			926 309		930 809
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne								1 757 531	1 757 531
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres		300 166		1 201 297		4 806 678	792 252	646 491	7 746 884
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs								598 321	598 321
Autres recettes					5 409 267			65 000	5 474 267
Total	103 449 659	300 166	-	1 709 855	6 153 762	4 944 178	3 937 397	3 594 844	124 089 861
							SOLDE BUDGETAIRE (DEFICIT)		- 2 088 424

Tableau des dépenses par destination BDL

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
Formation initiale et continue	28 350	28 350	1 111 009	1 111 009	10 000	10 000	1 149 359	1 149 359
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence								
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master								
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat								
D105 - Bibliothèques et documentation	28 350	28 350	1 111 009	1 111 009	10 000	10 000	1 149 359	1 149 359
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé								
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies								
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur								
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies								
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement								
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société								
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale								
D113 - Diffusion des savoirs et musées								
D114 - Immobilier					-	-	-	-
D115 - Pilotage et support								
Étudiants								
D201 - Aides directes aux étudiants								
D202 - Aides indirectes								
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives								
Total	28 350	28 350	1 111 009	1 111 009	10 000	10 000	1 149 359	1 149 359

Tableau des recettes par origine BDL

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public	1 074 718								1 074 718
Droits d'inscription									-
Formation continue, diplômes propres et VAE									-
Taxe d'apprentissage									-
Contrats et prestations de recherche hors ANR									-
Valorisation									-
ANR investissements d'avenir									-
ANR hors investissements d'avenir									-
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région							5 000		5 000
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne									-
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres				95 350					95 350
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs									-
Autres recettes					13 100				13 100
Total	1 074 718	-		95 350	13 100	-	5 000	-	1 188 168
							SOLDE BUDGETAIRE (excédent)		38 809

Opérations pour le compte de tiers

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Suivi des opérations au nom et pour le compte de tiers - ENS de Lyon

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Prévisions de décaissements	Prévisions d'encaissements
Bourses Aide à la mobilité internationale	C 46711	AMI	50 400	50 400
TVA	C 445	TVA	1 600 000	1 700 000
Cautions résidences étudiantes	C1655	Cautionnements	195 000	195 000
TOTAL			1 845 400	1 945 400

Suivi des opérations au nom et pour le compte de tiers - BDL

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Prévisions de décaissements	Prévisions d'encaissements
TVA	C 445	TVA	130 000	100 000
TOTAL			130 000	100 000

Plan de trésorerie

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de la trésorerie annuelle		
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	19 844 352														
dont placements	0														
ENCAISSEMENTS															
A1. Recettes budgétaires globalisées	25 862 046	492 190	579 427	25 879 229	838 829	437 483	36 738 590	55 352	933 405	16 466 998	971 809	2 358 083	111 613 442		
Subvention pour charges de service public	25 505 579			25 506 117			35 996 242			15 567 018		874 703	103 449 659		
Autres financements de l'Etat				14 000	47 000	36 500	33 100	-	17 000	28 399	-	124 167	300 166		
Fiscalité affectée													-		
Autres financements publics	14 371	4 217	-	52 221	129 922	140 504	225 184	-	420 099	82 335	241 002	400 000	1 709 855		
Recettes propres	342 096	487 973	579 427	306 891	661 907	260 479	484 064	55 352	496 306	789 246	730 807	959 213	6 153 762		
A2. Recettes budgétaires fléchées	602 018	724 548	869 021	169 133	179 351	1 078 274	2 204 851	771 735	4 314 280	276 553	385 203	901 452	12 476 419		
Financements de l'Etat fléchés	-	-	-	-	-	30 000	1 562 145	65 000	3 232 900	20 000	25 000	9 133	4 944 178		
Autres financements publics fléchés	204 542	519 254	240 712	167 533	179 351	588 477	480 913	306 411	238 146	123 695	238 003	650 359	3 937 397		
Recettes propres fléchées	397 476	205 294	628 309	1 600	-	459 797	161 793	400 324	843 234	132 858	122 200	241 959	3 594 844		
A3. Opérations non budgétaires	-	556 521	25 993	54 666	64 666	130 386	30 000	240 112	172 684	83 640	396 253	190 479	1 945 400		
Nouveaux emprunts													-		
Opérations géré en compte de tiers (encaissements de l'exercice) hors TVA													-		
TVA encaissée		541 401	25 993	35 954	26 610	130 042	30 000	210 000	50 000	65 000	395 000	190 000	1 700 000		
Autres encaissements sur comptes de tiers		15 120		18 712	38 056	344	30 112	122 684	18 640	1 253	479	479	245 400		
A. TOTAL	26 464 064	1 773 259	1 474 441	26 103 028	1 082 846	1 646 142	38 973 441	1 067 199	5 420 370	16 827 192	1 753 265	3 450 014	126 035 261		
DECAISSEMENTS															
B1. Enveloppes hors recettes fléchées	7 384 525	9 683 328	8 153 635	9 113 752	9 060 078	8 574 781	8 838 615	7 576 567	9 783 175	10 556 571	11 245 539	12 093 243	112 063 809		
Personnel	7 336 786	7 322 210	7 373 265	7 327 087	7 251 309	7 548 466	7 497 907	7 407 986	7 900 896	7 848 042	7 583 915	8 141 532	90 539 400		
Fonctionnement	47 739	2 300 178	744 734	1 663 959	1 756 242	897 580	908 437	163 414	1 391 023	2 183 259	1 885 610	3 276 745	17 218 920		
Intervention													-		
Investissement		60 940	35 636	122 706	52 527	128 734	432 271	5 167	491 256	525 270	1 776 014	674 967	4 305 489		
B2. Dépenses sur recettes fléchées	316 607	496 425	593 987	638 005	514 502	1 435 465	1 692 729	579 976	3 721 016	2 274 471	1 490 156	361 136	14 114 476		
Personnel	287 955	310 214	314 433	309 266	298 365	337 567	322 977	311 324	312 857	324 991	335 973	310 451	3 776 372		
Fonctionnement	28 652	174 286	215 215	230 460	186 951	716 079	776 780	268 652	537 412	576 940	853 901	50 686	4 616 014		
Intervention													-		
Investissement	-	11 925	64 339	98 279	29 186	381 819	592 972	-	2 870 748	1 372 540	300 282	-	5 722 090		
B3. Opérations non budgétaires	2 196	116 113	131 634	140 854	103 295	173 119	180 345	94 418	236 453	135 892	277 344	253 737	1 845 400		
Remboursements d'emprunts													-		
Opérations gérées en compte de tiers (décaissements de l'exercice) hors TVA													-		
TVA décaissée	2 196	113 713	128 834	107 869	91 979	115 409	145 000	48 000	200 000	125 000	270 000	252 000	1 600 000		
Autres décaissements sur comptes de tiers		2 400	2 800	32 985	11 316	57 710	35 345	46 418	36 453	10 892	7 344	1 737	245 400		
B. TOTAL	7 703 328	10 295 866	8 879 256	9 892 611	9 677 875	10 183 364	10 711 689	8 250 961	13 740 644	12 966 933	13 013 040	12 708 117	128 023 685		
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	18 760 736	- 8 522 607	- 7 404 815	16 210 417	- 8 595 029	- 8 537 222	28 261 751	- 7 183 762	- 8 320 274	3 860 259	- 11 259 775	- 9 258 103	- 1 988 424		
SOLDE CUMULE (1) + (2)	38 605 088	30 082 481	22 677 666	38 888 083	30 293 055	21 755 833	50 017 584	42 833 822	34 513 548	38 373 806	27 114 032	17 855 928	17 855 928		
													dont trésorerie fléchée = A2 - B2	- 1 638 057	
														dont trésorerie sur op. non budgétaires = A3-B3	100 000

Plan de trésorerie BDL

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de la trésorerie annuelle	
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	341 790													
<i>dont placements</i>	0													
ENCAISSEMENTS														
A1. Recettes budgétaires globalisées	264 374	201	28 501	265 024	814	400	392 284	-	40 465	159 813	28 765	2 528	1 183 168	
Subvention pour charges de service public	263 644			263 644			389 151			158 278			1 074 718	
Autres financements de l'Etat													-	
Fiscalité affectée													-	
Autres financements publics			26 331				2 019		40 000		27 000		95 350	
Recettes propres	730	201	2 170	1 379	814	400	1 114	-	465	1 535	1 765	2 528	13 100	
A2. Recettes budgétaires fléchées	-	-	-	-	-	5 000	-	-	-	-	-	-	5 000	
Financements de l'Etat fléchés													-	
Autres financements publics fléchés						5 000							5 000	
Recettes propres fléchées													-	
A3. Opérations non budgétaires	-	26 527	-	-	-	13 473	-	40 000	-	-	20 000	-	100 000	
Nouveaux emprunts													-	
Opérations géré en compte de tiers (encaissements de l'exercice) hors TVA													-	
TVA encaissée		26 527				13 473		40 000			20 000		100 000	
Autres encaissements sur comptes de tiers													-	
A. TOTAL	264 374	26 728	28 501	265 024	814	18 873	392 284	40 000	40 465	159 813	48 765	2 528	1 288 168	
DECAISSEMENTS														
B1. Enveloppes hors recettes fléchées	21 974	85 923	225 905	18 447	36 224	64 261	77 326	10 221	79 118	120 558	105 448	293 954	1 139 359	
Personnel	2 560	2 560	2 560	2 560	2 560	2 600			3 237	3 237	3 237	3 237	28 350	
Fonctionnement	19 414	83 362	223 344	15 887	33 663	61 661	67 326	10 221	75 881	117 321	102 211	290 717	1 101 009	
Intervention													-	
Investissement							10 000						10 000	
B2. Dépenses sur recettes fléchées	-	-	-	-	-	909	-	-	1 396	6 756	939	-	10 000	
Personnel													-	
Fonctionnement						909			1 396	6 756	939		10 000	
Intervention													-	
Investissement													-	
B3. Opérations non budgétaires	-	2 732	17 007	22 318	15 663	9 281	12 000	-	6 000	7 000	18 000	20 000	130 000	
Remboursements d'emprunts													-	
Opérations gérées en compte de tiers (décaissements de l'exercice) hors TVA													-	
TVA décaissée		2 732	17 007	22 318	15 663	9 281	12 000		6 000	7 000	18 000	20 000	130 000	
Autres décaissements sur comptes de tiers													-	
B. TOTAL	21 974	88 654	242 912	40 765	51 887	74 451	89 326	10 221	86 514	134 314	124 387	313 954	1 279 359	
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	242 401	- 61 926	- 214 411	224 258	- 51 073	- 55 578	302 958	29 779	- 46 049	25 499	- 75 623	- 311 426	8 809	
SOLDE CUMULE (1) + (2)	584 191	522 264	307 854	532 112	481 039	425 461	728 418	758 197	712 148	737 647	662 025	350 599	350 599	
													dont trésorerie fléchée = A2 - B2	- 5 000
													dont trésorerie sur op. non budgétaires = A3-B3	- 30 000

Tableau 8 - EPSCP
Opérations liées aux recettes fléchées

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi des opérations liées aux recettes fléchées

	Antérieures à N non dénouées	N	N+1	N+2	N+3
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)					
Recettes fléchées (b)	23 197 667	12 481 419	5 993 330	3 100 069	2 411 228
Financements de l'État fléchés	2 925 966	4 944 178	844 032	63 750	527 649
Autres financements publics fléchés	7 776 045	3 942 397	2 521 443	1 912 208	1 251 229
Recettes propres fléchées	12 495 656	3 594 844	2 627 855	1 124 111	632 350
Dépenses sur recettes fléchées (c)	22 051 191	14 124 476	10 572 014	5 996 027	5 475 459
Personnel					
AE=CP	8 914 731	3 776 372	2 701 133	1 251 855	476 216
Fonctionnement et intervention					
AE	9 563 994	4 626 014	4 145 726	1 403 598	541 000
CP	9 563 994	4 626 014	4 145 726	1 403 598	541 000
Investissement					
AE	3 572 466	7 837 032	1 736 730	3 187 056	4 458 243
CP	3 572 466	5 722 090	3 725 155	3 340 574	4 458 243
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)		- 1 643 057			

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A - Prévisions de dépenses

Prévision pluriannuelle		
Opération	Nature	Coût total de l'opération
Dépenses d'investissement (PPI)	Investissement	19 315 622
Total Dépenses d'investissement.1		19315621,72
Contrats de recherche	Personnel	
	Fonctionnement et intervention	
	Investissement	
Total contrat de recherche.2		41100782
Contrat de formation continue	Personnel	
	Fonctionnement et intervention	
	Investissement	
Total contrat de formation continue.3		20500
Contrat d'enseignement	Personnel	
	Fonctionnement et intervention	
	Investissement	
Total contrat de formation continue.4		2178067
	Ss total personnel	
	Ss total fonctionnement et intervention	
	Ss total investissement	
TOTAL		62 614 971

Prévision N (BI + BR)									
AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE reprogrammées ou reportées en N*	AE nouvelles ouvertes en N	TOTAL des AE ouvertes en N	CP ouverts les années antérieures à N	CP consommés les années antérieures à N	CP reprogrammés ou reportés en N*	CP nouveaux ouverts en N	TOTAL des CP ouverts en N
(2)	(3)	(4) <= (2) - (3)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9) <= (7) - (8)	(10)	(11) = (9) + (10)
552 174	552 174	-	7 016 585	7 016 585	776 893	776 893	-	4 901 642	4 901 642
552174	552174	0	7016585	7016585	776893	776893	0	4901642,4	4901642,4
8 859 709	8 859 709	-	3 735 563	3 735 563	8 859 709	8 859 709	-	3 735 563	3 735 563
8 933 872	8 933 872	-	4 109 688	4 109 688	8 933 872	8 933 872	-	4 109 688	4 109 688
2 503 699	2 503 699	-	717 678	717 678	2 503 699	2 503 699	-	717 678	717 678
20 297 280	20 297 280	-	8 562 929	8 562 929	20 297 280	20 297 280	-	8 562 929	8 562 929
10 796	10 796	-	5 464	5 464	10 796	10 796	-	5 464	5 464
1 577	1 577	-	2 663	2 663	1 577	1 577	-	2 663	2 663
		-					-		
12 373	12 373	-	8 127	8 127	12 373	12 373	-	8 127	8 127
44 226	44 226	-	35 345	35 345	44 226	44 226	-	35 345	35 345
628 545	628 545	-	513 663	513 663	628 545	628 545	-	513 663	513 663
291 874	291 874	-	102 769	102 769	291 874	291 874	-	102 769	102 769
964 645	964 645	-	651 777	651 777	964 645	964 645	-	651 777	651 777
8 914 731	8 914 731	-	3 776 372	3 776 372	8 914 731	8 914 731	-	3 776 372	3 776 372
9 563 994	9 563 994	-	4 626 014	4 626 014	9 563 994	9 563 994	-	4 626 014	4 626 014
3 347 747	3 347 747	-	7 837 032	7 837 032	3 572 466	3 572 466	-	5 722 090	5 722 090
21826472	21826472	0	16239418	16239418	22051191	22051191	0	14124475,8	14124475,8

Prévision N+1 et suivantes					
AE prévues en N+1	CP prévus en N+1	AE prévues en N+2	CP prévus en N+2	AE prévues > N+2	CP prévus > N+2
(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)
1 468 230	3 429 655	3 068 056	3 221 574	4 418 243	4 418 243
1468230	3429655	3068056	3221574	4418243	4418243
2 689 133	2 689 133	1 251 855	1 251 855	476 216	476 216
3 780 330	3 780 330	1 383 598	1 383 598	541 000	541 000
287 500	287 500	119 000	119 000	40 000	40 000
6756963	6756963	2754453	2754453	1057216	1057216
-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-
0	0	0	0	0	0
12 000	12 000	-	-	-	-
365 396	365 396	20 000	20 000	-	-
8 000	8 000	-	-	-	-
385396	385396	20000	20000	0	0
2 701 133	2 701 133	1 251 855	1 251 855	476 216	476 216
4 145 726	4 145 726	1 403 598	1 403 598	541 000	541 000
1 763 730	3 725 155	3 187 056	3 340 574	4 458 243	4 458 243
8610589	10572014	5842509	5996027	5475459	5475459

A l'occasion du budget initial N, cette colonne enregistre les reprogrammations en AE ou en CP de N-1 sur N. Lors du premier budget rectificatif N, le cas échéant présenté avec le compte financier N-1, cette colonne enregistre les éventuels reports en AE et en CP.

B - Prévisions de recettes

Opération	Nature	Prévision
		Financement de l'opération
Dépenses d'investissement (PPI)	Financement de l'Etat*	-
	Autres financements publics**	
	Autres financements***	
Total PPI.1		-
Contrats de recherche	Financement de l'Etat*	2 358 219
	Autres financements publics**	17 471 216
	Autres financements***	20 004 791
Total contrat de recherche.2		39 834 226
Contrat de formation continue	Financement de l'Etat*	
	Autres financements publics**	20 500
	Autres financements***	
Total contrat de formation continue.3		20 500
Contrat d'enseignement	Financement de l'Etat*	20 000
	Autres financements publics**	1 308 353
	Autres financements***	651 649
contrat de formation continue.4		1 980 002
	Ss total financement de l'Etat	2 378 219
	Ss total autres financements publics	18 800 069
	Ss total autres financements	20 656 440
TOTAL		41 834 728

Prévision N	
Encaissements des années antérieures à N	Encaissement prévus en N
(19)	(20)
-	-
-	-
-	-
-	-
1 729 525	286 633
7 343 090	3 436 162
12 367 126	3 183 802
21 439 741	6 906 597
-	-
-	20 500
-	20 500
20 000	-
432 955	485 735
128 530	411 042
581 485	896 777
1 749 525	286 633
7 776 045	3 942 397
12 495 656	3 594 844
22 021 226	7 823 874

Prévisions en N+1 et suivantes		
Encaissements prévus en N+1	Encaissements prévus en N+2	Encaissements prévus > N+2
(21)	(22)	(23)
-	-	-
-	-	-
-	-	-
195 811	63 750	30 000
2 301 942	1 742 045	1 251 229
2 529 158	1 110 732	632 350
5 026 911	2 916 527	1 913 579
-	-	-
-	-	-
-	-	-
219 501	170 163	-
98 697	13 379	-
318 198	183 542	-
195 811	63 750	30 000
2 521 443	1 912 208	1 251 229
2 627 855	1 124 111	632 350
5 345 109	3 100 069	1 913 579

* Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financement de l'Etat fléchés

** Autres financements publics (globalisés ou fléchés)

*** Recettes propres et recettes propres fléchés

Tableau 10 EPSCP
Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

C - Exécution des dépenses

Opération	Nature	Coût total de l'opération	AE consommées les années antérieures à N	AE consommées en N	TOTAL des AE consommées	CP consommées les années antérieures à N	CP consommés en N	TOTAL des CP consommés	Restes à
									Sur les AE consommées
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (4) - (7)
Dépenses d'investissement (PPI)	Investissement	13 315 622	552 174	2 587 021	3 139 195	776 893	114 996	891 889	2 247 306
Total Dépenses d'investissement.1		13 315 622	552 174	2 587 021	3 139 195	776 893	114 996	891 889	2 247 306
Contrats de recherche	Personnel		8 859 709	1 510 334	10 370 043	8 859 709	1 510 334	10 370 043	-
	Fonctionnement et intervention		8 933 872	736 430	9 670 302	8 933 872	736 430	9 670 302	-
	Investissement		2 503 699	55 594	2 559 293	2 503 699	55 594	2 559 293	-
Total contrat de recherche.2		41 100 782	20 297 280	2 302 358	22 599 638	20 297 280	2 302 358	22 599 638	-
Contrat de formation continue	Personnel		10 796	5 412	16 208	10 796	5 412	16 208	-
	Fonctionnement et intervention		1 577	1 712	3 289	1 577	1 712	3 289	-
	Investissement				-		-	-	-
Total contrat de formation continue.3		20 500	12 373	7 124	19 497	12 373	7 124	19 497	-
Contrat d'enseignement	Personnel		44 226	4 487	48 713	44 226	4 487	48 713	-
	Fonctionnement et intervention		628 545	97 422	725 967	628 545	97 422	725 967	-
	Investissement		291 874	33 139	325 013	291 874	33 139	325 013	-
Total contrat de formation continue.4		2 178 067	964 645	135 048	1 099 693	964 645	135 048	1 099 693	-
	Ss total personnel	-	8 914 731	1 520 233	10 434 964	8 914 731	1 520 233	10 434 964	-
	Ss total fonctionnement et intervention	-	9 563 994	835 564	10 399 558	9 563 994	835 564	10 399 558	-
	Ss total investissement	-	3 347 747	2 675 754	6 023 501	3 572 466	203 729	3 776 195	2 247 306
TOTAL		62 614 971	21 826 472	5 031 551	26 858 023	22 051 191	2 559 526	24 610 717	2 247 306

D - Exécution des recettes

		Prévision	Exécution au 31/05/2016		Prévisions en N+1 et suivantes
Opération	Nature	Financement de l'opération	Encaissements des années antérieures à N	Encaissement réalisés en N	Reste à encaisser en N+1 et suivantes (14) = (11) - (12) - (13)
		(11)	(12)	(13)	
Dépenses d'investissement (PPI)	Financement de l'Etat*	6 979 856	1 176 441	-	5 803 415
	Autres financements publics**				-
	Autres financements***				-
Total PPI.1		6 979 856	1 176 441	-	5 803 415
Contrats de recherche	Financement de l'Etat*	2 358 219	1 729 525	-	628 694
	Autres financements publics**	17 471 216	7 343 090	1 129 538	8 998 588
	Autres financements***	20 004 791	12 367 126	1 232 679	6 404 986
Total contrat de recherche.2		39 834 226	21 439 741	2 362 217	16 032 268
Contrat de formation continue	Financement de l'Etat*				-
	Autres financements publics**	20 500	-	16 400	4 100
	Autres financements***				-
Total contrat de formation continue.3		20 500	-	16 400	4 100
Contrat d'enseignement	Financement de l'Etat*	20 000	20 000	-	-
	Autres financements publics**	1 308 353	432 955	165 454	709 944
	Autres financements***	651 649	128 530	-	523 119
Total contrat de formation continue.4		1 980 002	581 485	165 454	1 233 063
	Ss total financement de l'Etat	9 358 075	2 925 966	-	6 432 109
	Ss total autres financements publics	18 800 069	7 776 045	1 311 392	9 712 632
	Ss total autres financements	20 656 440	12 495 656	1 232 679	6 928 105
			23 197 667	2 544 071	23 072 846

** Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financement de l'Etat fléchés

*** Autres financements publics (globalisés ou fléchés)

**** Ressources propres et autres recettes fléchés

Tableau de synthèse budgétaire et comptable ENS de Lyon

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		BR 2016		
Stocks initiaux	1	Niveau initial de restes à payer		
	2	Niveau initial du fonds de roulement	14 557 858	
	3	Niveau initial du besoin en fonds de roulement	-5 286 494	
	4	Niveau initial de la trésorerie	19 844 352	
	4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée		
	4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée		
Flux de l'année	5	Autorisations d'engagement	151 673 227	
	6	Résultat patrimonial	1 051 463	
	7	Capacité d'autofinancement (CAF)	3 961 463	
	8	Variation du fonds de roulement	-1 251 122	
	9	Opérations bilancielle non budgétaires	SENS	0
		Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ / -	
		Remboursement d'emprunt / prêt accordé	+	
		Cautionnements et dépôts	-	0
	10	Opérations comptable non retraitées par la CAF, non budgétaires	SENS	0
		Variation des stocks	+ / -	
		Production immobilisée	+	
		Charges sur créances irrécouvrables	-	
		Produits divers de gestion courante	+	
	11	Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires	SENS	837 302
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+	837 302
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	
	12	Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11		-2 088 424
		12.a	Recettes budgétaires	124 089 861
	12.b	Crédits de paiement ouverts	126 178 285	
13	Flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires		-100 000	
14	Variation de la trésorerie = 12 - 13		-1 988 424	
	14.a	dont variation de la trésorerie fléchée	-1 638 057	
	14.b	dont variation de la trésorerie non fléchée	-350 367	
15	Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13		737 302	
16	Restes à payer		25 494 942	
17	Niveau final de restes à payer		25 494 942	
Stocks finaux	18	Niveau final du fonds de roulement	13 306 736	
	19	Niveau final du besoin en fonds de roulement	-4 549 192	
	20	Niveau final de la trésorerie	17 855 928	
		20.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée	
		20.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée	
		Comptabilité budgétaire		
		Comptabilité générale		

Tableau de synthèse budgétaire et comptable BDL

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		BR 2016		
Stocks initiaux	1	Niveau initial de restes à payer		
	2	Niveau initial du fonds de roulement	330 617	
	3	Niveau initial du besoin en fonds de roulement	-11 173	
	4	Niveau initial de la trésorerie	341 790	
	4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée		
	4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée		
Flux de l'année	5	Autorisations d'engagement	1 149 359	
	6	Résultat patrimonial	0	
	7	Capacité d'autofinancement (CAF)	53 809	
	8	Variation du fonds de roulement	43 809	
	9	Opérations bilancielle non budgétaires	SENS	0
		Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ / -	
		Remboursement d'emprunt / prêt accordé	+	
		Cautionnements et dépôts	-	
	10	Opérations comptable non retraitées par la CAF, non budgétaires	SENS	0
		Variation des stocks	+ / -	
		Production immobilisée	+	
		Charges sur créances irrécouvrables	-	
		Produits divers de gestion courante	+	
	11	Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires	SENS	5 000
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	-	5 000
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	
	12	Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11		38 809
		12.a	Recettes budgétaires	1 188 168
	12.b	Crédits de paiement ouverts	1 149 359	
13	Flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires		30 000	
14	Variation de la trésorerie = 12 - 13		8 809	
	14.a	dont variation de la trésorerie fléchée	-5 000	
	14.b	dont variation de la trésorerie non fléchée	13 809	
15	Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13		35 000	
16	Restes à payer		0	
17	Niveau final de restes à payer		0	
Stocks finaux	18	Niveau final du fonds de roulement	374 426	
	19	Niveau final du besoin en fonds de roulement	23 827	
	20	Niveau final de la trésorerie	350 599	
		20.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée	
		20.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée	
		Comptabilité budgétaire		
		Comptabilité générale		

TABLEAU RETRACANT LES MOYENS DES UNITES DE RECHERCHE

Unités	Moyens de l'établissement	MOYENS HORS BUDGET DE L'ETABLISSEMENT													
		CNRS		INRA		INRIA		INSERM		UCBL		LYON2		IEP	
IGFL Institut de Génomique Fonctionnelle de Lyon UMR 5242	Fonctionnement	127 200		177 879		33 150				80 582					
	Personnel	6	Emplois	18		10			2		16				
	Investissement														
LBMC Laboratoire de Biologie Moléculaire de la Cellule UMR 5239	Fonctionnement	197 000		221 000						65 000					
	Personnel	4	Emplois	19					4		8			2	
	Investissement														
Laboratoire de Chimie UMR 5182	Fonctionnement	107 000		46 250						11 607					
	Personnel	11	Emplois	16							1				
	Investissement														
LIP Laboratoire de l'Informatique du Parallélisme UMR5668	Fonctionnement	105 000		60 000						47 406					
	Personnel	15	Emplois	12			16				6			1	
	Investissement														
Laboratoire de Physique UMR 5672	Fonctionnement	191 100		201 000						8 826					
	Personnel	17	Emplois	44											
	Investissement														
LGL Laboratoire de Géologie de Lyon UMR 5570	Fonctionnement	118 000		191 500						181 000					
	Personnel	7	Emplois	2							10				
	Investissement														
RDP Laboratoire de Reproduction et Développement des Plantes UMR 5667	Fonctionnement	103 000		90 000		68 928				21 698					
	Personnel	3	Emplois	13		16					4				
	Investissement														
UMPA Unité de Mathématiques Pures et Appliquées UMR 5669	Fonctionnement	74 500		55 000											
	Personnel	12	Emplois	19											
	Investissement														
Centre International de Recherche en Infectiologie (UVH) U1111	Fonctionnement	59 000		85 000				1 040 477		10 903					
	Personnel	3	Emplois	8					20		1				
	Investissement														
ADEF P3 Apprentissage, didactique, évaluation, formation	Fonctionnement	8 500												34 000	
	Personnel	6	Emplois											28	
	Investissement														
STEF P1 Sciences, Techniques, Education, Formation	Fonctionnement	20 000												29 750	
	Personnel	7	Emplois											15	
	Investissement														

Projet annuel de performance

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Données budgétaires

Montant des budgets	Unité	BI 2016	BR 2016	Variation BR 2016 - BI 2016
Budget de l'établissement (en crédits de paiements)	(k€)	132 302 k€	132 973 k€	0,5%
Budget de fonctionnement de l'établissement (hors masse salariale)	(k€)	27 257 k€	28 630 k€	5,0%
Budget de la masse salariale de l'établissement	(k€)	94 568 k€	94 316 k€	-0,3%
Budget d'investissement de l'établissement	(k€)	10 478 k€	10 028 k€	-4,3%

Montant du budget de la recherche	Unité	BI 2016	BR 2016	Variation BR 2016 - BI 2016	Part des actions LOLF au sein du budget global de la recherche BR 2016
Budget global de la recherche (fonctionnement, investissement et personnel en crédits de paiement)	(k€)	27 688 k€	28 786 k€	4,0%	
Budget de recherche (fonctionnement et investissement) de l'établissement	(k€)	9 410 k€	9 441 k€	0,3%	
Budget de recherche - Sciences de la vie, biotechnologie et santé (Code LOLF D106) (fonctionnement et investissement)	(k€)	2 687 k€	2 378 k€	-11,5%	8,3%
Budget de recherche - Mathématiques, sciences et techniques de l'information, micro et nano technologie (Code LOLF D107) (fonctionnement et investissement)	(k€)	979 k€	806 k€	-17,7%	2,8%
Budget de recherche - Physique, chimie et sciences pour l'ingénieur (Code LOLF D108) (fonctionnement et investissement)	(k€)	2 938 k€	3 105 k€	5,7%	10,8%
Budget de recherche - Sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement (Code LOLF D110) (fonctionnement et investissement)	(k€)	304 k€	387 k€	27,2%	1,3%
Budget de recherche - Sciences humaines et sociales (Code LOLF D111) (fonctionnement et investissement)	(k€)	1 297 k€	1 114 k€	-14,1%	3,9%
Budget de recherche interdisciplinaire & transversale (Code LOLF D112) (fonctionnement et investissement)	(k€)	1 206 k€	1 650 k€	36,9%	5,7%

Montant du budget de la Formation, de la vie étudiante, santé des étudiants et rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires	Unité	BI 2016	BR 2016	Variation BR 2016 - BI 2016	Part des actions LOLF au sein du budget global de la formation BR 2016
Budget global de la Formation, de la vie étudiante, santé des étudiants et rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires (fonctionnement, investissement et personnel en crédits de paiement)	(k€)	55 287 k€	56 096 k€	1,5%	
dont budget de la Formation, de la vie étudiante et santé des étudiants (fonctionnement et investissement) de l'établissement	(k€)	2 739 k€	2 832 k€	3,4%	
Budget Formation initiale et continue du baccalauréat à la licence (Code LOLF D101)	(k€)	703 k€	530 k€	-24,6%	0,9%
Budget Formation initiale et continue de niveau master (Code LOLF D102)	(k€)	1 125 k€	1 160 k€	3,1%	2,1%
Budget Formation initiale et continue de niveau doctorat (Code LOLF D103)	(k€)	24 k€	25 k€	4,6%	0,0%
Budget de la vie étudiante et santé des étudiants (Code LOLF D201, D202 et D203)	(k€)	887 k€	1 117 k€	25,8%	2,0%
Rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires	(k€)	32 052 k€	31 855 k€	-0,6%	
Part de la rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires sur le budget de la Formation, de la vie étudiante, santé des étudiants et rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires	%	58%	57%		

Montant du budget de la Diffusion des savoirs, Bibliothèque et documentation	Unité	BI 2016	BR 2016	Variation BR 2016 - BI 2016	Part des actions LOLF au sein du budget global de la diffusion des savoirs BR 2016
Budget global de la Diffusion des savoirs, Bibliothèque et documentation (fonctionnement, investissement et personnel en crédits de paiement)	(k€)	8 111 k€	8 085 k€	-0,3%	
dont budget de la Diffusion des savoirs, Bibliothèque et documentation (fonctionnement et investissement) de l'établissement	(k€)	372 k€	502 k€	34,8%	
Budget Bibliothèque et documentation (Code LOLF D105)	(k€)	0 k€	0 k€		0,0%
Budget Diffusion des savoirs et musées (Code LOLF D113)	(k€)	372 k€	502 k€	34,8%	6,2%

Montant du budget pilotage & immobilier	Unité	BI 2016	BR 2016	Variation BR 2016 - BI 2016	Part des actions LOLF au sein du budget global du pilotage & immobilier
Budget global du pilotage et de l'immobilier de l'établissement (fonctionnement, investissement et personnel en crédits de paiement) - hors rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires.	(k€)	34 621 k€	33 212 k€	-4,1%	
dont budget du pilotage et de l'immobilier de l'établissement (fonctionnement et investissement) de l'établissement	(k€)	18 618 k€	19 088 k€	2,5%	
Budget Pilotage (Code LOLF D115)	(k€)	5 422 k€	5 598 k€	3,3%	16,9%
Budget immobilier (Code LOLF D114)	(k€)	13 197 k€	13 490 k€	2,2%	40,6%

Part des dépenses de personnels sur le budget de fonctionnement	Unité	BI 2016	BR 2016
Part des dépenses de personnel sur le budget de fonctionnement	%	77,6%	76,7%
Part de la rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires sur les dépenses de personnel	%	33,9%	33,8%
Part des dépenses de personnel dans le budget de l'établissement	%	71,5%	70,9%
- Part des dépenses de personnel dans le budget global de la Formation, de la vie étudiante et rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires	%	95,0%	95,0%
- Part des dépenses de personnel dans le budget global de la Diffusion des savoirs, bibliothèque et documentation	%	95,4%	93,8%
- Part des dépenses de personnel dans le budget global de la Recherche	%	66,0%	67,2%
- Part des dépenses de personnel dans le budget global du Pilotage et de l'immobilier de l'établissement	%	46,2%	42,5%

OBJECTIF : Développer l'autonomie financière

Taux d'exécution budgétaire	Unité	Budget Exécuté 2013 (DBM) de l'ENS de Lyon	Budget Exécuté 2014 (DBM) de l'ENS de Lyon	Budget Exécuté 2015 (DBM) de l'ENS de Lyon	Cible 2015
Taux d'exécution des dépenses	%	95,3%	96,9%	98,0%	> 94%
Taux d'exécution des dépenses fonctionnement (hors masse salariale)	%	89,4%	93,9%	95,3%	> 95%
Taux d'exécution des dépenses masse salariale	%	98,1%	99,5%	99,0%	99%
Taux d'exécution des dépenses investissement	%	82,9%	74,2%	94,2%	
Taux d'exécution des recettes	%	97,6%	97,5%	99,1%	> 90%

Sources des données : Rapports de gestion ENS de Lyon

Montants des ressources (en encaissements)	Unité	BI 2016	BR 2016
Montant total des ressources	(k€)	123 894 k€	124 090 k€
Montant total des recettes non encaissables pour information	(k€)	3 367 k€	3 885 k€
Montant total des ressources publiques (fonctionnement + investissement)	(k€)	114 971 k€	114 099 k€
- Crédits Etat (y compris masse salariale si responsabilités et compétences élargies) issus du système de répartition annuelle des moyens et du contrat quinquennal	(k€)	103 652 k€	104 036 k€
- Crédits issus des agences de moyens nationales, européennes et internationales	(k€)	5 960 k€	4 474 k€
- Montant des ressources issues des collectivités locales et territoriales (hors immobilier)	(k€)	702 k€	931 k€
- Crédits immobiliers consommés, plan campus et CPER	(k€)	4 658 k€	4 658 k€
Montant total des ressources propres	(k€)	8 923 k€	9 991 k€
- Montant des droits d'inscription	(k€)	446 k€	416 k€
- Montant de la taxe d'apprentissage	(k€)	50 k€	77 k€
- Montant des ressources issues de la formation continue	(k€)	135 k€	135 k€
- Montant des ressources issues des activités partenariales avec le secteur socio-économique (€)	(k€)	1 034 k€	1 180 k€
- Montant des ressources issues de la propriété intellectuelle (€)	(k€)	113 k€	116 k€
- Montant des ressources issues des fondations, des dons et autres financements	(k€)	6 949 k€	8 066 k€
- Montant des autres ressources propres (Prod. Except., cautions...)	(k€)	195 k€	0 k€
Part des recettes propres sur le total des recettes	Unité	BI 2016	BR 2016
Part des recettes propres sur le total des recettes	%	7%	8%

OBJECTIF : Une formation de très haut niveau

Nombre d'étudiants à l'ENS de Lyon	Unité	Réalisation 2011-12	Réalisation 2012-13	Réalisation 2013-14	Réalisation 2014-15
Nombre total d'étudiants à l'ENS de Lyon (hors auditeurs de cours)	Effectifs	2116	2209	2194	2150

Réussite des étudiants en Master et en Agrégation	Unité	Réalisation 2011-12	Réalisation 2012-13	Réalisation 2013-14	Cible 2015
---	-------	---------------------	---------------------	---------------------	------------

Niveau Master 2 (hors master d'enseignement)

Nombre d'élèves, étudiants inscrits à un Master 2	Nombre	452	380	433	
Nombre d'élèves, étudiants ayant réussi leur Master 2	Nombre	404	327	381	
Taux de réussite au Master 2	%	89,4%	86,1%	88,0%	90%

Agrégation

Nombre d'élèves, étudiants candidats à l'agrégation	Nombre	282	292	301	
Nombre d'élèves, étudiants ayant réussi l'agrégation	Nombre	212	208	217	
Taux de réussite à l'agrégation	%	75%	71%	72%	63%

OBJECTIF : Développer les horaires d'ouverture du SCD ou du SICD

	Unité	Réalisation 2013-14		Objectif 2015	
		Site Descartes-Diderot	Site Monod	Site Descartes-Diderot	Site Monod
	Nombre d'heures	58 h Tous services / tout public	68 h Tous services / tout public	63 h tous services/tout public	76 h tous services annualisés
		+ 86h salles de lecture accessibles en libre-service au public strictement ENSL	+ 23h espace de travail accessible au public strictement ENSL + 91h tous services sur période agrégation (4 mois)		

OBJECTIF : Développer une gestion prospective et pluriannuelle des ressources humaines

Recrutement interne d'enseignants-chercheurs ou endo-recrutement	Unité	2011	2012	2013	2014	Données cumulées 2011, 2012, 2013, 2014
Maîtres de conférences	Nombre d'endo-recrutements / Nombre de recrutements des Enseignants- Chercheurs	5/10	1/9	0/6	0/1	23%
Professeurs des universités		1/9	1/10	0/2	3/4	20%
Ensemble (MCF+PR)		6/19	2/19	0/8	3/5	22%

OBJECTIF : Un environnement de travail de qualité

Part du budget d'investissement consacrée aux restructurations de locaux	Unité	BI 2016	BR 2016	Variation BR 2016 - BI 2016
Budget d'investissement mobilier et immobilier	(k€)	10 478 k€	10 028 k€	-4,3%
Budget d'investissement (mobilier et immobilier) consacré à la maintenance, à la restructuration de locaux et aux adaptations de locaux à des nouvelles missions (hors CPER et plan campus)	(k€)	1 871 k€	2 298 k€	
Surface SHON	m ²	124 391 m ²	124 391 m ²	
Part du budget d'investissement (mobilier et immobilier) consacré à la maintenance, à la restructuration de locaux et aux adaptations de locaux à des nouvelles missions (hors CPER et plan campus)	%	17,9%	22,9%	
Budget d'investissement (mobilier et immobilier) consacré à la maintenance, à la restructuration de locaux et aux adaptations de locaux à des nouvelles missions (hors CPER et plan campus) par m ² SHON	(k€)	0,015 k€	0,018 k€	

Occupation des locaux	Unité	Situation Descartes 2014			Cible 2015	Monod
		Amphithéâtres	Salles banalisées	Ensemble des locaux d'enseignement		
Nombre d'heures d'utilisation	h	1 154 h	51 216 h	52 370 h		Mise en place d'un outil de suivi de l'occupation des salles pour le site
Nombre de salles	Nombre	1	38	39		
Total surfaces SHON	m ²	462 m ²	1 795 m ²	2 257 m ²		
Taux d'occupation réel	%	100%	117%	116%	92%	

Au niveau du bâtiment Buisson (ex-INRP), la catégorie d'Etablissement Recevant du Public (ERP) dans laquelle ce dernier est classé ne lui permet pas d'accueillir des enseignements. Le bâtiment hébergeant l'Institut Français de l'éducation n'est donc pas concerné par cet indicateur du taux d'occupation liés aux enseignements

OBJECTIF : Un recrutement sélectif mais diversifié

Nombre d'étudiants inscrits en CPES à l'ENS de Lyon	Unité	Réalisation 2011-12	Réalisation 2012-13	Réalisation 2013-14	Réalisation 2014-15	Cible 2015
Nombre total d'étudiants inscrits en CPES à l'ENS de Lyon	Effectifs	26	35	31	36	35

Sources des données : Enquête SISE

OBJECTIF : Accroître l'attractivité internationale

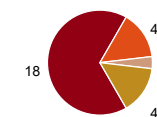
Part des étudiants étrangers inscrits en master et en doctorat	Unité	Réalisation 2011-12	Réalisation 2012-13	Réalisation 2013-14	Réalisation 2014-15
Nombre d'étudiants inscrits en master (<i>hors master d'enseignement</i>)	Effectifs	834	769	792	808
Nombre d'étudiants de nationalité étrangère inscrits en master (<i>hors master d'enseignement</i>)	Effectifs	92	83	112	82
Part des étudiants étrangers inscrits en master (<i>hors master d'enseignement</i>)	%	11,0%	10,8%	14,1%	10,1%
Nombre d'étudiants inscrits en doctorat	Effectifs	439	433	397	411
Nombre d'étudiants de nationalité étrangère inscrits en doctorat	Effectifs	143	130	107	118
Part des étudiants étrangers inscrits en doctorat	%	32,6%	30,0%	27,0%	28,7%

Sources des données : Enquête SISE

OBJECTIF : Une recherche de pointe

Part des unités de recherche évaluées :	Unité	Réalisation 2010	
Nombre d'unités de recherche notées A+	Nombre	18	67%
Nombre d'unités de recherche notées A	Nombre	4	15%
Nombre d'unités de recherche notées B	Nombre	1	4%
Nombre de fédérations non notées évaluées positivement par l'AERES	Nombre	4	15%

Part des unités de recherche évaluées



**BUDGET RECTIFICATIF 2016**

Présenté par le Président
de l'Ecole Normale Supérieure de Lyon
Le 6 juillet 2016

L'ordonnateur,

Jean-François PINTON

Adopté par le Conseil d'Administration dans sa séance du 6 juillet 2016

Le président du Conseil d'Administration

Jean-François PINTON

Transmis au Ministère de Tutelle Le 6 juillet 2016

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
Direction Générale pour l'Enseignement Supérieur et l'Insertion Professionnelle
Sous-direction du financement de l'Enseignement Supérieur
1, Rue Descartes
75231 PARIS CEDEX 05

** Papier issu des forêts européennes*

**DIRECTION
DES AFFAIRES FINANCIÈRES**
Mai 2016

15 parvis René-Descartes
BP 7000, 69342 Lyon cedex 07
Tél. +33 (0)4 37 37 60 00
Fax +33 (0)4 37 37 60 60
www.ens-lyon.fr